

Appendix A

**STANDING JOINT COMMITTEE
FOR
THE SCRUTINY OF REGULATIONS**

c/o THE SENATE, OTTAWA K1A 0A4
TEL: 995-0751
FAX: 943-2109

JOINT CHAIRS

SENATOR BOB RUNCIMAN
FRANÇOISE BOIVIN, M.P.

VICE-CHAIRS

GARRY BREITKREUZ, M.P.
MASSIMO PACETTI, M.P.



CANADA

**COMITÉ MIXTE PERMANENT
D'EXAMEN DE LA RÉGLEMENTATION**

a/s LE SÉNAT, OTTAWA K1A 0A4
TEL: 995-0751
TÉLÉCOPIEUR: 943-2109

CO-PRÉSIDENTS

SÉNATEUR BOB RUNCIMAN
FRANÇOISE BOIVIN, DÉPUTÉE

VICE PRÉSIDENTS

GARRY BREITKREUZ, DÉPUTÉ
MASSIMO PACETTI, DÉPUTÉ



December 16, 2011

Mr. John Moffet
Director General
Legislative and Regulatory Affairs
Department of the Environment
Place Vincent Massey, 21st Floor
351 St. Joseph Blvd.
GATINEAU, Quebec K1A 0H3

Dear Mr. Moffet:

Our File: SI/2005-2, Order Giving Notice of Decisions not to add Certain
Species to the List of Endangered Species

As you know, the *Species at Risk Act* provides that when the Committee on the Status of Endangered Wildlife in Canada completes an assessment on the status of a species, it must provide the Minister of the Environment with a copy and its reasons. The Act also requires that within nine months after receiving an assessment, the Governor in Council is to review the assessment. He can add the species to the list of species at risk, decide not to add it to the list, or refer the matter back. Where the Governor-in-Council has not taken action within nine months, the Minister is must amend the list in accordance with the assessment.

Although the Act provides for a nine month period for taking action commencing on receipt by the Governor-in-Council of the assessment, it does not actually provide for the receipt of an assessment by the Governor-in-Council. The intent of the Act would seem to be that on an assessment is to be taken within a fixed period of time, but if there is discretion to determine when, or even if, an assessment is to be passed along to the Governor-in-Council, that intent could be entirely defeated.

In the course of reviewing orders made under the Act, the Joint Committee came to conclude that the failure to provide for the receipt of an assessment by the

- 2 -



Governor in Council reflects a gap in the scheme established by the Act. It is difficult to conclude that Parliament intended that the goal of a timely decision on an assessment could be defeated simply by delaying, perhaps even indefinitely, submission of the assessment to the Governor in Council. In light of this, in 2008 the Committee recommended in its Third Report (Report No. 81) that consideration should be given to amending the *Species at Risk Act* to ensure that Parliament's intent that action on an assessment be taken within a fixed period of time be clearly reflected.

Section 129 of the *Species at Risk Act* required a parliamentary review of the Act to be undertaken five years after it came into force. This review was undertaken by the House of Commons Standing Committee on the Environment and Sustainable Development in the previous Parliament. The Third Report was drawn to the attention of both that Committee and the Chairman of the Committee on the Status of Endangered Wildlife in Canada. The issue identified in the Report was also noted by a number of witnesses who appeared in connection with the review of the Act.

Unfortunately, the Standing Committee on the Environment and Sustainable Development was unable to table its report prior to dissolution. To date, there has been no indication that the Committee intends to resume its consideration of the Act. I wonder, however, whether amendments to the Act are nevertheless being contemplated in light of issues raised in the course of the parliamentary review, and would value your advice in this regard.

I look forward to receiving your reply.

Yours sincerely,

Peter Bernhardt
General Counsel

/mn



Environment
Canada

Environnement
Canada



Ottawa, ON
K1A 0H3

JAN 24 2012

Mr. Peter Bernhardt
General Counsel
Standing Joint Committee for the
Scrutiny of Regulations
c/o The Senate of Canada
Ottawa, ON
K1A 0A4

RECEIVED/REÇU
JAN 31 2012
REGULATIONS
RÉGLEMENTATION

Dear Mr. Bernhardt:

Re: SI/2005-2, Order Giving Notice of Decisions not to add Certain Species to the List of Endangered Species

Thank you for your letter dated December 16, 2011 concerning Order Giving Notice of Decisions not to add Certain Species to the List of Endangered Species.

We thank you for taking the time to examine the Order and provide your comments however, Environment Canada's position remains the same, as stated in my previous correspondence dated February 16, 2006. As to whether amendments to the Act are being contemplated, the department continues to analyse and consider various proposals for law reform.

Should you have further questions, please do not hesitate to contact me at (819) 953-6899 or Danielle Rodrigue, Manager, Regulatory Affairs and Quality Management Systems, at (819) 956-9460.

Yours truly,

John Moffet
Director General
Legislative and Regulatory Affairs

c.c.: Laura Farquharson, Executive Director, Legislative Governance
Natasha Gaydamack, Legal Counsel, Legal Services

ÉcoLoger Papier / Paper Eco-Loger



Canada

www.ec.gc.ca

Annexe A

**TRANSLATION / TRADUCTION**

Le 16 décembre 2011

Monsieur John Moffet
Directeur général
Affaires législatives et réglementaires
Ministère de l'Environnement
Place Vincent-Massey, 21^e étage
351, boul. Saint-Joseph
Gatineau (Québec) K1A 0H3

Monsieur,

Notre référence : TR/2005-2, Décret donnant avis des décisions de ne pas inscrire
certaines espèces sur la *Liste d'espèces en péril*

Comme vous le savez, aux termes de la *Loi sur les espèces en péril*, lorsque le Comité sur la situation des espèces en péril au Canada termine l'évaluation de la situation d'une espèce en péril, il doit remettre son évaluation au ministre de l'Environnement et lui indiquer les raisons pour lesquelles il a effectué cette évaluation. La *Loi* exige aussi que le gouverneur en conseil examine cette évaluation dans les neuf mois suivant sa réception. Il peut inscrire l'espèce sur la liste, décider de ne pas inscrire l'espèce sur la liste ou renvoyer la question au Comité pour renseignements supplémentaires ou réexamen. Si le gouverneur en conseil n'a pas pris de mesures dans les neuf mois, le ministre doit modifier la liste en conformité avec l'évaluation.

Même si elle prévoit un délai de neuf mois pour la prise de mesures à compter de la date à laquelle le gouverneur en conseil reçoit l'évaluation, la *Loi* ne renferme pas de dispositions comme telles sur le moment de la réception de l'évaluation par le gouverneur en conseil. On semble s'attendre à ce qu'un suivi soit donné dans un laps de temps précis, mais si une discrétion est exercée pour déterminer quand l'évaluation sera remise au gouverneur en conseil, voire si elle lui sera remise, cet objectif peut perdre tout son sens.

Lors de l'examen d'autres décrets pris en application de la *Loi*, le Comité mixte a conclu que le fait de ne pas prévoir de dispositions sur la réception de l'évaluation par le gouverneur en conseil démontre une lacune dans les mesures établies par la *Loi*. Il est difficile de conclure que le Parlement souhaitait que l'objectif d'une décision opportune concernant une évaluation puisse ne plus tenir du simple fait d'un retard, voire d'un retard indéfini, dans la présentation de



2.

l'évaluation au gouvernement en conseil. C'est pourquoi en 2008, le Comité a recommandé dans son troisième rapport (Rapport n° 81) que l'on envisage de modifier la *Loi sur les espèces en péril* pour s'assurer qu'il sera bien tenu compte de l'intention du Parlement voulant qu'un suivi soit donné à l'évaluation dans un laps de temps précis.

Aux termes de l'article 129 de la *Loi sur les espèces en péril*, un comité du Parlement doit procéder à un examen de la *Loi* cinq ans après son entrée en vigueur. Cet examen a été effectué par le Comité permanent de l'environnement et du développement durable de la Chambre des communes lors de la dernière législature. Le troisième rapport a été porté à l'attention du Comité et du président du Comité sur la situation des espèces en péril au Canada. Le problème identifié dans le rapport a aussi été mentionné par un certain nombre des témoins qui ont comparu dans le cadre de l'examen de la *Loi*.

Malheureusement, le Comité permanent de l'environnement et du développement durable n'a pas pu déposer son rapport avant la dissolution du Parlement. Jusqu'à maintenant, rien n'indique que le Comité a l'intention de reprendre son examen de la *Loi*. Je me demande si l'on envisage tout de même de modifier la *Loi* compte tenu des problèmes évoqués pendant l'examen de cette loi. J'aimerais que vous me renseigniez à ce sujet.

Veillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Peter Bernhardt
Conseiller juridique principal



TRANSLATION / TRADUCTION

Le 24 janvier 2012

Monsieur Peter Bernhardt
Conseiller juridique principal
Comité mixte permanent d'examen
de la réglementation
Le Sénat du Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0A4

Monsieur,

Objet : TR/2005-2, Décret donnant avis des décisions de ne pas inscrire
certaines espèces sur la *Liste d'espèces en péril*

J'ai bien reçu votre lettre du 16 décembre 2011 au sujet du Décret donnant avis des décisions de ne pas inscrire certaines espèces sur la *Liste d'espèces en péril*.

Nous vous remercions d'avoir pris le temps d'examiner ce décret et de nous faire part de vos observations. La position d'Environnement Canada demeure toutefois inchangée, comme je l'indiquais dans ma lettre du 16 février 2006. Quant à savoir si des modifications de la *Loi* sont envisagées, le ministère continue d'analyser divers projets de réforme.

Si vous avez d'autres questions, n'hésitez pas à communiquer avec moi au 819-953-6899 ou avec Danielle Rodrigue, gestionnaire, Affaires réglementaires et Systèmes de gestion de la qualité, au 819-956-9460.

Veillez agréer, Monsieur, mes meilleures salutations.

John Moffet
Directeur général
Affaires législatives et réglementaires

c.c. Laura Farquharson, directrice exécutive, Gouvernance législative
Natasha Gaydamack, conseillère juridique, Services juridiques

Appendix B

STANDING JOINT COMMITTEE
FOR
THE SCRUTINY OF REGULATIONSc/o THE SENATE, OTTAWA K1A 0A4
TEL: 995-0751
FAX: 943-2109

JOINT CHAIRMEN

SENATOR J. TREVOR EYTON
ANDREW J. KANIA, LL.M., M.P.

VICE-CHAIRMEN

ROYAL GALIPEAU, M.P.
BRIAN MASSE, M.P.

CANADA

COMITÉ MIXTE PERMANENT
D'EXAMEN DE LA RÉGLEMENTATIONc/o LE SÉNAT, OTTAWA K1A 0A4
TEL: 995-0751
TÉLÉCOPIEUR: 943-2109

CO-PRÉSIDENTS

SÉNATEUR J. TREVOR EYTON
ANDREW J. KANIA, LL.M., DÉPUTÉ

VICE-PRÉSIDENTS

ROYAL GALIPEAU, DÉPUTÉ
BRIAN MASSE, DÉPUTÉ

June 10, 2009

The Honourable Gail A. Shea, P.C., M.P.
Minister of Fisheries and Oceans
Room 556, Confederation Building
House of Commons
OTTAWA, Ontario
K1A 0A6

Dear Ms. Shea:

Our File: SOR/89-93, Ontario Fisheries Regulations, 1989

Your letter of April 22, 2009 concerning what is now subsection 4(2) of the *Ontario Fishery Regulations, 2007* was considered by the Joint Committee at its meeting of May 28, 2009. At that time, members took note of your advice that it is intended to pursue amendments to the *Fisheries Act* that would address the Committee's concern with respect to this provision.

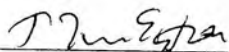
We appreciate your offer to appear before the Committee to discuss this issue. At this time, however, it was the consensus of members that we simply ask if you are in a position to indicate whether what is contemplated is comprehensive new fisheries legislation or simply the introduction of a bill specifically to deal with the Committee's concern. We also wonder whether you are able to advise as to when it is expected that this legislation will be introduced.

When this file was before the Committee, the question was raised as to whether the relevant amendment might be included in a future set of proposals for a miscellaneous statute law amendment bill, particularly as the government views the amendment as being for the purpose of "providing greater clarity and certainty". Assuming the next set of proposals for such a bill will be presented in the foreseeable future, we would value your views on this possibility.

- 2 -



We thank you for your attention to this matter, and look forward to receiving your reply.



J. Trevor Eyton
Joint Chairman



Andrew J. Kania, LL.M., M.P.
Joint Chairman

c.c.: Mr. Royal Galipeau, Vice-chairman
Standing Joint Committee for the Scrutiny of Regulations

Mr. Brian Masse, Vice-chairman
Standing Joint Committee for the Scrutiny of Regulations

/mh

**STANDING JOINT COMMITTEE
FOR
THE SCRUTINY OF REGULATIONS**

c/o THE SENATE, OTTAWA K1A 0A4
TEL: 995-0751
FAX: 943-2109

JOINT CHAIRS

SENATOR YONAH MARTIN
ANDREW J. KANIA, LL.M., M.P.

VICE-CHAIRS

ROB ANDERS, M.P.
BRIAN MASSE, M.P.



CANADA

**COMITÉ MIXTE PERMANENT
D'EXAMEN DE LA RÉGLEMENTATION**

c/o LE SÉNAT, OTTAWA K1A 0A4
TEL: 995-0751
TÉLÉCOPIEUR: 943-2109

CO-PRÉSIDENTS

SÉNATRICE YONAH MARTIN
ANDREW J. KANIA, LL.M., DÉPUTÉ

VICE-PRÉSIDENTS

ROB ANDERS, DÉPUTÉ
BRIAN MASSE, DÉPUTÉ



MAR 3 2011

The Honourable Gail A. Shea, P.C., M.P.
Minister of Fisheries and Oceans
Room 556, Confederation Building
House of Commons
OTTAWA, Ontario
K1A 0A6

Dear Minister Shea:

Our File: SOR/89-93, Ontario Fisheries Regulations, 1989

We once again refer to the enclosed letter of June 10, 2009, which remains unanswered despite three previous reminders. The furnishing of a reply without further delay would be appreciated.

Yours sincerely,

Senator Yonah Martin
Joint Chair

Andrew J. Kania, LL.M., M.P.
Joint Chair

c.c.: Mr. Rob Anders, Vice-chair
Standing Joint Committee for the Scrutiny of Regulations

Mr. Brian Masse, Vice-chair
Standing Joint Committee for the Scrutiny of Regulations

/mn

**STANDING JOINT COMMITTEE
FOR
THE SCRUTINY OF REGULATIONS**

c/o THE SENATE, OTTAWA K1A 0A4
TEL: 995-0751
FAX: 943-2109

JOINT CHAIRS

SENATOR BOB RUNCIMAN
FRANÇOISE BOIVIN, M.P.

VICE CHAIRS

GARRY BREITKREUZ, M.P.
MASSIMO PACETTI, M.P.



CANADA

**COMITÉ MIXTE PERMANENT
D'EXAMEN DE LA RÉGLEMENTATION**

a/s LE SÉNAT, OTTAWA K1A 0A4
TEL: 995-0751
TÉLÉCOPIEUR: 943-2109

CO-PRÉSIDENTS

SÉNATEUR BOB RUNCIMAN
FRANÇOISE BOIVIN, DÉPUTÉE

VICE-PRÉSIDENTS

GARRY BREITKREUZ, DÉPUTÉ
MASSIMO PACETTI, DÉPUTÉ



OCT 20 2011

The Honourable Keith Ashfield, P.C., M.P.
Minister of Fisheries and Oceans
House of Commons
Confederation Building, Room 107
Ottawa, Ontario K1A 0A6

Dear Minister Ashfield:

Our File: SOR/89-93, Ontario Fisheries Regulations, 1989

We refer to our predecessor's letter of June 10, 2009, to which a reply would be appreciated. We also note that a reply has now been outstanding for more than two years.

Yours sincerely,

Senator Bob Runciman
Joint Chair

Françoise Boivin, M.P.
Joint Chair

c.c.: Mr. Garry Breitkreuz, Vice-chair
Standing Joint Committee for the Scrutiny of Regulations

Mr. Massimo Pacetti, Vice-chair
Standing Joint Committee for the Scrutiny of Regulations

Encl.

/mh

Minister of
Fisheries and Oceans



Ministre des
Pêches et des Océans

Ottawa, Canada K1A 0E6



RECEIVED/REÇU

JAN 11 2012

JAN 18 2012

The Honourable Bob Runciman, Senator
Joint Chair
Ms. Françoise Boivin, M.P.
Joint Chair
Standing Joint Committee for the Scrutiny of Regulations
c/o The Senate of Canada
Ottawa, Ontario
K1A 0A4

REGULATIONS
RÉGLEMENTATION

Dear Senator Runciman and Ms. Boivin:

Thank you for your correspondence of October 20, 2011, concerning the Government's plans with respect to the *Fisheries Act*. I regret the delay in responding.

Two attempts have been made to renew the *Fisheries Act* in the past. Bill C-45 was introduced in 2006 and died on the order paper with the prorogation of Parliament in September 2007. Bill C-32 was introduced in November 2007 and died on the order paper with the dissolution of Parliament in September 2008. Both of these pieces of legislation contained provisions to address the concerns your Committee has raised with respect to the *Ontario Fisheries Regulations*.

Modernizing the management of Canada's fisheries has been a key priority for me since becoming Minister of Fisheries and Oceans. I note your concerns and will take them into consideration as I develop options for moving forward with this agenda.

Thank you for taking the time to write.

Yours sincerely,

Keith Ashfield

Canada

Annexe B

TRANSLATION / TRADUCTION

Le 10 juin 2009

L'honorable Gail A. Shea, C.P., députée
Ministre des Pêches et des Océans
Pièce 556, Édifice de la Confédération
Chambre des communes
OTTAWA (Ontario)
K1A 0A6

Madame la Ministre,

N/Réf.: DORS/89-93, Règlement de pêche de l'Ontario de 1989

À sa réunion du 28 mai 2009, le Comité mixte a examiné votre lettre du 22 avril 2009 portant sur la disposition qui forme maintenant le paragraphe 4(2) du *Règlement de pêche de l'Ontario (2007)*. Les membres du Comité ont alors pris note de votre intention de modifier la *Loi sur les pêches* pour tenir compte des préoccupations du Comité concernant cette disposition.

Nous vous remercions d'avoir offert de comparaître devant le Comité pour discuter de la question. Pour l'instant, cependant, les membres aimeraient simplement savoir si vous êtes en mesure de dire si la mesure envisagée est une nouvelle loi détaillée sur les pêches ou simplement la présentation d'un projet de loi traitant de la préoccupation exprimée par le Comité. Nous aimerions également savoir quand cette mesure sera présentée.

Lorsque le Comité a été saisi de ce dossier, la question a été posée à savoir si la modification nécessaire pourrait figurer dans une série de propositions incluses dans un projet de loi modificatif, étant donné que le gouvernement considère que cette modification vise à apporter plus de clarté et de certitude. Nous supposons que la prochaine série de propositions devant figurer dans ce projet de loi sera présentée dans un avenir prochain, mais aimerions que vous nous confirmiez si ce sera effectivement le cas.

Vous remerciant de votre attention dans ce dossier, nous vous prions d'agréer, Madame la Ministre, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Le coprésident,

J. Trevor Eyton

Le coprésident,

Andrew J. Kania, LL.M., député

c.c. M. Royal Galipeau, vice-président
Comité mixte permanent d'examen de la réglementation

M. Brian Masse, vice-président
Comité mixte permanent d'examen de la réglementation

/mh

**TRANSLATION / TRADUCTION**

Le 3 mars 2011

L'honorable Gail A. Shea, C.P., députée
Ministre des Pêches et des Océans
Pièce 556, Édifice de la Confédération
Chambre des communes
OTTAWA (Ontario)
K1A 0A6

Madame la Ministre,

Notre référence : DORS/89-93, Règlement de pêche de l'Ontario de 1989

Nous désirons, par la présente, mentionner de nouveau que nous n'avons pas reçu de réponse à notre lettre (ci-jointe) du 10 juin 2009, malgré trois rappels faits à ce sujet.

Dans l'attente d'une réponse, nous vous prions d'agréer, Madame la Ministre, l'assurance de nos sentiments distingués.

La coprésidente,

Le coprésident,

Yonah Martin, sénatrice

Andrew J. Kania, LL.M., député

c.c. M. Rob Anders, vice-président
Comité mixte permanent d'examen de la réglementation

M. Brian Masse, vice-président
Comité mixte permanent d'examen de la réglementation

/mn



TRANSLATION / TRADUCTION

Le 20 octobre 2011

L'honorable Keith Ashfield, C.P., député
Ministre des Pêches et des Océans
Chambre des communes
Édifice de la Confédération, pièce 107
Ottawa (Ontario) K1A 0A6

Monsieur le Ministre,

N/Réf.: DORS/89-93, Règlement de pêche de l'Ontario de 1989

Nous désirons, par la présente, faire suite à la lettre du 10 juin 2009 de notre prédécesseur demeurée, à ce jour, sans réponse. Nous constatons en effet que deux années se sont écoulées depuis l'envoi de cette lettre.

Vous remerciant de votre attention, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de nos sentiments distingués.

Le coprésident,
Bob Runciman, sénateur

La coprésidente,
Françoise Boivin, députée

c.c. M. Garry Breitzkreuz, vice-président
Comité mixte permanent d'examen de la réglementation

M. Massimo Pacetti, vice-président
Comité mixte permanent d'examen de la réglementation

p.j.



TRANSLATION / TRADUCTION

Le 11 janvier 2012

L'honorable Bob Runciman, sénateur
Coprésident
Madame Françoise Boivin, députée
Coprésidente
Comité mixte permanent d'examen de la réglementation
Sénat du Canada
Ottawa (Ontario)
K1A 0A4

Madame, Monsieur,

J'ai bien reçu votre lettre du 20 octobre 2011 concernant les plans du gouvernement à propos de la Loi sur les pêches. Veuillez m'excuser d'avoir tant tardé à y répondre.

Deux tentatives de modernisation de la Loi sur les pêches ont été faites dans le passé. Le projet de loi C-45 a été présenté en 2006 mais est mort au Feuilleton lorsque le Parlement a été prorogé en septembre 2007. Le projet de loi C-32 a été présenté en novembre 2007 mais est aussi mort au Feuilleton lorsque le Parlement a été dissous en septembre 2008. Ces deux mesures législatives renfermaient des dispositions qui réglaient les préoccupations exprimées par le Comité relativement au Règlement de pêche de l'Ontario.

Moderniser la gestion des pêches au Canada fait partie de mes priorités depuis ma nomination au poste de ministre des Pêches et des Océans. J'ai pris note de vos préoccupations et je tiens à ce que vous sachiez que j'en tiendrai compte dans l'élaboration de solutions pour faire avancer ce dossier.

Merci d'avoir pris le temps de m'écrire à ce sujet.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Keith Ashfield

Appendix C

**NOTE ON SOR/89-127, FOOD AND DRUG REGULATIONS, AMENDMENT**

The purpose of this amendment to the *Food and Drug Regulations* was to facilitate the marketing of Caribbean rum in Canada by allowing rum imported in bulk and bottled in Canada to be sold as Caribbean rum. If it were not for this amendment, these sales would be contrary to the *Food and Drug Regulations*.

The Joint Committee objected to the validity of the amendment on the ground that it served a collateral purpose. The purpose of the *Food and Drugs Act* is to prohibit the sale of products that may be injurious to the health of consumers, to protect the health of consumers, and to prevent fraudulent or misleading advertising. An amendment stated to be for the purpose of furthering the economic development objectives established under the Caribbean agreement is *ultra vires* the Act.

After a decade of delays, the Committee received a formal undertaking from the Canadian Food Inspection Agency that the revocation of section B.02.034 of the Regulations would take place by the end of 2001. In the Fall of 2001, the Minister for International Trade requested the Committee to defer action on this file pending a determination of whether “the existing rum labeling arrangement can be given an alternative legal basis in a Canada-CARICOM Free Trade Agreement”, which could be negotiated by 2002.

In May of 2003, the Minister for International Trade informed the Committee that he could not estimate a completion date for those negotiations and renewed his request that the Committee defer further action on this file. In the fall of 2003, the Minister was informed that the Committee had instructed counsel to prepare a draft report for possible presentation to the Houses.

This apparently prompted the government to take action and in May of 2005, the *Spirit Drinks Trade Act* was introduced in the Senate. The Act came into force on June 1, 2006, and provides the government with the means to respect its international agreements.

On January 12, 2007, the Agency confirmed that section B.02.034 of the Regulations would be revoked. Since 2009, the Agency repeatedly indicated this would be done as part of package of miscellaneous amendments identified as “ID 20124A”. This package of amendments was made on September 29, 2011, and was registered as SOR/2011-205. These amendments did not, however, include the revocation of section B.02.034. In its letter of January 10, 2012, the Agency advises that this was because the revocation of this provision “raised policy issues that required a more substantial analysis, and therefore could not be completed through a miscellaneous package”.



According to the advice received from the Agency at the time, the process of revoking section B.02.034 began in the first half of 2007. As late as January of 2011, the Committee was told that this amendment was included in package ID 20124A. It would therefore seem to be the case that the “policy issues that required a more substantial analysis” and led to the removal of the amendment revoking section B.02.034 from the package were identified only after January of 2011. By that time, this amendment had been under study for four years, and had been examined and approved by the Department of Justice. Moreover, revocation of section B.02.034 was first promised in 1992. What are these policy issues, and why did they not surface until this late date?

Timing aside, it is difficult to imagine what serious matters of policy could be related to the revocation of section B.02.034. First, if authority for the provision is lacking, as a matter of law it is unenforceable in any event. Second, the enactment of the *Spirit Drinks Trade Act* would seem to render section B.02.034 of the *Food and Drug Regulations* superfluous.

Section B.02.033 of the *Food and Drug Regulations* prohibits blending or modifying rum that is imported in bulk for bottling and sale in Canada as imported rum except by blending with other imported rum, adding distilled or otherwise purified water to adjust the strength or the addition of caramel. Section B.02.034 then provides:

B.02.034. (1) Notwithstanding section B.02.033, no person shall blend or modify in any manner any rum made from sugar cane products of a Commonwealth Caribbean country that has been distilled and fermented in a Commonwealth Caribbean country and imported in bulk from a Commonwealth Caribbean Country for bottling and sale in Canada as Caribbean rum except by

- (a) blending with other rum of a Commonwealth Caribbean country;
- (b) blending with Canadian rum in proportions that result in one to 1.5 per cent Canadian rum by volume in the final product;
- (c) adding distilled or otherwise purified water to adjust the rum to the strength stated on the label applied to the container; or
- (d) adding caramel.

(2) In this section, “Commonwealth Caribbean country” means Anguilla, Antigua and Barbuda, Barbados, the Bahamas, Belize, Bermuda, the British Virgin Islands, the Cayman Islands, Dominica, Grenada, Guyana, Jamaica, Montserrat, St. Christopher and Nevis,



Saint Lucia, St. Vincent and the Grenadines, Trinidad and Tobago and the Turks and Caicos Islands.

Item 14 of the schedule to the *Spirit Drinks Trade Act* now reads:

14. (1) Caribbean rum may be sold under that name if it has been
- (a) made from sugar cane products of a Commonwealth Caribbean country and distilled and fermented in a Commonwealth Caribbean country; or
 - (b) imported in bulk from a Commonwealth Caribbean country for bottling and sale in Canada as Caribbean rum and blended or modified by
 - (i) blending it with other rum of a Commonwealth Caribbean country,
 - (ii) blending it with Canadian rum in proportions that result in 1 to 1.5% Canadian rum by volume in the final product,
 - (iii) adding distilled or otherwise purified water to adjust the rum to the strength stated on the label applied to the container, or
 - (iv) adding caramel.

(2) In this section, “Commonwealth Caribbean country” means Anguilla, Antigua and Barbuda, the Bahamas, Barbados, Belize, Bermuda, the British Virgin Islands, the Cayman Islands, Dominica, Grenada, Guyana, Jamaica, Montserrat, St. Christopher and Nevis, Saint Lucia, St. Vincent and the Grenadines, Trinidad and Tobago and the Turks and Caicos Islands.

Item 14 was clearly intended to address the Committee’s concern that section B.02.034 of the *Food and Drug Regulations* lacked proper authority for its making. In fact, when the Bill was considered in Committee this was expressly stated to be the case by the Parliamentary Secretary to the Minister of Agriculture and Agri-Food. In short, item 14 of the schedule to the *Spirit Drinks Trade Act* is meant to replace section B.02.034 of the *Food and Drug Regulations*. This being the case, what are the policy implications of this that were only discovered after the amendment revoking section B.02.034 had been under development for four years?

It will be noted that in the absence of section B.02.034, item 14 of the schedule to the *Spirit Drinks Trade Act* would permit the blending of 1 to 1.5 per cent Canadian rum with Caribbean rum, while this would continue to be prohibited by section B.02.033 of the *Food and Drug Regulations*. Any perceived conflict, however, would necessarily be resolved in favour of item 14. It is both a more

- 4 -



recent and a more specific provision than section B.02.033, and in any event is a direct parliamentary enactment. While section B.02.033 could be amended to make this explicit, there is no question that the section as it now reads would not operate to prevent the sale of Caribbean rum blended in accordance with item 14 of the schedule to the *Spirit Drinks Trade Act*.

In connection with the statement that the requirement for a more substantial analysis of these policy issues meant that the revocation of section B.02.034 “could not be completed through a miscellaneous package”, it bears noting that as a matter of government policy, there have always been three types of amendments that may be included in miscellaneous amendments regulations:

1. amendments that correct discrepancies between the English and French version, errors in translation, minor inconsistencies and typographical errors, provide clarification, or address other matters of a non-substantive nature;
2. the repeal of obsolete or spent regulations;
3. amendments to implement changes agreed to between the Standing Joint Committee for the Scrutiny of Regulations and the regulation-making authority, regardless of whether or not they are substantive in nature.

That amendments requested by the Joint Committee are eligible for inclusion in a miscellaneous amendments package regardless of their policy implications is confirmed by the Department of Justice in the following passage from its *Federal Regulations Manual*:

Miscellaneous amendment regulations may also include changes requested by the Standing Joint Committee for the Scrutiny of Regulations, whether or not they have policy implications (i.e. they can include substantive changes).

While there may be instances in which considerations such as the particular nature of the amendment or the need for broader public notice and consultation lead a regulation-maker to conclude that an amendment to resolve a concern raised by the Joint Committee should not proceed via the streamlined Miscellaneous Amendments Regulations Program, it is not the case that simply because there is a need for analysis of substantial policy issues the amendment requested by the Committee may not be made in this fashion.

Action, in one form or another, to resolve the Committee’s concern with respect to section B.02.034 of the *Food and Drug Regulations* was first promised more than twenty years ago. The latest postponement is but another in a long line of



- 5 -

delays and failed attempts. Moreover, it would appear that since 2006 the provision has served no purpose. In view of this, and bearing in mind that the latest letter from the Agency provides no new forecast date for the revocation of section B.02.034, members may wish to discuss whether to advise the Minister that the Committee intends to consider a draft report proposing the disallowance of section B.02.034 pursuant to section 19.1 of the *Statutory Instruments Act*. At the very least, an explanation as to the nature of the previously unforeseen policy issues should be sought, as well as a firm timeline for the completion of the promised revocation.

The *Statutory Instruments Act* requires the Committee to give 30 days' notice of its intention to consider a disallowance report before the report can be adopted. One possibility therefore would be to give notice to the Minister, while at the same time indicating that the Committee would wish to know the nature of the policy issues mentioned by the Agency and when they will be resolved before deciding whether to proceed with disallowance.

January 26, 2012
PB/mh



1400 Merivale Rd.
Ottawa, Ontario
K1A 0Y9

OCT 19 2011

SJC 008822

Mr. Peter Bernhardt
General Counsel
Standing Joint Committee for
the Scrutiny of Regulations
c/o The Senate
Ottawa, Ontario
K1A 0A4

RECEIVED/REÇU
OCT 25 2011
REGULATIONS
RÉGLEMENTATION

Dear Mr. Bernhardt,

**RE: Amendments to Certain Regulations Administered and Enforced by the
Canadian Food Inspection Agency (Miscellaneous Program)**

This letter is to provide an update on the above miscellaneous regulation (our ID 20124A) that seeks to address a number of issues which have been raised by the Standing Joint Committee for the Scrutiny of Regulations (SJCSR). The Canadian Food Inspection Agency is pleased to inform you that these amendments were published under SOR/2011-205 in the Canada Gazette, Part II on October 12, 2011.

Given the number of issues this sought to amend, a list of the affected regulations is provided below for ease of reference:

Canada Agricultural Products Act, R.S., c. 20 (4th Supp.) - Egg Regulations Fresh Fruit and Vegetable Regulations, Honey Regulations, Maple Products Regulations, Processed Egg Regulations, Processed Products Regulations, Licensing and Arbitration Regulations

Fertilizers Act, R.S., 1985, c. F-10 - Fertilizers Regulations

Food and Drugs Act, R.S., 1985, c.F-27 - Food and Drug Regulations

Meat Inspection Act, R.S., c. 25 (1st Supp.) - Meat Inspection Regulations, 1990

Sincerely yours,

A handwritten signature in black ink, appearing to read "Barbara A. Jordan".

Barbara A. Jordan
Associate Vice President, Policy
Policy and Programs Branch

Canada

**STANDING JOINT COMMITTEE
FOR
THE SCRUTINY OF REGULATIONS**

c/o THE SENATE, OTTAWA K1A 0A4
TEL: 995-0751
FAX: 943-2109

JOINT CHAIRS

SENATOR BOB RUNCIMAN
FRANÇOISE BOIVIN, M.P.

VICE-CHAIRS

GARRY BREITKREUZ, M.P.
MASSIMO PACETTI, M.P.



CANADA

**COMITÉ MIXTE PERMANENT
D'EXAMEN DE LA RÉGLEMENTATION**

c/s LE SÉNAT, OTTAWA K1A 0A4
TÉL: 995-0751
TÉLÉCOPIEUR: 943-2109

CO-PRÉSIDENTS

SÉNATEUR BOB RUNCIMAN
FRANÇOISE BOIVIN, DÉPUTÉE

VICE-PRÉSIDENTS

GARRY BREITKREUZ, DÉPUTÉ
MASSIMO PACETTI, DÉPUTÉ



November 2, 2011

Ms. Barbara Jordan
Associate Vice-President
Policy and Programs Branch
Canadian Food Inspection Agency
1400 Merivale Road, Tower 1
Room 232 – Floor 5
NEPEAN, Ontario K1A 0Y9

Dear Ms. Jordan:

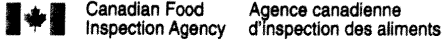
Our File: SOR/89-127, Food and Drug Regulations, amendment

In previous correspondence, the Canadian Food Inspection Agency had indicated that the repeal of section B.02.034 of the Food and Drug Regulations was to be included in a package of miscellaneous amendments identified as ID20124A. These amendments were recently made by SOR/2011-205. The repeal of section B.02.034, however, was not among them, and your advice as to when it is now anticipated that this particular amendment will be made would be appreciated.

Yours sincerely,

Peter Bernhardt
General Counsel

/mh



1400 Merivale Road
Ottawa, Ontario K1A 0Y9

JAN 10 2012

SJC 009086

Mr. Peter Bernhardt
General Counsel
Standing Joint Committee for
the Scrutiny of Regulations
c/o The Senate of Canada
Ottawa, Ontario K1A 0A4

RECEIVED/REÇU
JAN 16 2012
REGULATIONS
RÉGLEMENTATION

RE: SOR/89-127, Food and Drug Regulations, amendment

Dear Mr. Bernhardt:

Thank you for your letter of November 2, 2011, to Ms. Barbara Jordan regarding the above-noted subject.

I apologize for any confusion based upon previous correspondence. The promised amendment to section B.02.034 of the *Food and Drug Regulations* was removed from the package of miscellaneous amendments made under SOR/2011-205 in order to expedite the promulgation of this package. The repeal of this particular section raised policy issues that required a more substantial analysis and, therefore, could not be completed through a miscellaneous package. The CFIA remains committed to making this amendment at the earliest opportunity.

Yours sincerely,

A handwritten signature in cursive script that reads "Colleen Barnes".

Colleen Barnes
Executive Director
Domestic Policy Directorate

Canada

Annexe C

**TRANSLATION / TRADUCTION****NOTE SUR LE DORS/89-127, RÈGLEMENT SUR LES ALIMENTS ET DROGUES, MODIFICATION**

Cette modification du *Règlement sur les aliments et drogues* visait à faciliter la vente, au Canada, du rhum des Antilles en permettant que le rhum importé en vrac et embouteillé au Canada soit vendu comme du rhum provenant des Antilles. À défaut de cette modification, ces ventes iraient à l'encontre du *Règlement sur les aliments et drogues*.

Le Comité mixte a contesté la validité de cette modification, faisant valoir qu'elle servait des fins accessoires. En effet, le but de la *Loi sur les aliments et drogues* est d'interdire la vente de produits susceptibles de nuire à la santé des consommateurs, de protéger la santé des consommateurs et d'empêcher la publicité frauduleuse ou trompeuse. Une modification dont le but est de promouvoir les objectifs de développement économique fixés en vertu de l'entente CARIBCAN va au-delà des pouvoirs conférés par la *Loi*.

Après un report d'une décennie, l'Agence canadienne d'inspection des aliments avait formellement promis au Comité que des dispositions devant aboutir à la révocation de l'article B.02.034 du *Règlement* seraient prises avant la fin de 2001. À l'automne 2001, le ministre du Commerce international demandait au Comité de reporter les mesures à l'égard de cet article jusqu'à ce qu'une décision soit prise à savoir « s'il est possible d'établir un nouveau fondement juridique à l'accord actuel sur l'étiquetage du rhum au moyen d'un accord de libre-échange entre le Canada et la Communauté des Caraïbes », accord qui pourrait être négocié d'ici 2002.

En mai 2003, le ministre du Commerce international indiquait au Comité qu'il ne savait pas quand exactement les négociations se termineraient et il demandait de nouveau au Comité de reporter les mesures concernant ce dossier. À l'automne 2003, le Ministre apprenait que le Comité avait demandé à son conseiller juridique de rédiger un projet de rapport à présenter, éventuellement, aux deux chambres du Parlement.

Cela a eu pour effet, semble-t-il, de pousser le gouvernement à agir et, en mai 2005, le projet de loi S-38, *Loi sur le commerce des spiritueux*, était présenté au Sénat. La *Loi* est entrée en vigueur le 1^{er} juin 2006 et permet au gouvernement de respecter ses accords internationaux.

Le 12 janvier 2007, l'Agence a confirmé que l'article B.02.034 du *Règlement* serait abrogé. Depuis 2009, elle n'a cessé d'indiquer que l'abrogation de l'article ferait partie du règlement correctif ID 20124A. Ce règlement correctif a été pris le 29 septembre 2011 (DORS/2011-205). L'abrogation de l'article B.02.034 n'en faisait toutefois pas



partie. Dans sa lettre du 10 janvier 2012, l'Agence indique que la raison en est que « l'abrogation de cet article soulève des questions de fond qui exigent une analyse plus poussée et qui ne pourraient donc être traitées au moyen d'un règlement correctif ».

Selon l'avis reçu de l'Agence, le processus d'abrogation de l'article B.02.034 a commencé au cours du premier semestre de 2007. En janvier 2011, le Comité a appris que la modification en question faisait partie du règlement correctif 20124A. Il semblerait donc que les « questions de fond qui exigent une analyse plus poussée » et pour lesquelles on a retiré l'abrogation de l'article du règlement correctif ont surgi seulement après janvier 2011. À ce moment-là, la modification était à l'étude depuis quatre ans, et elle avait été examinée et approuvée par le ministère de la Justice. Qui plus est, c'est en 1992 qu'on avait d'abord promis d'abroger l'article B.02.034. Quelles sont donc ces questions de fond et pourquoi ont-elles surgi si tard?

Hormis la question du temps, on imagine difficilement quelles sont les questions de fond sérieuses que l'abrogation de l'article B.02.034 pourrait soulever. D'abord, si la disposition est sans fondement, en tant que question de droit, elle est inexécutable dans tous les cas. Ensuite, il semblerait que la *Loi sur le commerce des spiritueux* rende superflu l'article B.02.034 du *Règlement sur les aliments et drogues*.

L'article B.02.033 du *Règlement sur les aliments et drogues* interdit de mélanger ou de modifier le rhum importé en vrac aux fins d'embouteillage et de vente au Canada, sauf s'il est mélangé avec d'autres rhums importés, s'il est modifié par l'addition d'eau distillée ou autrement purifiée pour le ramener au degré alcoolique voulu ou par l'addition de caramel. L'article B.02.034 se lit comme suit :

B.02.034. (1) Par dérogation à l'article B.02.033, est interdit tout mélange ou toute modification de rhum obtenu des produits de la canne à sucre d'un pays des Antilles du Commonwealth, qui a été distillé et fermenté dans un tel pays et importé en vrac d'un tel pays aux fins d'embouteillage et de vente au Canada comme du rhum provenant des Antilles, sauf :

- a) le mélange avec d'autres rhums d'un pays des Antilles du Commonwealth;
- b) le mélange avec du rhum canadien de telle sorte que la proportion de rhum canadien dans le produit final soit entre 1 et 1,5 pour cent par volume;
- c) l'addition d'eau distillée ou autrement purifiée pour ramener le rhum au degré alcoolique indiqué sur l'étiquette apposée sur le contenant;
- d) l'addition de caramel.

(2) Dans le présent article, « pays des Antilles du Commonwealth » désigne : Anguilla, Antigua et Barbuda, Barbade, Bahamas, Belize,

- 3 -

Bermudes, Îles Vierges britanniques, Îles Caïmanes, Dominique, Grenade, Guyane, Jamaïque, Montserrat, Saint-Christophe-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-Grenadines, Trinité et Tobago et Îles Turques et Caïques.

L'article 14 de l'annexe de la *Loi sur le commerce des spiritueux* se lit comme suit :

14. (1) Le rhum antillais peut être vendu à ce titre dans les cas suivants :

a) il a été obtenu des produits de la canne à sucre d'un pays des Antilles du Commonwealth et distillé et fermenté sur place;
b) il a été importé en vrac d'un tel pays aux fins d'embouteillage et de vente au Canada à ce titre, et, selon le cas :

- (i) il a été mélangé avec d'autre rhum d'un pays des Antilles du Commonwealth,
- (ii) il a été mélangé avec du rhum canadien de telle sorte que la proportion de rhum canadien dans le produit final soit entre 1 et 1,5 pour cent par volume,
- (iii) il a été modifié par adjonction d'eau distillée ou autrement purifiée pour le ramener au degré alcoolique indiqué sur l'étiquette apposée sur le contenant,
- (iv) il a été modifié par adjonction de caramel.

(2) Au présent article, « pays des Antilles du Commonwealth » s'entend de Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Bermudes, îles Caïmans, Dominique, Grenade, Guyana, Jamaïque, Montserrat, Saint-Christophe-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Trinité-et-Tobago, des îles Turques et Caïques et des îles Vierges britanniques.

Il est clair que l'article 14 visait précisément à donner suite aux préoccupations du Comité, qui jugeait que l'article B.02.034 du *Règlement* était sans fondement. En fait, lorsque le projet de loi a été étudié en comité, le secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire a expressément fait savoir que tel était le cas. En bref, l'article 14 de l'annexe de la *Loi sur le commerce des spiritueux* est censé remplacer l'article B.02.034 du *Règlement sur les aliments et drogues*. Cela étant le cas, quelles sont donc les questions de fond qu'on a relevées alors que la modification abrogeant l'article B.02.034 était en voie d'élaboration depuis quatre ans?

À défaut de l'article B.02.034, indiquons que l'article 14 de l'annexe de la *Loi sur le commerce des spiritueux* permettrait de mélanger du rhum canadien avec du rhum des Antilles dans une proportion de 1 à 1,5 %, tandis que l'article B.02.033 du *Règlement sur les aliments et drogues* continuerait d'interdire cette pratique. Cependant, tout conflit perçu serait nécessairement réglé en fonction de l'article 14, qui est une disposition plus récente et plus précise que l'article B.02.033 et qui a été directement adoptée par le Parlement. Bien que l'article B.02.033 puisse être modifié pour être plus explicite, il



ne fait aucun doute que, tel qu'il est libellé, il ne servirait pas à empêcher la vente de rhum des Antilles mélangé en conformité avec l'article 14 de l'annexe de la *Loi sur le commerce des spiritueux*.

En ce qui concerne l'affirmation selon laquelle, vu la nécessité de procéder à une analyse plus poussée des questions de fond, l'article B.02.034 ne pouvait être abrogé « au moyen d'un règlement correctif », il faut signaler que la politique gouvernementale prévoit trois types de modifications qui peuvent faire partie d'un règlement correctif :

1. modifications visant à remédier à des incohérences entre les versions anglaise et française, à corriger des erreurs de traduction, des fautes mineures et des fautes de frappe, à fournir des éclaircissements ou encore à régler des points autres que des questions de fond;
2. abrogation de règlements désuets;
3. changements convenus entre le Comité mixte permanent d'examen de la réglementation et l'autorité réglementante, qu'ils aient ou non une incidence sur le fond.

Les modifications demandées par le Comité mixte peuvent donc faire partie d'un règlement correctif, quelle qu'en soit l'incidence sur les orientations générales, comme le confirme le ministère de la Justice dans le passage suivant tiré du *Manuel de la réglementation fédérale* :

Le règlement correctif peut toutefois comporter en outre les modifications demandées par le Comité mixte permanent d'examen de la réglementation [...] qu'elles aient ou non une incidence sur les orientations générales (c.-à-d. qu'elles aient ou non une incidence sur le fond).

Il peut exister des cas où la nature particulière de la modification, la nécessité d'un avis public général ou le besoin de procéder à des consultations amène l'autorité réglementante à conclure que le Programme de règlement correctif simplifié n'est pas le moyen à utiliser pour donner suite aux préoccupations du Comité mixte, mais ce n'est pas parce qu'il faut effectuer une analyse poussée de questions de fond que la modification demandée par le Comité doit être exclue d'un règlement correctif.

Peu importe leur forme, des mesures ont été promises il y a plus de 20 ans pour donner suite aux questions soulevées par le Comité relativement à l'article B.02.034 du *Règlement sur les aliments et drogues*. Le dernier report s'inscrit dans une longue série de délais et de tentatives infructueuses. Qui plus est, il semblerait que depuis 2006, l'article ne sert à rien. Par conséquent, et comme aucune nouvelle date n'est prévue dans la dernière lettre de l'Agence pour l'abrogation de l'article B.02.034, les membres

- 5 -



jugeront peut-être à propos d'informer le Ministre que le Comité envisage de présenter un rapport provisoire proposant l'abrogation de cet article en vertu de l'article 19.1 de la *Loi sur les textes réglementaires*. À tout le moins, il faudrait savoir en quoi consistent les questions de fond imprévues et obtenir un délai ferme pour l'abrogation promise de l'article en question.

Aux termes de la *Loi sur les textes réglementaires*, le Comité doit informer les autorités visées de son intention de présenter un rapport proposant l'abrogation de la disposition au moins 30 jours avant l'adoption de ce rapport. Le Comité pourrait donc aviser le Ministre de son intention d'abroger la disposition en question, tout en prenant soin d'indiquer qu'il souhaiterait connaître la nature des questions de fond mentionnées par l'Agence et le moment où elles seront réglées avant de décider d'abroger la disposition en question.

Le 26 janvier 2012
PB/mh



TRANSLATION / TRADUCTION

SJC 008822

Le 19 octobre 2011

Monsieur Peter Bernhardt
Conseiller juridique principal
Comité mixte permanent d'examen de la réglementation
a/s Sénat
Ottawa (Ontario)
K1A 0A4

Monsieur,

Objet: Règlement correctif visant certains règlements dont l'application relève de
l'Agence canadienne d'inspection des aliments

La présente lettre fait le point sur le règlement correctif susmentionné (ID 20124A) qui vise à donner suite à certaines questions soulevées par le Comité mixte permanent d'examen de la réglementation. L'Agence canadienne d'inspection des aliments a le plaisir de vous informer que ce règlement a été publié dans la partie II de la *Gazette du Canada* le 12 octobre 2011 (DORS/2011-205).

Compte tenu du grand nombre de dispositions à modifier, voici une liste des lois et règlements visés :

Loi sur les produits agricoles au Canada, L.R., ch. 20 (4^e suppl.) – Règlement sur les œufs, Règlement sur les fruits et les légumes frais, Règlement sur le miel, Règlement sur les produits de l'érable, Règlement sur les œufs transformés, Règlement sur les produits transformés, Règlement sur la délivrance de permis et l'arbitrage

Loi sur les engrais, L.R., 1985, ch. F-10 – Règlement sur les engrais

Loi sur les aliments et drogues, L.R., 1985, ch. F-27 – Règlement sur les aliments et drogues

Loi sur l'inspection des viandes, L.R., ch. 25 (1^{er} suppl.) – Règlement sur l'inspection des viandes, 1990

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

Barbara A. Jordan
Vice-présidente associée, Politiques
Direction générale des politiques et des programmes



TRANSLATION / TRADUCTION

Le 2 novembre 2011

Madame Barbara Jordan
Vice-présidente associée
Direction générale des politiques et programmes
Agence canadienne d'inspection des aliments
1400, chemin Merivale, Tour 1, 5^e étage, bureau 232
Nepean (Ontario) K1A 0Y9

Madame,

N/Réf.: DORS/89-127, Règlement sur les aliments et drogues, modification

Dans une lettre précédente, l'Agence canadienne d'inspection des aliments a indiqué que l'abrogation de l'article B.02.034 du *Règlement sur les aliments et drogues* allait faire partie d'un règlement correctif (ID20124A). Les modifications en question ont été récemment apportées dans le document DORS/2011-205. Comme l'abrogation de l'article B.02.034 n'en faisait pas partie, nous vous saurions gré de nous indiquer quand cette modification sera apportée.

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Peter Bernhardt
Conseiller juridique principal

/mh



TRANSLATION / TRADUCTION

SJC 009086
Le 10 janvier 2012

Monsieur Peter Bernhardt
Conseiller juridique principal
Comité mixte permanent d'examen de la réglementation
a/s Sénat
Ottawa (Ontario)
K1A 0A4

Monsieur,

Objet: DORS/89-127, Règlement sur les aliments et drogues, modification

J'ai pris connaissance de la lettre que vous avez adressée le 2 novembre dernier à M^{me} Barbara Jordan au sujet du DORS/89-127.

Je vous prie d'excuser toute confusion découlant de la correspondance antérieure. La modification promise qui touche l'article B.02.034 du *Règlement sur les aliments et drogues* a été retirée du règlement correctif DORS/2011-205 afin d'accélérer l'adoption des modifications proposées. L'abrogation de cet article soulève des questions de fond qui exigent une analyse plus poussée et qui ne pourraient donc être traitées au moyen d'un règlement correctif. L'Agence canadienne d'inspection des aliments est résolue à apporter cette modification dans les plus brefs délais.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

Colleen Barnes
Directrice exécutive
Direction des politiques nationales

Appendix D

**TRANSLATION / TRADUCTION**

November 24, 2010

Mr. John Knuble
Deputy Minister
Department of Agriculture and Agri-Food
1341 Baseline Road, Tower 7, 9th Floor
Ottawa, Ontario K1A 0C5

Dear Sir:

Our File: SOR/91-365, Pari-Mutuel Betting Supervision Regulations
Your file: DMC 141304

The Committee reviewed the above-mentioned Regulations and the pertinent correspondence at its November 4, 2010, meeting. Could you inform me of the progress that has been made since Ms. Hanna sent her letter on March 5, 2010, regarding the amendments intended to correct the identified problems with the Regulations? Regarding the amendment to correct paragraph 204(8)(e) of the *Criminal Code*, as you know, Bill C-31, which contained the promised amendment, died on the Order Paper. Could you tell me if the Department expects the proposed regulations to be tabled in the House again and, if so, when?

Yours truly,

Jacques Rousseau
Counsel

/mh



Department of Justice Canada
Legal Services

Agriculture and Agri-Food Canada
1341 Baseline Road
T7-10-250
Ottawa, Ontario K1A 0C5
Tel.: (613) 773-2910
Fax.: (613) 773-2929

Ministère de la Justice du Canada
Services juridiques

Agriculture et Agroalimentaire Canada
1341, chemin Baseline
T7-10-250
Ottawa (Ontario) K1A 0C5
Tél. : (613) 773-2910
Télé. : (613) 773-2929



March 4, 2011

DMC 155725

Jacques Rousseau
Counsel
Standing Joint Committee for the Scrutiny of Regulations
c/o The Senate
Ottawa, Ontario
K1A 0A4

RECEIVED/REÇU
MAR 08 2011
REGULATIONS
RÉGLEMENTATION

Dear Mr. Rousseau:

Re: SORS/91-365: Règlement sur la surveillance du pari mutuel

I am writing in response to your letter of November 24, 2010 to Mr. John Knubley, the Deputy Minister of Agriculture and Agri-Food, regarding the status of proposed amendments to the *Pari-Mutuel Betting Supervision Regulations* (the "Regulations"). The proposed amendments were published in the *Canada Gazette*, Part I Vol. 144, No.35 on August 28, 2010. My client, the Canadian Pari-Mutuel Agency (CPMA), anticipates that they will be enacted in the spring of 2011.

With respect to your inquiry regarding Bill C-31, the proposed amendment to s. 204(8)(e) of the *Criminal Code* contained in Bill C-31 would have addressed the concern raised in your letter of July 3, 2007 regarding s. 87 of the Regulations. I wish to advise you that in the proposed amendments to the Regulations published on August 28, 2010, s. 87 of the Regulations was in fact deleted. Therefore, this amendment should address your original concern respecting s. 87 regardless of whether s. 204(8)(e) of the *Criminal Code* is ultimately amended.

Yours very truly,

Paula Hanna
Legal Counsel

cc: John Knubley, Deputy Minister, AAFC
Sean Malone, Executive Director, CPMA
Rande Sawchuk, Director of Policy and Planning, CPMA
Alexandra Pasternak, Parliamentary Relations, AAFC
Louise Sénéchal, General Counsel, AAFC Legal Services

**TRANSLATION / TRADUCTION**

March 10, 2011

Mr. John Knublely
Deputy Minister
Department of Agriculture and Agri-Food
1341 Baseline Road, Tower 7, 9th Floor
Ottawa, Ontario K1A 0C5

Dear Sir:

Our File: SOR/91-365, Pari-Mutuel Betting Supervision Regulations

I have received the letter Ms. Hanna sent on March 4, 2011. I reviewed the proposed regulations published on August 28, 2010, and note that they would make to the Regulations all but two of the amendments promised by the Department. Below are my comments on those two points; the numbering is the same as in my letter of June 28, 2006.

1. Section 2, definition of “betting theatre”

The proposed definition reproduces the discrepancy between the English and French versions. The English definition contains the words “used for”, while the French definition contains the words “destiné au”. In its letter of February 14, 2007, the Department stated that the French version would be amended by replacing the words “destinée au” to “utilisée pour”.

8. Subsection 76(1)

In the proposed amendment, an association that proposed to conduct telephone betting would have to apply to the Executive Director. According to paragraph 76(3)(c) of the proposal, one of the requirements that must be met in order to be able to conduct telephone betting is that the association must be “authorized in writing by the Executive Director to conduct telephone betting”. The Regulations would not specify in which cases the Executive Director would approve the



2.

application and in which cases the application would be rejected. Without that clarification, the proposed amendment would leave the association subject to the Executive Director's discretion. It is difficult to see how that would improve on the current wording of the Regulations. In its letter of February 14, 2007, the Department indicated that in applying section 76, "the Executive Director would not really exercise discretion." If that is the case, why not state simply in subsection 76(3) that the Executive Director "authorizes" the association to conduct telephone betting if the conditions set out in paragraphs 76(3)(a) and (b) are met?

Yours truly,

Jacques Rousseau
Counsel

/mh



| | |
|--|--|
| Department of Justice Canada Legal Services | Ministère de la Justice du Canada Services juridiques |
| Agriculture and Agri-Food Canada 1341 Baseline Road T7-10-250 Ottawa, Ontario K1A 0C5 Tel.: (613) 773-2910 Fax.: (613) 773-2929 | Agriculture et Agroalimentaire Canada 1341, chemin Baseline T7-10-250 Ottawa (Ontario) K1A 0C5 Tél. : (613) 773-2910 Télé. : (613) 773-2929 |



March 31, 2011

DMC 159976

Jacques Rousseau
Counsel
Standing Joint Committee for the Scrutiny of Regulations
c/o The Senate
Ottawa, Ontario
K1A 0A4

RECEIVED/REÇU

APR 08 2011

REGULATIONS
RÉGLEMENTATION

Dear Mr. Rousseau:

Re: SORS/91-365: Règlement sur la surveillance du pari mutuel

I am writing in response to your letter of March 10, 2011 to Mr. John Knubley, the Deputy Minister of Agriculture and Agri-Food, regarding the proposed amendments to the *Pari-Mutuel Betting Supervision Regulations* (the "Regulations"). In your letter, you point out that the definition of "betting theatre" in the French version of the proposed amendments published in the *Canada Gazette*, Part I Vol. 144, No.35 on August 28, 2010 was not amended as indicated by my colleague, Geneviève Giroux, in her letter dated February 14, 2007. This was an oversight and section 2 will be modified in the proposed amendments to replace the words "destinée au" with "utilisée pour le" in the French version of the definition of "betting theatre".

In your letter, you also raise a concern that the proposed amendments to subsection 76(3)c) of the Regulations do not set out the criteria for when the Executive Director will grant or refuse an authorization to conduct telephone account betting. I can confirm that the intent of subsection 76(3) is that if the criteria set out in subsection (a) and (b) are met, then the authorization will be granted. Therefore, subsection 76(3) will be amended accordingly in the proposed amendments.

I trust that this will address your concerns.

Yours very truly,

Paula Hanna
Legal Counsel

cc: John Knubley, Deputy Minister, AAFC
Sean Malone, Executive Director, CPMA
Rande Sawchuk, Director of Policy and Planning, CPMA
Alexandra Pasternak, Parliamentary Relations, AAFC
Louise Sénéchal, General Counsel, AAFC Legal Services



TRANSLATION / TRADUCTION

July 11, 2011

Mr. John Knubley
Deputy Minister
Department of Agriculture and Agri-Food
1341 Baseline Road, Tower 7, 9th Floor
Ottawa, Ontario K1A 0C5

Dear Sir:

Our File: SOR/91-365, Pari-Mutuel Betting Supervision Regulations

I refer to the letters sent by Ms. Hanna on March 4 and 31, 2011, and would be grateful if you could inform me of the progress that has been made since then. More specifically, regarding the Regulations, I wonder if you are able to tell me when you expect the promised amendments to be made. Finally, could you tell me the status of the amendment to the French version of paragraph 204(8)(e) of the *Criminal Code*?

Yours truly,

Jacques Rousseau
Counsel

/mh



Department of Justice Canada
Legal Services
Agriculture and Agri-Food Canada
1341 Baseline Road
T7-10-250
Ottawa, Ontario K1A 0C5
Tel.: (613) 773-2910
Fax.: (613) 773-2929

Ministère de la Justice du Canada
Services juridiques
Agriculture et Agroalimentaire Canada
1341, chemin Baseline
T7-10-250
Ottawa (Ontario) K1A 0C5
Tél. : (613) 773-2910
Télec. : (613) 773-2929



July 22, 2011

DMC 164049

Jacques Rousseau
Counsel
Standing Joint Committee for the Scrutiny of Regulations
c/o The Senate
Ottawa, Ontario
K1A 0A4

RECEIVED/REÇU
JUL 27 2011
REGULATIONS
RÉGLEMENTATION

Dear Mr. Rousseau:

Re: SORS/91-365: Règlement sur la surveillance du pari mutuel

I am writing in response to your letter of July 11, 2011 to Mr. John Knubley, the Deputy Minister of Agriculture and Agri-Food Canada, regarding the status of the proposed amendments to the *Pari-Mutuel Betting Supervision Regulations* (the "Regulations"). My client, the Canadian Pari-Mutuel Agency (CPMA), anticipates that these amendments will come into force in the coming weeks.

With respect to your inquiry regarding the status of the proposed amendment to subsection 204(8)(e) of the *Criminal Code*, we do not think such an amendment is necessary for the purposes of the Regulations. This amendment would have addressed the concern raised in your letter of July 3, 2007 regarding section 87 of the Regulations. Section 87 has been deleted in the amendments to the Regulations. We believe this addresses your original concern respecting section 87 without an amendment to subsection 204(8)(e) of the *Criminal Code*.

Yours very truly,

Paula Hanna
Legal Counsel

cc: John Knubley, Deputy Minister, AAFC
Steve Suttie, A/Executive Director, CPMA
Rande Sawchuk, Director of Policy and Planning, CPMA
Alexandra Pasternak, Parliamentary Relations, AAFC
Louise Sénéchal, General Counsel, AAFC Legal Services

Annexe D

**STANDING JOINT COMMITTEE
FOR
THE SCRUTINY OF REGULATIONS**

c/o THE SENATE, OTTAWA K1A 0A4
TEL: 995-0751
FAX: 943-2109

JOINT CHAIRS

SENATOR YONAH MARTIN
ANDREW J. KANIA, LL.M., M.P.

VICE CHAIRS

ROB ANDERS, M.P.
BRIAN MASSE, M.P.



CANADA

**COMITÉ MIXTE PERMANENT
D'EXAMEN DE LA RÉGLEMENTATION**

c/o LE SÉNAT, OTTAWA K1A 0A4
TEL: 995-0751
TÉLÉCOPIEUR: 943-2109

CO-PRÉSIDENTS

SÉNATRICE YONAH MARTIN
ANDREW J. KANIA, LL.M., DÉPUTÉ

VICE-PRÉSIDENTS

ROB ANDERS, DÉPUTÉ
BRIAN MASSE, DÉPUTÉ



Le 24 novembre 2010

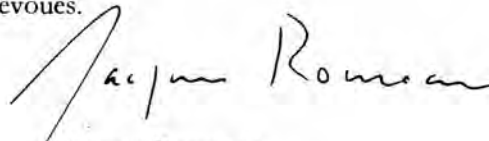
Monsieur John Knuble
Sous-ministre
Ministère de l'Agriculture et Agroalimentaire
1341 chemin Baseline, Tour 7, 9^e étage
OTTAWA (Ontario) K1A 0C5

Monsieur,

N/Réf.: DORS/91-365, Règlement sur la surveillance du pari mutuel
V/Réf.: DMC 141304

Le Comité mixte a poursuivi son examen du Règlement mentionné ci-dessus ainsi que de la correspondance pertinente à sa réunion du 4 novembre 2010. Pourriez-vous me faire part des progrès accomplis depuis la lettre envoyée par Madame Hanna le 5 mars 2010 en ce qui concerne les modifications destinées à corriger les problèmes signalés à propos du Règlement? Pour ce qui est de la modification visant à corriger l'article 204(8)e) du *Code criminel*, comme vous le savez, le projet de loi C-31, qui contenait la modification promise, est mort au feuillement. Pourriez-vous me dire si le ministère prévoit que ce projet sera déposé de nouveau au Parlement et, dans l'affirmative, quand il le sera?

Veuillez croire à mes sentiments dévoués.


Jacques Rousseau
Conseiller juridique

/mh

**TRANSLATION / TRADUCTION**

Le 4 mars 2011

Monsieur Jacques Rousseau
Comité mixte permanent d'examen
de la réglementation
a/s Le Sénat
Ottawa (Ontario)
K1A 0A4

Monsieur,

Objet : DORS/91-365, Règlement sur la surveillance du pari mutuel

Je réponds à la lettre que vous avez adressée le 24 novembre 2010 à M. John Knubley, sous-ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, concernant l'état d'avancement du projet de modification du *Règlement sur la surveillance du pari mutuel* (le « Règlement »). Le projet de modification a paru le 28 août 2010 dans la *Gazette du Canada*, partie I, vol. 144, n° 35. Mon client, l'Agence canadienne du pari mutuel (ACPM), prévoit qu'il sera édicté au printemps de 2011.

Concernant votre question relative au projet de loi C-31, la modification proposée à l'al. 204(8)e du *Code criminel* qui s'y trouvait aurait répondu au point que vous soulevez dans votre lettre du 3 juillet 2007 au sujet de l'art. 87 du Règlement. Or je vous informe que le projet de modification du Règlement publié le 28 août 2010 supprime l'art. 87. Il répond donc à votre préoccupation concernant l'art. 87 que l'al. 204(8)e du *Code criminel* finisse ou non par être modifié.

Veuillez agréer l'expression de mes sentiments distingués.

Paula Hanna
Conseillère juridique

C.c. : John Knubley, sous-ministre, AAC
Sean Malone, directeur exécutif, ACPM
Rande Sawchuk, directeur des politiques et de la planification, ACPM
Alexandra Pasternak, Relations parlementaires, AAC
Louise Sénéchal, avocate générale, Services juridiques, AAC

**STANDING JOINT COMMITTEE
FOR
THE SCRUTINY OF REGULATIONS**

c/o THE SENATE, OTTAWA K1A 0A4
TEL: 995-0751
FAX: 943-2109

JOINT CHAIRS

SENATOR YONAH MARTIN
ANDREW J. KANIA, LL.M., M.P.

VICE-CHAIRS

ROB ANDERS, M.P.
BRIAN MASSE, M.P.



CANADA

**COMITÉ MIXTE PERMANENT
D'EXAMEN DE LA RÉGLEMENTATION**

a/s LE SÉNAT, OTTAWA K1A 0A4
TEL: 995-0751
TÉLÉCOPIEUR: 943-2109

CO-PRÉSIDENTS

SÉNATRICE YONAH MARTIN
ANDREW J. KANIA, LL.M., DÉPUTÉ

VICE-PRÉSIDENTS

ROB ANDERS, DÉPUTÉ
BRIAN MASSE, DÉPUTÉ



Le 10 mars 2011

Monsieur John Knublely
Sous-ministre
Ministère de l'Agriculture et Agroalimentaire
1341 chemin Baseline, Tour 7, 9^e étage
OTTAWA (Ontario) K1A 0C5

Monsieur,

N/Réf.: DORS/91-365, Règlement sur la surveillance du pari mutuel

J'ai bien reçu la lettre envoyée le 4 mars 2011 par Madame Hanna. Ayant pris connaissance du projet de règlement publié le 28 août 2010, je constate qu'il apporterait au Règlement les modifications promises par le ministère sauf deux. Sur ces deux points, voici mes commentaires, que je présente en utilisant la numérotation de ma lettre du 28 juin 2006 :

1. Article 2, définition de « salle de pari »

La définition proposée reproduit la divergence entre les versions française et anglaise en ce que la première mentionne une construction « destinée » au pari, la seconde une construction utilisée pour le pari. Dans la lettre du 14 février 2007, le ministère avait annoncé que la version française serait modifiée en remplaçant les mots « destinée au » par les mots « utilisée pour le ».

8. Article 76(1)

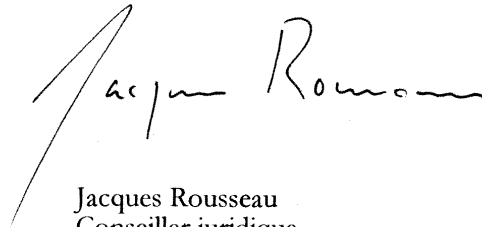
Dans le projet de modification, l'association qui entend tenir des paris par téléphones devrait présenter une demande en ce sens au directeur exécutif. Selon l'article 76(3)c) du projet, l'une des conditions à remplir pour pouvoir tenir de tels paris est que l'association « est autorisée par écrit par le directeur exécutif à tenir des paris par téléphone ». Le Règlement ne préciserait pas dans quels cas le

- 2 -



directeur exécutif accorderait une autorisation et dans quels cas il la refuserait. À défaut d'une telle précision, cette proposition de modification assujettirait l'association au pouvoir discrétionnaire du directeur exécutif. Il est difficile de voir quel progrès serait accompli par rapport au libellé actuel du Règlement. Par ailleurs, dans la lettre du 14 février 2007, le ministère indiquait que dans l'application de l'article 76, « le directeur exécutif n'exerce pas vraiment de discrétion ». Puisqu'il en est ainsi, pourquoi ne prévoir, à l'article 76(3), qu'il « autorise » l'association à tenir des paris par téléphone si les conditions énoncées aux articles 76(3)a) et b) sont réunies?

Veillez croire à mes sentiments dévoués.



Jacques Rousseau
Conseiller juridique

/mh



TRANSLATION / TRADUCTION

Le 31 mars 2011

Monsieur Jacques Rousseau
Comité mixte permanent d'examen
de la réglementation
a/s Le Sénat
Ottawa (Ontario) K1A 0A4

Monsieur,

Objet : DORS/91-365, Règlement sur la surveillance du pari mutuel

Je réponds à la lettre que vous avez adressée le 24 novembre 2010 à M. John Knubley, sous-ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, concernant l'état d'avancement du projet de modification du *Règlement sur la surveillance du pari mutuel* (le « Règlement »). Dans votre lettre, vous notez que la définition de « salle de pari » dans la version française du projet de modification paru le 28 août 2010 dans la *Gazette du Canada*, partie I, vol. 144, n° 35, n'a pas été modifiée comme l'avait indiqué ma collègue Geneviève Giroux dans sa lettre du 14 février 2007. Il s'agit d'un oubli et « destinée au » sera remplacé par « utilisée pour le » dans l'article 2 de la version française du projet de modification.

Dans votre lettre, vous reprochez au projet de modification de l'alinéa 76(3)c) du Règlement de ne pas fixer les critères en fonction desquels le directeur exécutif accorde ou refuse l'autorisation de tenir des paris par téléphone. Je peux confirmer que l'intention du paragraphe 76(3) est d'accorder l'autorisation quand les critères des alinéas a) et b) sont satisfaits. Le paragraphe 76(3) sera donc modifié en ce sens.

Espérant que j'ai répondu à vos préoccupations, je vous prie d'agréer l'expression de mes sentiments distingués.

Paula Hanna
Conseillère juridique

C.c. : John Knubley, sous-ministre, AAC
Sean Malone, directeur exécutif, ACPM
Rande Sawchuk, directeur des politiques et de la planification, ACPM
Alexandra Pasternak, Relations parlementaires, AAC
Louise Sénéchal, avocate générale, Services juridiques, AAC

STANDING JOINT COMMITTEE
FOR
THE SCRUTINY OF REGULATIONS

c/o THE SENATE, OTTAWA K1A 0A4
TEL: 995-0751
FAX: 943-2109

JOINT CHAIRS

SENATOR BOB RUNCIMAN
FRANÇOISE BOIVIN, M.P.

VICE-CHAIRS

GARRY BREITKREUZ, M.P.
MASSIMO PACETTI, M.P.



CANADA

COMITÉ MIXTE PERMANENT
D'EXAMEN DE LA RÉGLEMENTATION

a/s LE SÉNAT, OTTAWA K1A 0A4
TEL: 995-0751
TÉLÉCOPIEUR: 943-2109

CO-PRÉSIDENTS

SÉNATEUR BOB RUNCIMAN
FRANÇOISE BOIVIN, DÉPUTÉE

VICE-PRÉSIDENTS

GARRY BREITKREUZ, DÉPUTÉ
MASSIMO PACETTI, DÉPUTÉ



Le 11 juillet 2011

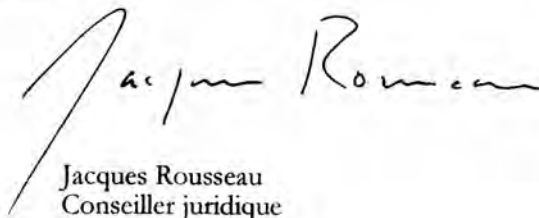
Monsieur John Knubley
Sous-ministre
Ministère de l'Agriculture et Agroalimentaire
1341 chemin Baseline, Tour 7, 9^e étage
OTTAWA (Ontario) K1A 0C5

Monsieur,

N/Réf.: DORS/91-365, Règlement sur la surveillance du pari mutuel

Je me réfère aux lettres envoyées par Madame Hanna les 4 et 31 mars 2011 et vous serais reconnaissant de me faire part des progrès accomplis depuis. Plus spécifiquement, en ce qui concerne le Règlement, je me demande si vous êtes en mesure de m'indiquer quand vous prévoyez que les modifications promises seront effectuées. Finalement, pourriez-vous me dire ce qu'il en est quant à la modification de la version française de l'article 204(8)e du *Code criminel*?

Veuillez croire à mes sentiments dévoués.


Jacques Rousseau
Conseiller juridique

/mh



TRANSLATION / TRADUCTION

Le 22 juillet 2011

Monsieur Jacques Rousseau
Comité mixte permanent d'examen
de la réglementation
a/s Le Sénat
Ottawa (Ontario)
K1A 0A4

Monsieur,

Objet : DORS/91-365, Règlement sur la surveillance du pari mutuel

Je répons à la lettre que vous avez adressée le 24 novembre 2010 à M. John Knubley, sous-ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, concernant l'état d'avancement du projet de modification du *Règlement sur la surveillance du pari mutuel* (le « Règlement »). Le projet de modification a paru le 28 août 2010 dans la *Gazette du Canada*, partie I, vol. 144, n° 35. Mon client, l'Agence canadienne du pari mutuel (ACPM), prévoit qu'elles seront édictées dans les semaines qui viennent.

Concernant votre question relative à l'état d'avancement du projet de modification de l'alinéa 204(8)e) du *Code criminel*, nous ne croyons pas que ce changement soit nécessaire aux fins du Règlement. Ce changement aurait répondu à la préoccupation que vous soulevez dans votre lettre du 3 juillet 2007 concernant l'article 87 du Règlement. Or l'article 87 est supprimé dans le projet de modification du Règlement. Nous croyons que cela répond à votre préoccupation concernant l'article 87 sans qu'il soit nécessaire de modifier l'alinéa 204(8)e) du *Code criminel*.

Je vous prie d'agréer l'expression de mes sentiments distingués.

Paula Hanna
Conseillère juridique

C.c. : John Knubley, sous-ministre, AAC
Sean Malone, directeur exécutif, ACPM
Rande Sawchuk, directeur des politiques et de la planification, ACPM
Alexandra Pasternak, Relations parlementaires, AAC
Louise Sénéchal, avocate générale, Services juridiques, AAC

Appendix E

**STANDING JOINT COMMITTEE
FOR
THE SCRUTINY OF REGULATIONS**

c/o THE SENATE, OTTAWA K1A 0A4
TEL: 995-0751
FAX: 943-2109

JOINT CHAIRS

SENATOR BOB RUNCIMAN
FRANÇOISE BOIVIN, M.P.

VICE-CHAIRS

GARRY BREITKREUZ, M.P.
MASSIMO PACETTI, M.P.



CANADA

**COMITÉ MIXTE PERMANENT
D'EXAMEN DE LA RÉGLEMENTATION**

a/s LE SÉNAT, OTTAWA K1A 0A4
TEL: 995-0751
TÉLÉCOPIEUR: 943-2109

CO-PRÉSIDENTS

SÉNATEUR BOB RUNCIMAN
FRANÇOISE BOIVIN, DÉPUTÉE

VICE-PRÉSIDENTS

GARRY BREITKREUZ, DÉPUTÉ
MASSIMO PACETTI, DÉPUTÉ

November 2, 2011

Ms. Barbara Jordan
Associate Vice-President
Policy and Programs Branch
Canadian Food Inspection Agency
1400 Merivale Road, Tower 1
Room 232 – Floor 5
NEPEAN, Ontario K1A 0Y9

Dear Ms. Jordan:


Our File: SOR/84-432, Licensing and Arbitration Regulations

With the amendment to section 10 of Part II of Schedule II to the *Licensing and Arbitration Regulations* having been recently made by SOR/2011-205, the sole outstanding amendment in connection with the above-mentioned instrument would appear to be the deletion of the words “by any other prescribed process” from section 7 of Part II of Schedule II. Your advice as to when it is anticipated that this final amendment will be made would be appreciated.

Yours sincerely,

Peter Bernhardt
General Counsel

/mh

 Canadian Food Inspection Agency Agence canadienne d'inspection des aliments
1400 Merivale Road
Ottawa, Ontario K1A 0Y9



JAN 16 2012

SJC 009087

Mr. Peter Bernhardt
General Counsel
Standing Joint Committee for
the Scrutiny of Regulations
c/o The Senate of Canada
Ottawa, Ontario K1A 0A4

RECEIVED/REÇU
JAN 24 2012
REGULATIONS
RÉGLEMENTATION

RE: SOR/84-432, Licensing and Arbitration Regulations

Dear Mr. Bernhardt:

Thank you for your letter of November 2, 2011, regarding the above-noted subject.

In order to expedite the making of the amendments contained in SOR/2011-205, the remaining outstanding amendment required under this instrument was removed from the package. This issue raises important policy questions that require further analysis.

This issue will be resolved through the CFIA's regulatory modernization initiative. Information regarding this modernization plan can be viewed on the CFIA's website at <http://inspection.gc.ca/english/reg/consultation/frame.shtml>. This exercise is forecasted to be completed over the next three years and we are committed to keeping you informed of any progress with respect to this initiative.

Yours sincerely,

Colleen Barnes
Executive Director
Domestic Policy Directorate

Annexe E

**TRANSLATION / TRADUCTION**

Le 2 novembre 2011

M^{me} Barbara Jordan
Vice-présidente associée
Opérations
Agence canadienne d'inspection des aliments
1400, Merivale Road
Tour 1, bureau 232, 5^e étage
NEPEAN (Ontario)
K1A 0Y9

Madame,

N/Réf.: DORS/84-432, Règlement sur la délivrance de permis et l'arbitrage

Depuis la modification apportée à l'article 10 de la Partie II de l'annexe II du Règlement sur la délivrance de permis et l'arbitrage par le biais du DORS/2011-205, la seule question en souffrance relative à l'instrument susmentionné semble être celle de la suppression des termes « à un autre procédé prescrit » dans l'article 7 de la Partie II de l'annexe II. Nous vous serions reconnaissants de nous faire savoir quand cette dernière modification sera apportée.

Veuillez agréer, Madame, l'expression de nos sentiments distingués.

Peter Bernhardt
Avocat général

/mh



TRANSLATION / TRADUCTION

Le 16 janvier 2012

M. Peter Bernhardt
Avocat général
Comité mixte permanent de l'examen de la réglementation
a/s Sénat du Canada
Ottawa (Ontario)
K1AOA4

Monsieur,

Objet: DORS/84-432, Règlement sur la délivrance de permis et l'arbitrage

Je vous remercie de votre lettre du 2 novembre 2011 concernant la question mentionnée en objet.

C'est pour accélérer l'élaboration des modifications contenues dans le DORS/2011-205 que nous en avons exclu la dernière que supposait cet instrument. Elle soulève en effet d'importantes questions d'ordre administratif et nécessite une analyse plus approfondie.

Cette modification sera inscrite dans l'initiative de modernisation de la réglementation prévue par l'Agence. Vous pouvez obtenir plus de renseignements sur ce projet en consultant le site de l'ACIA : <http://inspection.gc.ca/francais/reg/consultation/franf.shtml>. Cet exercice s'étalera en principe sur les trois prochaines années, et nous nous engageons à vous tenir au courant de l'évolution de cette initiative.

Veillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

Colleen Barnes
Directrice exécutive
Direction des politiques nationales

Appendix F

**STANDING JOINT COMMITTEE
FOR
THE SCRUTINY OF REGULATIONS**

c/o THE SENATE, OTTAWA K1A 0A4
TEL: 995-0751
FAX: 943-2109

JOINT CHAIRS

SENATOR BOB RUNCIMAN
FRANÇOISE BOIVIN, M.P.

VICE-CHAIRS

GARRY BREITKREUZ, M.P.
MASSIMO PACETTI, M.P.



CANADA

**COMITÉ MIXTE PERMANENT
D'EXAMEN DE LA RÉGLEMENTATION**

s/s LE SÉNAT, OTTAWA K1A 0A4
TEL: 995-0751
TÉLÉCOPIEUR: 943-2109

CO-PRÉSIDENTS

SÉNATEUR BOB RUNCIMAN
FRANÇOISE BOIVIN, DÉPUTÉE

VICE-PRÉSIDENTS

GARRY BREITKREUZ, DÉPUTÉ
MASSIMO PACETTI, DÉPUTÉ



November 3, 2011

Ms. Barbara Jordan
Associate Vice-President
Policy and Programs Branch
Canadian Food Inspection Agency
1400 Merivale Road, Tower 1
Room 232 – Floor 5
NEPEAN, Ontario K1A 0Y9

Dear Ms. Jordan:


Our File: SOR/96-363, Licensing and Arbitration Regulations, amendment

I refer to the previous correspondence between the Canadian Food Inspection Agency and this office concerning the above-mentioned instrument, and would value your advice as to when it is anticipated that the promised amendments to sections 19 and 20 of the *Licensing and Arbitration Regulations* will be made.

Yours sincerely,

Peter Bernhardt
General Counsel

/mn

 Canadian Food Inspection Agency Agence canadienne d'inspection des aliments
1400 Merivale Road
Ottawa, Ontario K1A 0Y9



JAN 18 2012

SJC 009085

Mr. Peter Bernhardt
General Counsel
Standing Joint Committee for
the Scrutiny of Regulations
c/o The Senate of Canada
Ottawa, Ontario K1A 0A4

RECEIVED/REÇU
JAN 24 2012
REGULATIONS
RÉGLEMENTATION

RE: SOR/96-363, Licensing and Arbitration Regulations, amendment

Dear Mr. Bernhardt:

Thank you for your letter of November 3, 2011, to Ms. Barbara Jordan regarding the above-noted subject.

The CFIA remains committed to making the promised amendments to sections 19 and 20 of the *Licensing and Arbitration Regulations*. These issues will be resolved through the CFIA's regulatory modernization initiative. Information regarding this modernization plan can be viewed on the CFIA's website at <http://inspection.gc.ca/english/reg/consultation/frame.shtml>. This exercise is forecasted to be completed over the next three years and we are committed to keeping you informed of any progress with respect to this initiative.

Yours sincerely,

Colleen Barnes
Executive Director
Domestic Policy Directorate

Canada

Annexe F

**TRANSLATION / TRADUCTION**

Le 3 novembre 2011

M^{me} Barbara Jordan
Vice-présidente associée
Opérations
Agence canadienne d'inspection des aliments
1400, Merivale Road
Tour 1, bureau 232, 5^e étage
NEPEAN (Ontario)
K1A 0Y9

Madame,

N/Réf.: DORS/96-363, Règlement sur la délivrance de permis et l'arbitrage

Je vous renvoie à la correspondance antérieure entre l'Agence canadienne d'inspection des aliments et notre service concernant l'instrument mentionné en objet : nous vous serions reconnaissants de nous faire savoir quand nous pouvons espérer que les modifications promises aux articles 19 et 20 se concrétiseront.

Veillez agréer, Madame, l'expression de mes sentiments distingués.

Peter Bernhardt
Avocat général

/mn



TRANSLATION / TRADUCTION

Le 18 janvier 2012

M. Peter Bernhardt
Avocat général
Comité mixte permanent d'examen de la réglementation
a/s Sénat du Canada
Ottawa (Ontario)
K1A0A4

Monsieur,

Objet: D0RS/96-363, Règlement sur la délivrance de permis et l'arbitrage

Je vous remercie de votre lettre du 3 novembre 2011 adressée à M^{me} Barbara Jordan au sujet de l'instrument mentionné en objet.

L'ACIA s'est engagée à apporter les modifications promises aux articles 19 et 20 du Règlement et le reste. Ces questions seront réglées dans le cadre de l'initiative de modernisation de la réglementation entamée par l'Agence. Vous pouvez obtenir plus de renseignements sur ce projet en consultant le site de l'ACIA : <http://inspection.gc.ca/francais/reg/consultation/franf.shtml>. Cet exercice s'étalera en principe sur les trois prochaines années, et nous nous engageons à vous tenir au courant de l'évolution de cette initiative.

Veillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

Colleen Barnes
Directrice exécutive
Direction des politiques nationales

Appendix G

**STANDING JOINT COMMITTEE
FOR
THE SCRUTINY OF REGULATIONS**

c/o THE SENATE, OTTAWA K1A 0A4
TEL: 995-0751
FAX: 943-2109

JOINT CHAIRS

SENATOR BOB RUNCIMAN
FRANÇOISE BOIVIN, M.P.

VICE CHAIRS

GARRY BREITKREUZ, M.P.
MASSIMO PACETTI, M.P.



CANADA

**COMITÉ MIXTE PERMANENT
D'EXAMEN DE LA RÉGLEMENTATION**

a/s LE SÉNAT, OTTAWA K1A 0A4
TÉL: 995-0751
TÉLÉCOPIEUR: 943-2109

CO-PRÉSIDENTS

SÉNATEUR BOB RUNCIMAN
FRANÇOISE BOIVIN, DÉPUTÉE

VICE-PRÉSIDENTS

GARRY BREITKREUZ, DÉPUTÉ
MASSIMO PACETTI, DÉPUTÉ



November 8, 2011

Ms. Barbara Jordan
Associate Vice-President
Policy and Programs Branch
Canadian Food Inspection Agency
1400 Merivale Road, Tower 1
Room 232 – Floor 5
NEPEAN, Ontario K1A 0Y9

Dear Ms. Jordan:

Our File: SOR/2000-416, Regulations Amending the Health of Animals
Regulations
SOR/2003-409, Regulations Amending the Health of Animals
Regulations


Your File: SJC 007912

I refer to your letter of April 29, 2011, and would value your advice as to whether it is still anticipated that the package of miscellaneous amendments identified as ID 20124B will be made in 2012.

Yours sincerely,

Peter Bernhardt
General Counsel

/mn

 Canadian Food Inspection Agency Agence canadienne d'inspection des aliments
1400 Merivale Road
Ottawa, Ontario K1A 0Y9



JAN 16 2012

SJC 009088

Mr. Peter Bernhardt
General Counsel
Standing Joint Committee for
the Scrutiny of Regulations
c/o The Senate of Canada
Ottawa, Ontario K1A 0A4

RECEIVED/REÇU
JAN 24 2012
REGULATIONS
RÉGLEMENTATION

**RE: SOR/2000-416, Regulations Amending the Health of Animals Regulations
SOR/2003-409, Regulations Amending the Health of Animals Regulations**

Dear Mr. Bernhardt:

Thank you for your letter of November 8, 2011, to Ms. Barbara Jordan regarding the above-noted subject.

The issues contained in the miscellaneous amendments package ID 20124B are being considered for the Canadian Food Inspection Agency's (CFIA) upcoming regulatory modernization initiative. Information regarding this modernization plan can be viewed on the CFIA's website at <http://inspection.gc.ca/english/reg/consultation/frame.shtml>. The modernization of the *Health of Animals Regulations* are part of the CFIA's long-term review. We are committed to keeping you informed of any progress with respect to this initiative.

Yours sincerely,

Colleen Barnes
Executive Director
Domestic Policy Directorate

Canada

Annexe G

**TRANSLATION / TRADUCTION**

Le 8 novembre 2011

M^{me} Barbara Jordan
Vice-présidente associée
Opérations
Agence canadienne d'inspection des aliments
1400, Merivale Road
Tour 1, bureau 232, 5^e étage
NEPEAN (Ontario)
K1A 0Y9

Madame,

N/Réf.: DORS/2000-416, Règlement modifiant le Règlement sur la santé des animaux
DORS/2003-409, Règlement modifiant le Règlement sur la santé des animaux
V/réf.: SJC 007912

En référence à votre lettre du 29 avril 2011, nous vous serions reconnaissants de nous faire savoir si vous prévoyez toujours la publication du règlement correctif intitulé ID 20124B pour 2012.

Veuillez agréer, Madame, l'expression de mes sentiments distingués.

Peter Bernhardt
Avocat général

/mn



TRANSLATION / TRADUCTION

Le 16 janvier 2012

M. Peter Bernhardt
Avocat général
Comité mixte permanent d'examen de la réglementation
a/s Sénat du Canada
Ottawa (Ontario)
K1A 0A4

Monsieur,

Objet: DORS/2000-416, Règlement modifiant le Règlement sur la santé des animaux
DORS/2003-409, Règlement modifiant le Règlement sur la santé des animaux

Je vous remercie de votre lettre du 8 novembre 2011 adressée à M^{me} Barbara Jordan au sujet de l'instrument mentionné en objet.

Les questions abordées dans le règlement correctif ID 20124B seront réglées dans le cadre de l'initiative de modernisation de la réglementation entamée par l'Agence. Vous pouvez obtenir plus de renseignements sur ce projet en consultant le site de l'ACIA : <http://inspection.gc.ca/francais/reg/consultation/franf.shtml>. La modernisation du Règlement sur la santé des animaux fait partie de l'examen à long terme de l'ACIA. Nous nous engageons à vous tenir au courant de l'évolution de cette initiative.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

Colleen Barnes
Directrice exécutive
Direction des politiques nationales

Appendix H

**STANDING JOINT COMMITTEE
FOR
THE SCRUTINY OF REGULATIONS**

c/o THE SENATE, OTTAWA K1A 0A4
TEL: 995-0751
FAX: 943-2109

JOINT CHAIRS

SENATOR BOB RUNCIMAN
FRANÇOISE BOIVIN, M.P.

VICE-CHAIRS

GARRY BREITKREUZ, M.P.
MASSIMO PACETTI, M.P.



CANADA

**COMITÉ MIXTE PERMANENT
D'EXAMEN DE LA RÉGLEMENTATION**

a/s LE SÉNAT, OTTAWA K1A 0A4
TEL: 995-0751
TÉLÉCOPIEUR: 943-2109

CO-PRÉSIDENTS

SÉNATEUR BOB RUNCIMAN
FRANÇOISE BOIVIN, DÉPUTÉE

VICE-PRÉSIDENTS

GARRY BREITKREUZ, DÉPUTÉ
MASSIMO PACETTI, DÉPUTÉ



November 2, 2011

Ms. Barbara Jordan
Associate Vice-President
Policy and Programs Branch
Canadian Food Inspection Agency
1400 Merivale Road, Tower 1
Room 232 – Floor 5
NEPEAN, Ontario K1A 0Y9

Dear Ms. Jordan:

Our File: SOR/2003-6, Regulations Amending Certain Regulations Administered
and Enforced by the Canadian Food Inspection Agency

Amendments to the *Fertilizer Regulations* recently made by SOR/2011-205 resolved several matters raised in connection with the above-mentioned instrument. It remains the case that several agreed upon amendments remain outstanding, and your advice as to when it is anticipated that they will be made would be appreciated. I refer in this regard to the amendment of paragraph 10(d) of the *Fertilizer Regulations*, as well as to the amendments to paragraph 10(3)(b) and subsections 13.1(2) and 13.1(2.1) of the *Seeds Regulations*.

Yours sincerely,

Peter Bernhardt
General Counsel

/mh

 Canadian Food Inspection Agency Agence canadienne d'inspection des aliments

1400 Merivale Road
Ottawa, Ontario K1A 0Y9



JAN 18 2012

SJC 009073

Mr. Peter Bernhardt
General Counsel
Standing Joint Committee for
the Scrutiny of Regulations
c/o The Senate of Canada
Ottawa, Ontario K1A 0A4

RECEIVED/REÇU
JAN 24 2012
REGULATIONS
RÉGLEMENTATION

Dear Mr. Bernhardt:

RE: SOR/2003-6, Regulations Amending Certain regulations Administered and Enforced by the Canadian Food Inspection Agency

Thank you for your letter of November 2, 2011, to Ms. Barbara Jordan regarding the above-noted subject.

The CFIA remains committed to making the promised amendments to paragraph 10(d) of the *Fertilizer Regulations*, as well as to paragraph 10(3)(b) and subsections 13.1(2) and 13.1(2.1) of the *Seeds Regulations*. These issues will be resolved through the CFIA's regulatory modernization initiative. Information regarding this modernization plan can be viewed on the CFIA's website at <http://inspection.gc.ca/english/reg/consultation/frame.shtml>. The resolution of these issues relating to the *Fertilizer Regulations* and the *Seeds Regulations* are the first priorities for this exercise. They are anticipated to be completed over the next three years and we are committed to keeping you informed of any progress with respect to this initiative.

Yours sincerely,

Colleen Barnes
Executive Director
Domestic Policy Directorate

Annexe H

**TRANSLATION / TRADUCTION**

Le 2 novembre 2011

M^{me} Barbara Jordan
Vice-présidente associée
Opérations
Agence canadienne d'inspection des aliments
1400, Merivale Road
Tour 1, bureau 232, 5^e étage
NEPEAN (Ontario)
K1A 0Y9

Madame,

N/Réf.: DORS/2003-6, Règlement modifiant certains règlement dont l'Agence canadienne d'inspection des aliments est chargée d'assurer et de contrôler l'application

Les modifications apportées au Règlement sur les engrais par le biais du DORS/2011-205 ont permis de régler plusieurs des questions soulevées relativement à l'instrument mentionné en objet. Il reste que plusieurs modifications convenues restent sans suite, et nous vous serions reconnaissants de nous faire savoir quand ces modifications entreront en vigueur. Je vous renvoie à cet égard à la modification de l'alinéa 10*a*) du Règlement sur les engrais, ainsi qu'aux modifications de l'alinéa 10(3)*b*) et des paragraphes 13.1(2) et 13.1(2.1) du Règlement sur les semences.

Veillez agréer, Madame, l'expression de mes sentiments distingués.

Peter Bernhardt
Avocat général

/mh



TRANSLATION / TRADUCTION

Le 18 janvier 2012

M. Peter Bernhardt
Avocat général
Comité mixte permanent d'examen de la réglementation
a/s Sénat du Canada
Ottawa (Ontario)
K1A 0A4

Monsieur,

Objet: DORS/2003-6, Règlement modifiant certains règlements dont l'Agence canadienne d'inspection des aliments est chargée d'assurer et de contrôler l'application

Je vous remercie de votre lettre du 2 novembre 2011 adressée à M^{me} Barbara Jordan au sujet de l'instrument mentionné en objet.

L'ACIA s'est engagée à apporter les modifications promises à l'alinéa 10*a*) du Règlement sur les engrais, ainsi qu'à l'alinéa 10(3)*b*) et aux paragraphes 13.1(2) et 13.1(2.1) du Règlement sur les semences et le demeure. Ces questions seront réglées dans le cadre de l'initiative de modernisation de la réglementation entamée par l'Agence. Vous pouvez obtenir plus de renseignements sur ce projet en consultant le site de l'ACIA : <http://inspection.gc.ca/francais/reg/consultation/franf.shtml>. Le règlement de ces questions sera prioritaire au cours de l'exercice. Le projet s'étalera sur environ trois ans, et nous nous engageons à vous tenir au courant de l'évolution de cette initiative.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

Colleen Barnes
Directrice exécutive
Direction des politiques nationales

Appendix I

**TRANSLATION / TRADUCTION****NOTE ON SOR/2002-22, CANADIAN CHICKEN LICENSING REGULATIONS, AMENDED BY SOR/2004-2 AND SOR/2007-249**

This regulation, along with the above two amendments, were made by the organization known as the Chicken Farmers of Canada (CFC) in accordance with authorities subdelegated under the *Farm Products Agencies Act* and the *Chicken Farmers of Canada Proclamation*. As is the case for the many other agencies whose regulatory authorities are derived from this source, the designated instruments officer with whom correspondence is exchanged is the Farm Products Council of Canada (the FPCC). The FPCC undertook to contact CFC in order to provide a response to the Joint Committee.

The correspondence on this file dates to December 5, 2008, when counsel for the Committee raised 13 points. On August 6, 2009, CFC legal counsel responded directly. This response pertained not only to the *Canadian Chicken Licensing Regulations*, but also to all other regulations made by CFC about which counsel for the Committee had written the FPCC. As for the *Canadian Chicken Licensing Regulations*, the various points are outlined below in greater detail. CFC also wished to meet with counsel for the Committee, and a meeting attended by an FPCC representative took place on December 8, 2009. Meanwhile, on December 4, 2009, the FPCC provided its own response regarding all the relevant regulations. The meeting of December 8, 2009, allowed for a discussion of all the files, but not all the differing points of view were resolved. CFC undertook to review the files in light of what was discussed during the meeting.

On March 16, 2010, the FPCC wrote that it had not received a reply to its letter to CFC, although discussions had taken place. On July 28, 2010, the FPCC wrote that it expected to be able to provide CFC comments by the end of the summer. On October 21, 2010, regarding the *Canadian Chicken Licensing Regulations*, the FPCC said that CFC legal counsel had prepared a draft of the proposed amendments and that CFC was waiting for Justice Canada to complete its review of the regulations before approving them. On March 1, 2011, counsel for the Committee asked which provisions would be amended and when the amendments would be made. On March 16, 2011, the FPCC replied that it had “not received any new information from the Chicken Farmers of Canada.” On June 15, 2011, the FPCC wrote that it still had not heard from CFC.

On July 7, 2011, by telephone, the FPCC, without being able to provide details, said that the matter should be resolved “shortly”. On November 9, 2011, CFC adopted SOR/2011-244, amending a few of the provisions referred to in the letter of December 5, 2008. The amendments corrected the issues raised in points 2, 4, 5, 6, 7 (second paragraph), 10, 11 (in part), 12 and 13 in the letter. As for SOR/2011-244, a new point of drafting should be raised regarding the new French



version of section 3, Schedule 2, which states that “le poulet [...] est commercialisé [...] auprès de n’importe quel acheteur pour quelque utilisation finale que ce soit, sauf dans le cas où le poulet [...] relève des catégories de produits 3, 7 ou 8 et est commercialisé sur le marché interprovincial, dans un tel cas il est commercialisé [...]”. The words “dans un tel cas” should be replaced by “auquel cas”. The rest of this note deals with the points for which the amendments did not resolve the issues raised.

1. Section 1 (SOR/2002-22)

The Regulations were made under the authority delegated to CFC in accordance with the *Farm Products Agencies Act* and the *Chicken Farmers of Canada Proclamation* (the Proclamation). Section 1 of the Regulations contains definitions, six of which reproduce definitions already set out in sections 1 and 5 of the Proclamation. The definitions in question are for “CFC”, “chicken”, “marketing”, “producer”, “Provincial Commodity Board”, and “Provincial Supervisory Board”, the latter reproducing the definition of “Board” in the Proclamation. Section 16 of the *Interpretation Act* states that “where an enactment confers power to make regulations, expressions used in the regulations have the same respective meanings as in the enactment conferring the power.” Since the Regulations are enabled by the Proclamation, these definitions do not need to be repeated in the Regulations. This is why Parliament enacted section 16 of the *Interpretation Act*. When the Committee scrutinized the *Canadian Chicken Marketing Quota Regulations* (SOR/2002-36), where the same point was raised, it recommended removing the definitions repeated in the Regulations. It should therefore make the same recommendation here as well. Furthermore, the appropriate word to be used in the Regulations is “Board”, rather than “Provincial Supervisory Board”.

3. Section 1, definition of “producer-processor” (SOR/2002-22)

According to this definition, a producer-processor is a person who “processes and markets chicken”. It is not necessary to state that this is a person who “processes” chicken since, according to the definition of “marketing”, processing is a marketing activity. A person who processes is engaged in marketing. A similar comment was made regarding the definition of “processor”. When SOR/2002-22 was adopted, this definition was amended so as to state that this person engages “in the business of processing and otherwise marketing chicken.” When written this way, the definition is not redundant. The same solution should be applied to the definition of “producer-processor”.

7. Subparagraph 5(3)(i.01)(vii) (SOR/2011-244)

The documents to be retained by the licensee included, according to this provision, a “declaration that is capable of being audited by a third party” establishing the dry weight and product categories of any chicken. Counsel asked what was meant by a “declaration that is capable of being audited by a third party”.



This provision was amended when SOR/2011-244 was adopted. Since then, the licensee must retain:

- (vii) a declaration that is capable of being audited by a third party and that establishes the dry weight and, by reference to section 1 of Schedule 2, the product categories of any chicken referred to in section 2 of the market development commitment form that has been marketed under a licence;

The problem persists. The question should perhaps be stated more concretely: what is the difference between a declaration establishing the dry weight of a product and a declaration that is capable of being audited by a third party and that establishes the dry weight of a product?

8. Subsection 8(1) (SOR/2004-2)

This provision does not distinguish the reasons why a licence may be suspended or revoked. As a result, if a licensee does not comply with the licence conditions, CFC has the discretionary power to decide to either suspend the licence, revoke it, or do nothing. This could result in the discriminatory treatment of licensees. Counsel for the Committee recommended that a distinction should be made between the reasons for suspending a licence and the reasons for revoking it. This is a comment that the Committee has often made regarding various federal regulations and that has resulted in amendments.

CFC replied that the Regulations do not include this distinction because it would be impractical. They also wrote that the decision is to be made in light of the general principles of administrative law, citing a court ruling on interpreting statutes relating to administrative bodies. The relevance of this ruling is not obvious. In the case at hand, subsection 8(1) of the Regulations clearly gives CFC the latitude to decide, for example in a case where three individuals did not comply with the same licence condition, to suspend the first licence, revoke the second and do nothing to the third. This is contrary to the Committee's tenth scrutiny criterion, which is to determine whether any regulation "makes the rights and liberties of the person unduly dependent on administrative discretion". The fact that an individual subjected to such discretionary power may resort to engaging in a court battle to obtain justice has never been a reason for the Committee to abandon efforts to seek correction of a situation such as the one created by the discretionary power provided in subsection 8(1) of the Regulations.

A number of regulations have been amended in response to comments by the Committee in order to distinguish between cases where a licence would be suspended and where it would be revoked. For instance, in the event of failure to comply with a licence condition, several regulations stipulate that the licence is to be suspended and the licensee is to be given a period of time to comply. If compliance is not achieved within a prescribed period, the licence is revoked.



Simply providing reasons why a licence “may” be suspended and why it “may” be revoked does not solve everything. For example, if a regulation stipulates that a licence may be revoked if the licensee violates the regulations, this still provides discretionary power to revoke or not revoke a licence in these circumstances, without having the criterion for making a decision set out in the regulations. As a general rule, regulations should specify, for example, that if a licensee violates a regulation, the Minister (or, for the *Canadian Chicken Licensing Regulations*, CFC) “revokes” the licence.

9. Subsections 8(1), 8(1.2) and 8(2) (SOR/2004-2)

As in the preceding case, these provisions include discretionary powers that CFC may exercise respecting applicants or licensees. For instance, in response to non-compliance with licence conditions, CFC “may”, under subsection 8(1), revoke the licence. Similarly, it “may” refuse, under subsection 8(2), to issue a licence to an applicant if, for example, any associate or affiliated body of the applicant has failed to comply with a condition of any licence issued under these Regulations. CFC’s discretionary power allows it to decide whether or not to revoke the licence, or whether or not to refuse to issue a licence. There are no criteria to circumscribe these discretionary powers.

CFC provided the same response as in the preceding point, which is not at all more satisfactory. These discretionary powers should be removed when they are not necessary, and when they are, there should be guidelines as to how they are exercised.

11. Schedule 1 (SOR/2007-249)

Paragraph 5(3)(d) of the Regulations refers to a form in Schedule 1. This paragraph should therefore be added to the reference following the title “SCHEDULE 1”.

December 9, 2011
JR/mn



TRANSLATION / TRADUCTION

December 5, 2008

Claude Janelle
Executive Director
National Farm Products Council
Canada Building, 10th Floor
344 Slater Street
OTTAWA, Ontario K1R 7Y3

December 5, 2008

Dear Sir:

Our file: SOR/2002-22, Canadian Chicken Licensing Regulations, amended by
SOR/2004-2 and SOR/2007-249

I have examined the abovementioned texts before their study by the Joint Committee and note the following:

1. Section 1 (SOR/2002-22)

The Regulations were adopted pursuant to the powers delegated to the Chicken Farmers of Canada (CFC) under the *Farm Products Agencies Act* and the *Chicken Farmers of Canada Proclamation* (the Proclamation). Section 1 contains definitions, six of which reproduce definitions that are already contained in articles 1 and 5 of the Proclamation. The definitions in question are those of “marketing”, “Provincial Commodity Board”, “chicken”, “CFC”, “producer” and “Provincial Supervisory Board”, the last one reproducing the Proclamation’s definition of “board”. As you know, section 16 of the *Interpretation Act* stipulates that “expressions used in the regulations have the same respective meanings as in the enactment conferring the power”. Given that the Regulations implement the Proclamation, they therefore do not have to repeat the definitions. This is why Parliament adopted section 16 of the *Interpretation Act*. The abovementioned definitions should consequently be removed, and the term “board” used instead of “Provincial Supervisory Board”.

2. Section 1, definition of “marketing”, French version (SOR/2002-22)

There is a discrepancy between the French and English versions of this definition. The French version includes a list that is not exhaustive (“includ”), whereas the English list is exhaustive (“means”). Like the marketing plan introduced by the *Chicken Farmers of Canada Proclamation*, this definition lists all the activities mentioned in



- 2 -

the definition of “marketing” provided in section 1 of the *Farm Products Agencies Act*. It is therefore necessarily exhaustive. I therefore feel that the use of the term “includ” in French is inadequate. Clearly, given what I wrote on the definition of “marketing” under Item 1, the removal of that definition would solve the problem with regard to the Regulations.

3. Section 1, definition of “producer-processor” (SOR/2002-22)

According to that definition, a producer-processor means a person who, among other things, “processes and markets chicken”. I do not see the need for mentioning that this term means a person who “processes” chicken given that, within the meaning of the definition of “marketing”, processing is a marketing activity. A person who processes markets. It therefore suffices to say that a producer-processor means a person who markets chicken.

4. Section 1, definition of “processor” (SOR/2002-22)

This definition states that a processor is a person who is engaged “in the business of processing or marketing chicken”. Once again, as processing is marketing within the meaning of the definition of the latter activity, the person who is engaged in processing is necessarily also engaged in marketing. It therefore suffices to mention marketing alone.

5. Section 4(4) (SOR/2002-22)

This provision stipulates the following:

(4) If the holder of a licence fails, during the period of validity of the licence, to comply with a condition set out in section 5(1) or (3) in respect of chicken marketed under the licence, the expiration of the licence does not exempt that person from complying with that condition after the date of expiration of the licence.

I have a number of concerns about this section. The first concerns the activity of marketing that licensees could engage in following the expiry of their licences. For example, section 5(1)(e) of the Regulations stipulates that a licensee “must not knowingly engage in the marketing of live chicken in interprovincial or export trade with persons who do not hold a licence issued under these Regulations”. What is the purpose of obliging a licensee whose permit has expired not to engage in the marketing of chicken with persons who do not hold a licence issued under the Regulations? Without a licence, the licensee can in any case no longer market chicken. It seems to me that, at the least, section 4(4) should be more specific as to the conditions that licensees whose licences have expired must comply with. Is it possible that licensees should be obliged to comply with certain conditions, for example, reporting on the activities they engaged in before the expiry of their licence?



- 3 -

Secondly, why should the holder of an expired licence be obliged to comply only with the licensing condition that has been breached? In my opinion, this is what the wording of section 4(4) implies. Once again, is it possible that the desired purpose is simply to oblige former licensees to report on the activities they engaged in before their licences expired?

Thirdly, if a condition continues to apply to a licensee after expiry of his or her licence, when does that condition cease to apply?

Lastly, should the wording of this provision remain the same, I would suggest, in regard to the French version of section 4(4), that a comma be inserted following the words “si le titulaire ne se conforme pas”.

6. Section 5(1)(b), French version (SOR/2002-22)

According to this provision, licensees must comply with the following condition:

b) il doit fournir aux PPC, dans les sept jours suivant la réception du document indiquant le contingent qui lui a été alloué ou le nombre de poulets qui lui est autorisé par ailleurs à produire au nom des PPC par l'Office de commercialisation de la province dans laquelle sont situées ses installations de production agréées, une copie de ce document[.]

I have two suggestions concerning the wording of this provision. First of all, unlike the English, the French does not specify that the document is issued on behalf of the CFC. Moreover, the words “qui lui est autorisé” should be replaced by “qu’il est autorisé”. The wording of this provision could be reviewed. I would suggest that it would be clearer if it were formulated as follows:

b) il doit fournir aux PPC, dans les sept jours suivant la réception du document indiquant le contingent qui lui a été alloué ou le nombre de poulets qu’il est autorisé par ailleurs à produire, délivré au nom des PPC par l'Office de commercialisation de la province dans laquelle sont situées ses installations de production agréées, une copie de ce document[.]

7. Section 5(3)(i.01)(vii) (SOR/2007-249)

According to this provision, the documents that licensees must retain include a “third party auditable declaration” establishing the dry weight and product categories of any chicken. What is meant by a third party auditable declaration?

Moreover, it is not necessary to indicate when speaking of the market development commitment form that it is “set out in Schedule 1”. Section 1 of the Regulations includes a definition of this form which stipulates that this means “the



- 4 -

form set out in Schedule 1”. Either the words “set out in Schedule 1” should be removed or the same clarification should be added in sections 5(3)(b) and (d) of the Regulations.

8. Section 8(1) (SOR/2004-2)

This provision does not differentiate between the reasons for which a licence may be suspended or revoked. The result is that if a licensee has not complied with the conditions of his or her licence, the Chicken Farmers of Canada have the discretion to either suspend or revoke that licence. This situation could lead to discriminatory treatment of licensees. A distinction should be made between reasons for suspending a licence and reasons for revoking one.

9. Sections 8(1), (1.2), (2) (SOR/2004-2)

If a licensee has failed to comply with the conditions of a licence, the CFC “may”, under section 8(1), revoke that licence. Similarly, the organization “may”, under section 8(2), refuse to issue a licence to an applicant if, for example, an affiliated body of the applicant has failed to comply with a condition of any licence issued under the Regulations. The CFC’s discretion allows it to revoke or not to revoke a licence, or to refuse to issue or not to refuse to issue a licence. The same observation is true of the other powers mentioned in these provisions. There are no guidelines for the discretion to decide whether or not, for example, to revoke a licence because its holder has not complied with its conditions. As for the preceding item, this could lead to discriminatory treatment of licensees. The Regulations should include criteria to help guide the CFC.

10. Section 8(2), English version (SOR/2004-2)

The words “associate” and “affiliated body” used in the English version are rendered in the French version as “personne ayant un lien” and “personne morale affiliée”. The words “associate”, “affiliated body”, “lien” and “personne morale ayant un lien” are defined in section 1 of the Regulations. However, there is nothing in the French version to render the words “or any person related to the applicant”. Given the context, I feel that these words are unnecessary and should be removed from the English version.

11. Schedule 1 (SOR/2007-249)

The reference following the heading “SCHEDULE 1” should also list sections 5(3)(b) and (d).

12. Schedule 2, section 3, French version (SOR/2002-22)

The two underlined words and the comma following “que ce soit” should be added to this provision:



- 5 -

3. Le poulet ou son équivalent en poids vif doit être commercialisé sur le marché interprovincial ou d'exportation auprès de n'importe quel acheteur pour quelque utilisation finale que ce soit, sauf que si le poulet ou son équivalent en poids vif relève des catégories de produits 3, 7 ou 8 et est commercialisé sur le marché interprovincial, il doit être commercialisé auprès de personnes qui détiennent chacune une lettre de confirmation quant au volume visé par la politique d'expansion du marché délivré par le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international et pour une ou plusieurs utilisations finales visées dans les lettres.

13. Schedule 3 (SOR/2002-22)

At the bottom of the declaration appearing in this schedule, the primary processor is obliged to submit copies of the form to various organizations and the processor claiming the product within seven days of its signature. In my opinion, such an obligation should be imposed in the Regulations themselves, even if this means having it repeated in the form.

I look forward to receiving your comments.

Yours sincerely,

Jacques Rousseau
Counsel

c.c.: Ms. Yaprak Baltacioglu, Deputy Minister
Agriculture and Agri-Food Canada

/mn



Fasken Martineau DuMoulin LLP
Barristers and Solicitors
Patent and Trade-mark Agents

Suite 1300, 55 Metcalfe Street
Ottawa, Ontario Canada K1P 6L5

613 236 3882 Telephone
613 230 6423 Facsimile

www.fasken.com

**FASKEN
MARTINEAU** 

David K Wilson
dwilson@fasken.com

August 6 2009
File No.: 270223.00001

RECEIVED/REÇU
AUG 10 2009
REGULATIONS
RÉGLEMENTATION

Jacques Rosseau
Counsel
Standing Joint Committee for the
Scrutiny of Regulations
c/o The Senate
Ottawa, ON K1A 0A4

Dear Mr. Rosseau:

C.O.M. : SOR/2002-36

Re: Your Files:

SOR/2002/1, Proclamation Amending the Chicken Farmers of Canada Proclamation
SOR/2002-22, Canadian Chicken Licensing Regulations, amended by SOR/2004-2 and SOR/2007-249
SOR/2002-34, Canadian Chicken Anti-Dumping Regulations
SOR/2002-35, Canadian Chicken Marketing Levies Order, amended by SOR/2006-180 and SOR/2007-251
SOR/2003-274, Chicken Farmers of Canada Delegation of Authority Order

We have been asked by Chicken Farmers of Canada ("CFC") to respond to a series of issues raised on behalf of the Standing Joint Committee on the Scrutiny of Regulations (the "Committee") respecting various statutory instruments enacted by or pertaining to CFC, notably, the *CFC Proclamation*, *Canadian Chicken Marketing Levies Order*, *Canadian Chicken Licensing Regulations*, the *Canadian Chicken Anti-Dumping Regulations* and the *CFC Delegation of Authority Order*.

Some of the comments and suggested revisions made on behalf of the Committee are straight forward and can be easily addressed when the statutory instrument concerned is next revised. A list of such points can be found in an appendix to this letter. In connection with certain other points, however, we respectfully take a different view of



**FASKEN
MARTINEAU** 

Page 2

the law, and are of the opinion that the provisions in question do not require revisions. This letter is primarily devoted to the matters where a difference of views is apparent.

With a view to trying to resolve these matters in a timely and responsible manner, it would be helpful if we could meet in person at your earliest convenience.

CFC Proclamation - Section 12.1 (Debts Payable to CFC)

Background: Section 12.1 of the CFC Proclamation provides that “Licence fees, levies or charges prescribed by orders and regulations of CFC become debts payable at the time prescribed in the orders or regulations”.

Section 36 of the *Farm Products Agencies Act* (the “Act”) provides that where a marketing plan establishes licence fees, levies or charges and the fee, levy or charge remains unpaid “after the time provided for in the plan at which it was due and payable to an agency”, the charge becomes a debt payable to the agency and may be sued for and recovered through the courts.

Issue: It has been suggested that there is no authority for the delegation in section 12.1 of the Proclamation to CFC of the authority to set the time for payment of fees, in light of the express provision in section 36 of the Act for the specification of the time for payment in the marketing plan.

Our comments: Our opinion on this issue is influenced by both well-established case law on subdelegation of authority and by the wording of the Act, assessed contextually. A leading case on this subject is *Peralta v. The Queen*, [1985] O.J. No. 2304 (C.A.), affirmed 1988 CanLII 28 (S.C.C.), which concerned a sweeping delegation of fisheries quota and licensing authority by the Governor in Council to the Ontario Minister of Natural Resources. In upholding the delegation, the Court applied the principle of “administrative necessity” which takes into account the characteristics of the delegating authority (i.e. the Governor in Council). The Court observed that:



**FASKEN
MARTINEAU** 

Page 3

When courts have considered whether delegation of ministerial powers was intended, considerable weight has been given to "administrative necessity", that is, it could not have been expected that the Minister (in this case the Governor in Council) would exercise all the administrative powers given to him. Further, in such cases the suitability of the delegate has been a material factor in determining whether such delegation is intended and lawful: see Lanham, "Delegation and the Alter Ego Principle", 100 L.Q.R. 587 (1984).

The Court cited with approval the proposition that, where executive bodies such as the Governor in Council are involved "the prima facie rule of *delegatus non potest delegare* will readily give way, like the principles on which it rests, to slight indications of a contrary intent".

Peralta was referred with approval in the *Pelland* case, respecting the orderly marketing system for chicken, as further discussed below.

Applying this reasoning, the question is whether Parliament can be taken to have intended that the Governor in Council would have to specify in the Plan the precise time period for the payment of levies enacted by marketing agencies such as CFC. In our respectful view, this would be an unreasonably strict and impractical interpretation of the scope of the authority of the Governor in Council. The time period for the payment of levies is precisely the sort of detail that is permitted to be set by CFC exercising authority delegated to it pursuant to the Act and the Proclamation, consistent with established legal precedents. It must be kept in mind that there are a number of types of levies, just as there are a number of different marketing agencies. A time period that might work in one industry for one levy category may be unworkable in another industry or another levy category.

We are strengthened in this view by s. 22(1)(f) of the Act, which grants to an Agency the authority to, "where it is empowered to implement a marketing plan, make such orders and regulations as it considers necessary in connection therewith" (emphasis added).



**FASKEN
MARTINEAU** 

Page 4

Chief Justice Laskin commented on the significance of this provision in *Reference re Agricultural Products Marketing Act*, [1978] 2 S.C.R. 1178, 1270 (the "*Egg Reference*"). Speaking for the Court on these matters, he addressed the argument by the challengers that the Canadian Egg Marketing Agency Proclamation as a whole "is a violation of the principle of the *Brant Dairy* case in that the proclamation did not set out all the terms of the Plan to be implemented by CEMA but rather redelegated to CEMA authority to fill out various terms by its own regulations and orders". In rejecting this line of argument, Chief Justice Laskin stated that:

This submission draws a distinction between the setting out of terms and the implementation thereof which I do not think can be supported when regard is had to other provisions of the Act. The appellants would read the word "implement" to mean purely administrative application of known terms, all of which are found in the Plan. The reading is, in my opinion, too narrow. The dictionary meaning of "implement" includes "to complete, supplement": see *Shorter Oxford Dictionary* (3rd ed. reprint, 1947) p. 967. Section 23(1)(b) of the Act empowers an agency (subject to the proclamation which established it or any subsequent proclamation altering its powers) to implement a marketing plan the terms of which are set out in a proclamation, and s. 23(1)(f) expressly enables the agency to do what CEMA has done here. That provision reads, in part:

(f) Where it is empowered to implement a marketing plan,
make such orders and regulations as it considers necessary
in connection therewith...

I hold, therefore, that the legislation itself overcomes any difficulty which, in the absence of such provisions, would bring into play the principle of the *Brant Dairy* case.

As further discussed below, the *Egg Reference* was reaffirmed by the Supreme Court of Canada in the *Pelland* case.

In short in our view there is no inconsistency between s. 12.1 of the Proclamation and s. 36 of the Act.



**FASKEN
MARTINEAU**

Page 5

Levies Order – Sections 7, 11.1(1) and 11.2(1)

It follows from the preceding discussion that, in the words of Chief Justice Laskin, the legislation itself overcomes any difficulty respecting the validity of sections 7, 11.1(1) and 11.2(1) of the *Levies Order*.

Levies Order – Sections 4 and 5 (Levies for Exceeding Quota or Breaching Licence Conditions)

Background: When producers or processors engaged in the marketing of chicken fail to adhere to quota and licensing requirements, for example, by exceeding quota limits or failing to meet market development commitments within the specified time period, these actions have a detrimental impact on the orderly marketing system and the market for the regulated product. To mitigate these impacts brought about by over-supply or improperly timed supply in the market, CFC uses these levies to carry out special marketing activities aimed at increasing consumption. These promotional activities are paid for out of a promotion fund, which is financed pursuant to sections 4 and 5 of the *Levies Order*, completely separate from CFC's general fund. This approach, which has been supported for many years by the producers and industry stakeholders represented on the CFC Board, is of fundamental importance to the integrity of the orderly marketing system for chicken.

Issue: It has been suggested that these provisions are penalties rather than levies and the question has been raised whether there is statutory authority for such provisions. It has been noted that section 37(1)(c) of the Act establishes an offence (punishable by fine) for marketing in excess of quota.

Our comments: Once again, the reasoning in the *Egg Reference* is instructive on this issue. In that case, as part of systematic attack on the integrated federal-provincial egg marketing scheme, the challengers objected to what was characterized as the “punitive levy” imposed by the Ontario Egg Marketing Board. The levy was imposed pursuant to



**FASKEN
MARTINEAU**

Page 6

authority delegated under the federal *Agricultural Products Marketing Act*, in respect of sales of eggs in excess of egg marketing quotas allotted under the plan. Chief Justice Laskin found this so-called punitive levy to be *intra vires*, holding that: "I do not find this to go beyond their authority which is related to the implementation of the plan". His comments echoed the findings in the same case by Justice MacKinnon of the Ontario Court of Appeal, who held as follows (at CanLII 1977 OCA 46, paras 73-'4):

It is said that s. 3 provides a penalty for over-production and that there is no authority in the Act for a punitive levy.

The legislation authorizes the Board to make Orders "fixing, imposing and collecting levies" and for such purposes to classify those engaged in the marketing of eggs into groups. Thus the legislation authorizes the imposition of these levies and their categorization as "punitive" does not change their nature for the purpose of this Reference. The section falls within the authority of the Ontario Egg Order and the enabling legislation.

More recently in *Dunn-Rite Food Products Ltd. v. Canada (Attorney General)*, 2007 FC 218, affirmed 2008 FCA 74, a processor sought to challenge the validity of levies imposed by CFC on a processor that had failed to meet its market development commitments on a timely basis. Justice Phelan referred to the levy as effectively equivalent to a fine or penalty, but, consistent with the reasoning of Chief Justice Laskin and Justice MacKinnon in the *Egg Reference*, upheld the levy assessment. Justice Phelan's decision was upheld by the Federal Court of Appeal without addressing this point.

In our view, the levies in question fall squarely within CFC's authority to implement the Plan.

Proclamation - Section 9 (Delegation of Functions to Provincial Boards)

Background: Section 17 of the Act authorizes the Governor in Council to specify the powers in section 22 of the Act that are not vested in an Agency.



FASKEN
MARTINEAU 

Page 7

Section 22(3) of the Act provides that “An Agency may, with the approval of the Governor in Council, grant authority to any body ... to perform on behalf of the agency any function relating to interprovincial or export trade in the regulated product that the agency is authorized to perform”.

Section 9 of the Proclamation states: “If a delegation is made under subsection 22(3) of the Act, CFC shall, by order, prescribe the function that is to be performed on behalf of CFC and the limitations, if any, imposed on the Board or Commodity Board on the exercise of that function”.

Issue: It has been suggested that the Governor in Council has no authority to prescribe how the CFC exercises powers granted to it and accordingly section 9 of the Proclamation is *ultra vires* the authority of the Governor in Council.

Our comments: This issue must be assessed in light of *Fédération des producteurs de volailles du Québec v. Pelland*, 2005 SCC 20, which upheld the CFC's delegation of authority under section 22(3) of the Act and held that the CFC had complied with the requirements of section 9 of the Proclamation. The decision addressed the issue from both a constitutional and statutory authority perspective.

The challenger in *Pelland* contested a provision in the CFC *Grant of Authority* (the predecessor to the current *Delegation of Authority of Order*) which provided that, in allotting and administering federal quotas, a provincial board shall, in accordance with the federal regulations, apply such rules as are in force from time to time in the province in relation to the allotment and administration of provincial quotas. The argument was that only Parliament can referentially incorporate the legislation of a province and that Parliament must do so expressly. Since s. 22(3) of the Act does not expressly provide for referential incorporation, the challenger claimed that it was not open to CFC to referentially incorporate provincial laws. In emphatically rejecting this line of argument,



**FASKEN
MARTINEAU**

Page 8

Justice Abella held that “both the intent and wording of this provision (s. 22(3) of the Act) are satisfied by the *Grant of Authority*”. She added that the “grant fulfills the obligations of the federal body” under s. 9 of the Proclamation to “prescribe the function that is to be performed on behalf of [CFC]” by the Fédération and other provincial boards.

In referring to s. 9 of the Proclamation, the Court expressed no concerns from a subdelegation perspective about that provision or other provisions in the scheme. On the contrary, Justice Abella suggested the challenger’s arguments were “choked off” by a venerable line of authority, including *Peralta* and the *Egg Reference*. In respect of the *Egg Reference*, Justice Abella made the following findings that are relevant to the subdelegation points that have been raised on behalf of the Standing Joint Committee:

It is interesting to note that the argument raised by Mr. Pelland was also raised in the *Egg Reference*, where it was argued that only Parliament could incorporate provincial legislation by reference. For the Governor in Council to do so, would be unconstitutional. Laskin C.J. discussed administrative delegation and referential incorporation at some length, concluding, in a passage concurred in by Pigeon J., that:

Involved in the appellants’ submissions, as reflected in their factum and in oral argument, was the contention that there is a constitutional requirement in the delegation of authority that standards be fixed by Parliament or where, as here, there is delegation in depth, that is by orders which the Governor-in-Council is authorized to make, the orders of the Governor-in-Council should establish standards and not, by wholesale redelegation, leave their determination to the provincial boards nor, as s. 2(1) provides, adopt the various provincial standards for federal purposes. ...There is sufficient control on an administrative law basis through the principle enunciated and applied by this Court in [*Brent Dairy Co. v. Milk Commission of Ontario*, [1973] S.C.R. 131] ...and [find no ground for raising it to a constitutional imperative.



**FASKEN
MARTINEAU** 

Page 9

In summary, the *Pelland* decision supports the validity of s. 9 of the Proclamation, particularly when s. 9 is assessed in the context of the Act and the principles on subdelegation. For the power under s. 22(3) of the Act to have meaning, the Governor in Council must have authority to impose conditions, such as those set out in section 9.

Proclamation – Section 5 (Ambulatory Definition of Operating Agreement)

Background: “Operating Agreement” is defined as “Schedule B to the Federal-Provincial Agreement for Chicken, as amended from time to time”.

Issue: It has been suggested that the ambulatory reference to the Operating Agreement is an unlawful subdelegation of the Governor in Council’s authority to “set out the terms of any marketing plan that agency is empowered to implement” to the parties to the Operating Agreement.

Our comments: In our view, the reasoning in *Pelland* set out above is determinative. Justice Abella specifically endorsed the concept that the Governor in Council could approve a grant of authority in which CFC incorporated by reference laws administered by provincial boards, holding that:

Applying the principles governing administrative delegation to the chicken marketing scheme, the federal body, the CFC, was free to referentially incorporate provincial legislation under the *Grant of Authority*. The *Grant of Authority* falls squarely within a well-established body of precedent upholding the validity of administrative delegation in aid of cooperative federalism, such as *P.E.I. Potato Marketing Board, Coughlin*, the *Egg Reference* and *Peralta v. Ontario*, [1988] 2 S.C.R. 10-15.

The same reasoning applies, in our view, to the referential incorporation of the Operating Agreement in the Proclamation. It must be noted that the referential incorporation in s. 4 of the *Grant of Authority* considered in *Pelland* was explicitly ambulatory, as it



FASKEN
MARTINEAU

Page 10

referenced “such rules, if any, as are in force from time to time in the province in relation to the allotment and administration of provincial quotas”.

As *Pelland* holds, this form of referential incorporation cannot be understood in isolation. It must be construed in the context of the scheme of the Act, the Proclamation and the Federal-Provincial Agreement that gives rise to the orderly system for producing and marketing chicken. It must also be understood in the context of the cooperative federalism that the scheme is designed to foster and give effect to. Part of this context, it should be noted, is the provision in the Federal-Provincial Agreement for review by National Farm Products Council to determine if Governor in Council approval is required for any amendment to the Operating Agreement.

Proclamation – Section 11(1) (Prohibition of Predatory Marketing Practices)

Background: Section 11(1) requires CFC to establish a licensing system in signatory provinces (and permits the creation of a licensing system in respect of non-signatory provinces). As part of this provision CFC is authorised to “establish a system for the prohibition of predatory marketing practices”.

Issue: A question has been asked about the enabling authority for this provision.

Our comments: The short answer is that the legal basis of this provision can be found in the definition of “marketing plan” in s. 2 of the Act and the authority of the Governor in Council to set out the terms of the marketing plan in s. 17(2)(b). The marketing plan contemplates terms or conditions as part of the system for licensing and pursuant to s. 17(2)(b) the Governor in Council has provided that such terms or conditions may include a system for the prohibition of predatory marketing practices. Although CFC has not found it necessary to invoke this authority, its roots can be traced to the interprovincial “chicken and egg wars” that predated the creation of CFC. This history is reflected in *Attorney-General for Manitoba v. Manitoba Egg and Poultry Association et al.*, [1971]



S.C.R. 689. The potential for prohibiting predatory practices was reflected in the original 1978 Federal-Provincial Agreement for Chicken and the Proclamation that resulted from that Agreement.

Proclamation – Section 1 (Definition of “Chicken”)

Background: The Proclamation defines “chicken” as “chicken and any part of a chicken, live or in processed form, produced in Canada and marketed in interprovincial or export trade”.

Issue: It has been suggested that the reference to chicken “in processed form” is inappropriate in light of the fact that the definition of “farm product” in the Act for the purposes of Part II excludes any reference to processed product (in contrast to the definitions for Parts I and III which expressly refer to processing). Specifically, the Act defines a “farm product” for the purpose of Part II as, *inter alia*, “eggs and poultry, and any part of any such product”. The suggestion has been made that the definition be amended to “means live or dead chicken and any part of a chicken produced in Canada ...”

Our comments: In our view, this issue (like the other issues raised by the Standing Joint Committee) must be considered in the context of the statutory scheme as a whole and the jurisprudence. We appreciate that, read in isolation, the split definition of the term “farm product” for the purposes of Part II of the Act versus Parts I and III of the Act could be interpreted as precluding products that have been processed, even to a limited degree. In our view, however, such a restrictive interpretation cannot be legally supported for several reasons.

First, the definition of the term “chicken” incorporates the element of marketing, a term that, consistent with s. 2 of the Act, is defined in the Proclamation (Schedule, s. 5) as including “selling and offering for sale and buying, pricing, assembling, packing,



**FASKEN
MARTINEAU** 

Page 12

processing, transporting, storing and any other act necessary to prepare the chicken in a form or to make it available at a place and time, for purchase for consumption and use” (emphasis added). Thus, having been specified in the marketing plan relating to the regulated product (to paraphrase from s. 2), “marketing” is deemed by the Proclamation to encompass processing. Thus, there is nothing inconsistent with referencing that the chicken marketed in interprovincial or export trade can be marketed either live or in processed form.

Second, as a matter of common sense the creation of chicken parts necessarily involves a certain degree of processing beyond simply killing the chickens. The degree of processing is not the same for chicken parts as it is with respect to, for example, the manufacturing of chicken pot pies. However, as a matter of statutory construction and common sense, chicken parts are a processed form of chicken.

Third, the Alberta Court of Appeal in *Leth Farms Ltd. v. Alberta Turkey Growers Marketing Board*, 2000 ABCA 32 addressed what is entailed in processing a farm product for the purpose of the Act. In a detailed and carefully considered ruling upholding the constitutionality of the federal and provincial turkey marketing scheme in Alberta, the Court rejected the finding by the Trial Judge that the challengers marketed “processed turkey parts” and were, therefore, outside the ambit of the Part II of the Act. Speaking for the Court of Appeal, Justice Costigan held that:

[The Trial Judge] observed that the Appellant Agency was established under Part II of the Act. The Act defines “farm product”, for the purposes of Part I of the Act, to mean “any natural product of agriculture, whether processed or unprocessed, and any part of any such product.” However, for the purposes of Part II, “farm product” is defined to mean “eggs, poultry, or any natural product of agriculture, and any part of any such product.” In his view, the omission of the words “processed” from the definition for the purposes of Part II, meant that processed products were excluded. He found that the Respondents marketed “processed turkey parts” and were, therefore, outside the ambit of the legislation.



**FASKEN
MARTINEAU** 

Page 13

In my view, the learned Chambers Judge erred in applying a strict and technical interpretation of the Act ...

I am at a loss to understand how a turkey can be separated into parts without undergoing the sort of operation conducted by Select. Assuming that some forms of processed products might be excluded from Part II, that exclusion cannot logically apply to turkeys separated into turkey parts; otherwise one of the products specifically referred to in the definition, that is "any part", would not be caught by the definition. Therefore, the Respondents' turkey parts must be a farm product for the purposes of Part II of the *Farm Products Agencies Act*.

It must be acknowledged that the regulated product sub-definition at issue in *Leth Farms* was slightly different than in the case at hand, as it encompassed "turkey and any parts thereof" marketed in interprovincial and export trade. However, the definition of "marketing" in the applicable Proclamation encompassed selling and offering for sale and buying, pricing, assembling, packing, processing, transporting, storing and reselling, "whether in whole or in processed form"(emphasis added). Thus, read in context, the scope of the applicable regulated product definition of turkey encompassed turkey marketed in live or processed form, just as the applicable definition of chicken in the CFC Proclamation encompasses chicken marketed in live or processed form.

In our view, *Leth Farms* supports the validity of the regulated product definition in the CFC Proclamation.

Levies Order – Preamble

Issue: Although the *Levies Order* deals with the collection of levies (sections 6 to 11.2) there is no reference to s. 22(1)(g) of Act.

Also, the definition of "marketing plan" in s. 2(f) of the Act speaks to the imposition of levies on persons engaged in "growing or production of the regulated product or the

marketing thereof" while s. 22(1)(g) refers only to a person engaged in "production or marketing".

Our comments: We do not have any difficulty with adding a reference in the *Levies Order* preamble to s. 22(1)(g) to the Act, although we note that this does not affect one way or the other the validity of that statutory instrument: *British Columbia (Milk Board) v. Grisnich*, [1995] 2 S.C.R. 895.

As you note in your letter, there is a slight difference between s. 22(1)(g) of the Act and the definition of a marketing plan in s. 2 of the Act, in that the latter refers to the "growing" of the regulated product and the former does not. In our view, the term "growing" is more apt in reference to crop production than in reference to poultry production. As a matter of ordinary parlance, chicken farmers are routinely referred to as producers but are rarely referred to as growers. Although little appears to turn on the inclusion or exclusion of the word growers, our view is that referring to producers alone is more appropriate in the circumstances.

Licensing Regulations – Sections 8(1), (1.2) and (2) (Suspension, Revocation and Refusal to issue a Licence)

Background: Section 8(1) of the *Licensing Regulations* gives CFC discretion to suspend, revoke or refuse to issue or renew a licence if the applicant or licensee fails to comply with a condition of licence or is not in good standing with the provincial commodity or supervisory board.

Sections 8(1.2) and 8(2) of the Regulations give CFC the discretion to refuse to issue a licence to any person who previously held a licence that was suspended or revoked by CFC or if any associate, affiliated body or person related to the applicant has failed to comply with a condition of licence issued under the Regulations.



Page 15

Section 1 of the Regulations contains a definition of "affiliated body" of a corporate body (subsidiary or common control) and of "associate" both in respect of a body corporate (ownership of voting shares) and another person (which includes a partner in a partnership, a spouse, a child and a relative if that person has the same residence).

Issue: It has been suggested that section 8(1) is problematic because it does not provide directions on when a licence should be revoked or suspended, with the result that licensees could be treated in a discriminatory manner. Similarly, it has been suggested that sections 8(1), 8(1.2) and 8(2) are problematic because no criteria are enumerated for the exercise by CFC of its discretion to revoke or refuse to issue a licence which could also result in discriminatory treatment of licensees.

Our comments: We respectfully disagree with the concerns that have been expressed on behalf of the Committee in this regard. Regulations commonly include discretionary powers without the delineation of specific criteria. This is because it is impractical, if not impossible, to enumerate a definitive list of criteria for the exercise of this discretion. CFC is required to act in accordance with standard administrative law principles, including the requirement to base its decisions on relevant considerations (in light of the relevant statutory framework and policy objectives) and to satisfy the requirements of procedural fairness to the extent they are applicable.

In addition, CFC decisions are subject to appeal through complaints to Council and to oversight by the Courts through judicial review. An illustration is the Federal Court of Appeal decision in *Canadian Egg Marketing Agency v. Villetard's Eggs Ltd.*, [1995] F.C.J. No. 598, which construed the discretion under a similar licensing scheme based on the well established principles in *Maple Lodge v. Government of Canada*, 1982 1 S.C.R. 2. *Maple Lodge* held that:

In construing statutes such as those under consideration in this appeal, which provide for far-reaching and frequently complicated administrative



schemes, the judicial approach should be to endeavour within the scope of the legislation to give effect to its provisions so that the administrative agencies created may function effectively, as the legislation intended. In my view, in dealing with legislation of this nature, the courts should, wherever possible, avoid a narrow, technical construction, and endeavour to make effective the legislative intent as applied to the administrative scheme involved. It is, as well, a clearly-established rule that the courts should not interfere with the exercise of a discretion by a statutory authority merely because the court might have exercised the discretion in a different manner had it been charged with that responsibility. Where the statutory discretion has been exercised in good faith and, where required, in accordance with the principles of natural justice, and where reliance has not been placed upon considerations irrelevant or extraneous to the statutory purpose, the courts should not interfere.

Licensing Regulations – Section 4(4) (Non-Compliance with Licence Conditions)

Background: Section 4(4) states:

If the holder of a licence fails, during the period of validity of the licence, to comply with a condition set out in subsection 5(1) or (3) in respect of chicken marketed under the licence, the expiration of the licence does not exempt that person from complying with that condition after the date of expiration of the licence.

Issue: Questions have been raised about what it means to require compliance with condition; where it is illegal in any event to act if the licence has expired. Questions have also been raised about the purpose of this additional obligation and why it is limited to breached conditions only. In addition, there is the matter of when the obligations cease.

Our comments: We acknowledge that the questions raised on behalf of the Committee suggest the drafting of s. 4(4) could be improved. We believe it should be possible to come up with draft language that clarifies the intent behind this provision. We will explore with CFC the possibility of revising s. 4(4) with wording along the following lines:



**FASKEN
MARTINEAU**

Page 17

The expiry or revocation of a licence does not exempt a licensee from complying with all conditions of the licence, including obligations to report information and remit documents and fees or levies, that have not been satisfied during the term of the licence.

Licensing Regulations – Section 1 (Duplicative Definitions)

Background: The *Licensing Regulations* define the terms marketing, Commodity Board, chicken, CFC, producer and Provincial Supervisory Board (referred to in the Proclamation as a “board”). These terms are all defined in the Proclamation.

Section 16 of the *Interpretation Act* provides that “When an enactment confers powers to make regulations, expressions used in the regulations have the same respective meanings as in the enactment conferring the power”.

Issue: It has been suggested that terms that are defined in the Proclamation should not be defined again in the Regulations.

Our comments: The reason why certain definitions have been repeated in the *Licensing Regulations* is practical. The regulated sector in question (primarily chicken producers and processors) finds it much easier to understand the regulations when they provide a relatively complete package rather than having to be construed like a jigsaw puzzle alongside the Proclamation. As a practical matter, the regulated sector may not read the Proclamation and this could lead to confusion. Thus, although we acknowledge that there is duplication, as a matter of efficiency of administration this is preferable to insisting that members of the regulated sector put the jigsaw puzzle together on their own.

We do not interpret s. 16 of the *Interpretation Act* as precluding duplicative definitions as a matter of law. At the same time, we are open to further discussing your views on this subject.



**FASKEN
MARTINEAU** 

Page 18

Similar issues arise in respect of s. 1 of the *Anti-Dumping Regulations*, the *Levies Order* and the *Delegation of Authority Order*.

Licensing Regulations – Processor and producer-processor definitions

Background: Section 1 of the *Licensing Regulations* defines a processor as a person engaged in the business of processing or marketing chicken, and, similarly, defines a producer-processor as a person who raises, processes and markets chicken or offers for sale, sells or stores chicken produced and processed by the person. The same processor definition is found in s. 1 of the *Levies Order*.

Issue: It has been suggested that the reference to processing in these definitions can be eliminated as the term is already built into the definition of marketing.

Our comments: In our view, it is appropriate to include the word “processing” or “processes” in these definitions, for greater certainty. Although it is true that the definition of marketing encompasses processing, to define a processor simply as a person who markets chicken is likely to create more confusion, given the breadth of the marketing definition. The same can be said of the producer-processor definition (Leth Farms is an example, in the turkey industry, of a producer-processor).

Licensing Regulations – third party auditable declaration (Section 5(3)(i.01)(vii))

Issue: Clarification was sought with respect to the meaning of a third party auditable declaration.

Our comments: As the term implies, a third party auditable declaration is a declaration that is in a form capable of being audited by a third party.



**FASKEN
MARTINEAU** ©

Page 19

Delegation of Authority Order – Quota Banks (Section 3(a))

Issue: Clarification was sought as to the meaning of the term quota banks and how that term relates to CFC's *Quota Regulations*.

Our comments: CFC establishes provincial quota allocations but has never allotted quota to individual producers. That function is performed by provincial chicken boards exercising delegated authority in such a manner that provincial quota and federal quota dovetail seamlessly (see *Pelland* for more details). As part of the administration of individual quotas, provincial boards allow producers to bank a certain amount of unused quota for use in later periods. This is what quota banks refer to. *Pelland* upholds the authority to delegate these kinds of administrative details to provincial boards.

Levies Order – Collection of Debts (Section 9)

Issue: Clarification was sought about the purpose served by s. 9, given the wording of s. 36.

Our comments: Section 9 was included, for greater certainty, to make it clear to processors and to producers that if processors do not collect and remit the appropriate levies, CFC may collect such levies on its own. This provision is consistent with s. 36 of the Act, but including it in the body of the *Levies Order* eliminates any potential for confusion or uncertainty. The reasons for including s. 9 are as practical as they are legal.

Conclusion

In closing, we would like to express our appreciation for the care that representatives of the Standing Joint Committee have taken in reviewing various statutory instruments relating to CFC. In certain respects, we acknowledge that there is room for adjustments to improve the legislative drafting. In other respects, we take a different view based on the established case law and applicable legal principles. However, our overall goal is the



**FASKEN
MARTINEAU**

Page 20

same as the Committee's, namely, to ensure that the relevant instruments are properly drafted and legally sound.

Please advise us when a face to face meeting would be convenient. Do not hesitate to call us should you have any questions.

Yours truly,

David K Wilson

DKW/ah

- c. David Fuller/Mike Dungate, Chicken Farmers of Canada
Eill Smirle/Claude Janelle, National Farm Products Council



Appendix
Modifications Proposed by Standing Joint Committee that are Agreed to

| Instrument/Section | Description |
|--|--|
| Proclamation on Schedule, s.5 | Put in separate paragraphs the words identified by SJC so that they modify both paras (a) and (b). |
| <i>Levies Order</i> , s.1 (definition of "marketing") | Correct discrepancy between English and French versions. |
| <i>Levies Order</i> , s.1 (definition of "dealer") | Correct discrepancy between English and French versions. |
| <i>Levies Order</i> , s.2(2)(b) | Update name of Les Éleveurs de volailles du Québec. |
| <i>Levies Order</i> , s.2(2)(i) | Modify term "ferme collective", as recommended. |
| <i>Levies Order</i> , s.5(1)(b) | Add word "les" and comma, as recommended. |
| <i>Levies Order</i> , s.7 | Add comma, as indicated. |
| <i>Levies Order</i> , s.10(1) | Correct discrepancy between English and French versions. |
| <i>Levies Order</i> , s.11.2(1) | Correct discrepancy between English and French versions. |
| <i>Licensing Regulations</i> , s.1 (“marketing”) | Correct discrepancy between English and French versions. |
| <i>Licensing Regulations</i> , s.5(1)(b) | Correct discrepancy between English and French versions. |
| <i>Licensing Regulations</i> , s.5(3)(i.01)(vii) | Add the words “set out in Schedule 1” to s.5(3)(b) and (d) for consistency. |
| <i>Licensing Regulations</i> , s.8(2) | Correct discrepancy between English and French versions. |
| <i>Licensing Regulations</i> (heading “Schedule 1”) | Add s.5(3)(b) and (d) to heading. |
| <i>Licensing Regulations</i> , s.3, Schedule 2 | Correct wording of French version. |
| <i>Licensing Regulations</i> , Schedule 3 | Incorporate obligations to provide copy within 7 days in body of Regulations. |
| <i>Obligation of Authority Order</i> , s.2(2)(b) | Eliminate word “valid” to overcome redundancy. |



TRANSLATION / TRADUCTION

Our files: 120-S2, 718-2, 1275-3
1275-4, 1275-5

December 4, 2009

Jacques Rousseau
Counsel
Standing Joint Committee for the
Scrutiny of Regulations
c/o The Senate
Ottawa, Ontario K1A 0A4

Dear Mr. Rousseau:

Your files: SOR/2002-22, Canadian Chicken Licensing Regulations, amended
by SOR/2004-2 and SOR/2007-249
SOR/2002-34, Canadian Chicken Anti-Dumping Regulations
SOR/2002-35, Canadian Chicken Marketing Levies Order, amended
by SOR/2006-180 and SOR/2007-251
SOR/2003-274, Chicken Farmers of Canada Delegation of Authority
Order
SOR/2002-36, Canadian Chicken Marketing Quota Regulations
SOR/79-158, Chicken Farmers of Canada Proclamation

This letter is further to the many letters exchanged between the Standing Joint Committee for the Scrutiny of Regulations (the "Committee"), the Farm Products Council of Canada (FPCC) and, just recently, the Chicken Farmers of Canada (CFC) regarding the Committee's concerns about certain sections of the aforementioned proclamation, regulations and orders (the "legislation").

First of all, I would like to thank you for your letters and for your commitment to working in close co-operation with the FPCC.

I would stress that the FPCC remains committed to maintaining its close co-operation with the Committee. However, I believe the time has come to bring this matter to a close. I would therefore like to inform you of the FPCC's position, developed in co-operation with Justice Canada.



- 2 -

The FPCC is of the opinion that the definition of “farm product” in subparagraph 2(b)(ii) of the *Farm Products Agencies Act* should be amended to avoid any contradiction with the definition of “chicken” in the *Chicken Farmers of Canada Proclamation* (the “Proclamation”).

The FPCC is of the opinion that the definition of “quota system” in section 5 of the Schedule to the Proclamation should be amended.

The FPCC is of the opinion that certain linguistic discrepancies in the aforementioned regulations and orders should be corrected to avoid any contradictions between the English and French versions. In general, the FPCC agrees with the Committee’s concerns in this regard.

The FPCC is of the opinion that subsection 4(4) and Schedule 3 of the *Canadian Chicken Licensing Regulations* should be amended.

The FPCC is of the opinion that a definition of “primary processor” should be added to paragraph 2(2)(b) of the *Chicken Farmers of Canada Delegation of Authority Order*.

I would like to assure you that the FPCC will recommend to the Minister of Agriculture and Agri-Food (the “Minister”) that he support these amendments at the appropriate time.

I would also like to assure you that the FPCC will continue to work with the CFC to ensure that they make the relevant amendments.

In closing, I should mention that the FPCC does not plan to make any further recommendations to the Minister regarding the Committee’s other concerns about the legislation. Please regard this letter as the FPCC’s position. I trust that it will answer your concerns.

Yours sincerely,

Claude Janelle
Executive Director

cc: Bill Smirle, Chairperson, Farm Products Council of Canada
John Knuble, Deputy Minister, Agriculture and Agri-Food Canada
Mike Dungate, General Manager, Chicken Farmers of Canada



Addendum and Amended Appendix to August 6, 2009 letter from Fasken Martineau to Jean Jacques Rousseau

Canadian Chicken Marketing Quota Regulations

Section 1 (Duplicative Definitions)

See the discussion at page 17 of the August 6, 2009 letter concerning section 1 of the *Licensing Regulations*

Amended Appendix
Modifications Proposed by Standing Joint Committee that are Agreed to

| Instrument/Section | Description |
|--|--|
| Proclamation Schedule, s.5 | Put in separate paragraphs the words identified by SJC so that they modify both paras (a) and (b). |
| <i>Levies Order</i> , s.1 (definition of “marketing”) | Correct discrepancy between English and French versions. |
| <i>Levies Order</i> , s.1 (definition of “dealer”) | Correct discrepancy between English and French versions. |
| <i>Levies Order</i> , s.2(2)(b) | Update name of Les Éleveurs de volailles du Québec. |
| <i>Levies Order</i> , s.2(2)(i) | Modify term “ferme collective”, as recommended. |
| <i>Levies Order</i> , s.5(1)(b) | Add word “les” and comma, as recommended. |
| <i>Levies Order</i> , s.7 | Add comma, as indicated. |
| <i>Levies Order</i> , s.10(1) | Correct discrepancy between English and French versions. |
| <i>Levies Order</i> , s.11.2(1) | Correct discrepancy between English and French versions. |
| <i>Licensing Regulations</i> , s.1 (“marketing”) | Correct discrepancy between English and French versions. |
| <i>Licensing Regulations</i> , s.5(1)(b) | Correct discrepancy between English and French versions. |



| | |
|---|--|
| <i>Licensing Regulations</i> , s.5(3)(i.01)(vii) | Add the words “set out in Schedule 1” to s.5(3)(b) and (d) for consistency. |
| <i>Licensing Regulations</i> , s.8(2) | Correct discrepancy between English and French versions. |
| <i>Licensing Regulations</i> (heading “Schedule 1”) | Add s.5(3)(b) and (d) to heading. |
| <i>Licensing Regulations</i> , s.3, Schedule 2 | Correct wording of French version. |
| <i>Licensing Regulations</i> , Schedule 3 | Incorporate obligations to provide copy within 7 days in body of Regulations. |
| <i>Delegation of Authority Order</i> , s.2(2)(b) | Eliminate word “valid” to overcome redundancy. |
| <i>Quota Regulations</i> , s. 1 (Definition of “Marketing”) | Correct discrepancy between English and French versions |
| <i>Quota Regulations</i> , s. 1 (Definition of “Provincial Commodity Board”) | Update name of Les Éleveurs de volailles du Québec |
| <i>Quota Regulations</i> , s. 1 (Definition of “Federal Market Development Quota”) | Specify that market development licenses receive licences under the <i>Licensing Regulations</i> |
| <i>Quota Regulations</i> , s. 9 (“ <i>visé à l’annexe</i> ”) | Correct discrepancy between English and French versions |

**TRANSLATION / TRADUCTION**

March 1, 2010

Mr. Claude Janelle
Executive Director
Farm Products Council of Canada
Canada Building
344 Slater Street, 10th Floor
OTTAWA, Ontario
K1R 7Y3

Dear Mr. Janelle:

Our File: SOR/2002-22, Canadian Chicken Licensing Regulations, as modified
by SOR/2004-2 and SOR/2007-249
Your Files: 120-S2, 718-2, 1275-3, 1275-4 and 1275-5

As you know, at the request of the Chicken Farmers of Canada, a meeting was held on December 8, 2009, between their representatives, Mr. Bernhardt and myself to discuss the various regulations relating to this agency. A Council official also attended that meeting. Can you please tell me what actions will be taken on the matters discussed at this meeting?

Sincerely,

Jacques Rousseau
Counsel

c.c. Mr. John Knubley, Deputy Minister
Department of Agriculture and Agri-Food

/mh



TRANSLATION / TRADUCTION

March 16, 2010

Jacques Rousseau
Counsel
Standing Joint Committee for the
Scrutiny of Regulations
c/o The Senate
Ottawa, Ontario
K1A 0A4

Dear Mr. Rousseau:

Your Files: SOR/2002-1, Chicken Farmers of Canada Proclamation
SOR/2002-22, Canadian Chicken Licensing Regulations, amended by
SOR/2004-2 and SOR/2007-249
SOR/2002-34, Canadian Chicken Anti-Dumping Regulations
SOR/2002-35, Canadian Chicken Marketing Levies Order, amended by
SOR/2006-180 and SOR/2007-251
SOR/2002-36, Canadian Chicken Marketing Quota Regulations
SOR/2003-274, Chicken Farmers of Canada Delegation of Authority
Order

Thank you for your letters of March 1, 2010, regarding the above instruments.

I wish to inform you that we have not yet received a reply to our most recent correspondence with the Chicken Farmers of Canada (CFC) and the Standing Joint Committee for the Scrutiny of Regulations.

Since the meeting of December 8, 2009, there has been discussion at the CFC about the concerns raised by the Standing Joint Committee for the Scrutiny of Regulations. We hope the CFC will take the appropriate action quickly to close the outstanding files and if necessary we will follow up with the CFC in the coming weeks.

- 2 -



As always, we will keep you apprised of any new developments and hope you will do the same. For further information, please do not hesitate to contact me at 613-995-0682 or email me at claude.janelle@agr.gc.ca.

Sincerely,

Claude Janelle

c.c.: John Knubley, Deputy Minister
Agriculture and Agri-Food Canada

Mike Dungate, Director General
Chicken Farmers of Canada



TRANSLATION / TRADUCTION

Our files: 120-S2 / 718-2 / 1275-3, -4, -5

July 28, 2010

Mr. Jacques Rousseau
Legal Counsel
Standing Joint Committee
for the Scrutiny of Regulations
c/o The Senate of Canada
Ottawa, Ontario K1A 0A4

Dear Mr. Rousseau:

Subject: Questions regarding the Order, Proclamation and Regulations
pertaining to the Chicken Farmers of Canada

The Farm Products Council of Canada (FPCC) received your seven letters dated July 12, 2010, requesting an update on the progress made since our last correspondence in May 2010.

The FPCC recently contacted the Chicken Farmers of Canada (CFC) for an update on the concerns you raised. We hope to be able to forward their comments to you by the end of the summer.

With regard to SOR/2002-36, Canadian Chicken Marketing Quota Regulations, the FPCC recently received stamped copies from Justice Canada. They will be placed on the agenda for the next Council meeting. We will send you the copy published in the Canada Gazette as soon as it is available.

Should you have any questions, please do not hesitate to contact me by telephone at 613-995-0682 or via email at claude.janelle@agr.gc.ca. You can also contact Pierre Bigras at 613-995-8840 or via email at pierre.bigras@agr.gc.ca.

Yours sincerely,

Claude Janelle
Executive Director

c.c.: John Knuble, Deputy Minister
Agriculture and Agri-Food Canada



September 9, 2010

Mr. Marc Chamaillard
Farm Products Council of Canada
Canada Building, 10th Floor
344 Slater Street
Ottawa ON K1R 7Y3

RE: Standing Joint Committee on the Scrutiny of Regulations Update

Dear Marc,

On July 28, 2010, you asked that CFC provide FPCC with an update regarding CFC Orders, Regulations and Proclamation as identified by the Standing Joint Committee on the Scrutiny of Regulations. As indicated in Fasken Martineau's letter dated August 6, 2009 to the Standing Joint Committee (SJC), a number of suggested revisions raised are straightforward while CFC takes a different view on other points.

CFC staff and its legal counsel met with the SJC and its legal counsel in December 2009 to address the various legal issues. FPCC and Justice Canada also participated in this meeting. Although there was not agreement to all of the points raised by the SJC, a number of less contentious issues were resolved.

In response to the less contentious issues, the CFC Board of Directors approved a number of amendments in March 2010 to the *Delegation of Authority Order*, the *Canadian Chicken Licensing Regulations*, the *Canadian Chicken Marketing Levies Order*, and the *Canadian Chicken Marketing Quota Regulations*. Subsequently, CFC's legal counsel drafted the amended documents to be reviewed and blue-stamped by Justice Canada (Justice).

To date, the update on these amendments are as follows:

Canadian Chicken Marketing Quota Regulations

CFC received the blue-stamped copies of the amendments to the Quota Regulations from Justice Canada. Although CFC requested four amendments, only three were approved as the proposed amendment to the definition of marketing has not yet been approved. CFC's legal counsel is working with Justice to finalize this amendment which also needs to be amended in the Licensing Regulations and the Levies Order.

The Quota Regulations amendments have been forwarded to FPCC for approval in August and I understand they have been added to Council's next meeting.

350 rue Sparks Street
Suite/bureau 1007
Ottawa, Ontario
K1R 7S8
tel (613) 241-2800
fax (613) 241-5999

www.chicken.ca
www.poulet.ca



Delegation of Authority

The Board approved one amendment as it relates to the allotment of federal market development quota to producers where the word “valid” would be replaced with “in force” to protect against the allotment to primary processors whose licences are under suspension. Although it was suggested by Justice that we maintain the current wording, they agreed to modify the language to read “valid and in force” which is satisfactory to us and our legal counsel. Although we understand the review is complete, we have not yet received the blue-stamped copies. Once received, they will be forwarded to the Governor in Council for approval.

Levies Order

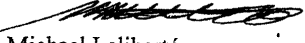
Justice has not yet completed its review.

Licensing Regulations

Justice has not yet completed its review. However, the Board of Directors approved and implemented an amendment to the Licensing Regulations in March in regards to the definition of processor. To clarify what was always intended in the regulations, the definition of processor was amended to read “means a person who is engaged in the business of processing and marketing of chicken” instead “of processing or marketing of chicken”. Since then, the SJC wrote to CFC recommending that further clarification was needed. It was suggested that the definition of processor be amended to read “means a person who is engaged in the business of processing and otherwise marketing chicken”. The CFC Board of Directors approved the amendment and CFC’s legal counsel is currently drafting the amendment to be forwarded to Justice in September.

CFC’s legal counsel will continue to work with Justice Canada to finalize the remaining amendments which will then be forwarded to FPCC for approval. CFC is also looking forward to working with the SJC to resolve all other issues.

Best regards,


Michael Laliberté
Director of Operations

C.C. Mike Dungate, Executive Director
David Wilson, Fasken Martineau
Pierre Bigras, FPCC



TRANSLATION / TRADUCTION

Our files: 120-S2 / 718-2 / 1275-3, -4, -5

October 21, 2010

Jacques Rousseau
Counsel
Standing Joint Committee for the
Scrutiny of Regulations
c/o The Senate
Ottawa, Ontario
K1A 0A4

Dear Mr. Rousseau,

Your Files: SOR/2002-36, Canadian Chicken Marketing Quota Regulations
SOR/2003-274, Chicken Farmers of Canada Delegation of Authority
Order
SOR/2002-35, Canadian Chicken Marketing Levies Order, amended by
SOR/2006-180 and SOR/2007-251
SOR/2002-22, Canadian Chicken Licensing Regulations, amended by
SOR/2004-2, SOR/2007-249 and SOR/2010-76
SOR/2002-34, Canadian Chicken Anti-Dumping Regulations
SOR/2002-1, Proclamation Amending the Chicken Farmers of
Canada Proclamation

To update you on the instruments listed above, please find attached the response from the Chicken Farmers of Canada (CFC) dated September 9, 2010.

1) SOR/2002-36 Canadian Chicken Marketing Quota Regulations

Three of the four requested amendments have been completed to date. The three amendments to the Canadian Chicken Marketing Quota Regulations were approved at the Council's meeting of September 28, 2010. They were then sent to the CFC to be enacted and registered by the Privy Council Office and published in the Canada Gazette, Part II. The other amendment to the definition of marketing will follow, and counsel for the CFC is working on it with Justice Canada. This last amendment will also modify the Canadian Chicken Licensing Regulations and the Canadian Chicken Marketing Levies Order.

- 2 -



2) SOR/2003-274 Chicken Farmers of Canada Delegation of Authority Order

Justice Canada has completed its review of the amendments to this order, and the CFC is waiting for stamped copies. Once it has received them, the CFC will forward them to the Farm Products Council of Canada (FPCC) for approval.

3) SOR/2002-35 Canadian Chicken Marketing Levies Order, amended by SOR/2006-180 and SOR/2007-251

Justice Canada is still reviewing this instrument.

4) SOR/2002-22 Canadian Chicken Licensing Regulations, amended by SOR/2004-2, SOR/2007-249 and SOR/2010-76

Counsel for the CFC has prepared drafts of the proposed amendments. The CFC is waiting for Justice Canada to complete its review of these regulations before they can be approved.

5) SOR/2002-34 Canadian Chicken Anti-Dumping Regulations
SOR/2002-1 Proclamation Amending the Chicken Farmers of Canada Proclamation

As indicated in its September 9, 2010, letter, the CFC is also working to amend these two instruments. However, given the diverging opinions on them, it might take longer than expected to finalize them. The FPCC will keep you informed of the progress of the two instruments once it receives the CFC's comments.

If you have any questions, please do not hesitate to call me at 613-995-0682 or e-mail me at claud.janelle@agr.gc.ca.

Yours sincerely,

[sgd]
Claude Janelle
Executive Director

c.c John Knuble, Deputy Minister
Agriculture and Agri-Food Canada

Laurent Pellerin, Chairman
Farm Products Council of Canada

**TRANSLATION / TRADUCTION**

March 1, 2011

Mr. Claude Janelle
Executive Director
Farm Products Council of Canada
Canada Building, 10th Floor
344 Slater Street
OTTAWA, Ontario K1R 7Y3

Dear Mr. Janelle:

Our Ref.: SOR/2002-22, Canadian Chicken Licensing Regulations, amended
by SOR/2004-2 and SOR/2007-249
Your Ref: 120-S2, 718-2, 1275-3, 1275-4 and 1275-5

This is further to your letter of October 21, 2010, informing me that draft amendments had been prepared and that CFC was “waiting for Justice Canada to finish reviewing the regulations before approving them.” Could you specify which provisions will be amended and what kind of amendments they will be? As well, I wish to inquire as to whether you are able to tell me when these amendments will be made.

Yours truly,

Jacques Rousseau
Legal Advisor

cc: John Knuble, Deputy Minister
Department of Agriculture and Agri-Food

/mh



TRANSLATION / TRADUCTION

Our files: 120-S2/718-2 /1275-1, -3, -4, -5
March 16, 2011

Mr. Jacques Rousseau
Legal Counsel
Standing Joint Committee for the
Scrutiny of Regulations
c/o The Senate
Ottawa, Ontario K1A 0A4

Dear Mr. Rousseau:

Your Ref.: SOR/2003-274, Chicken Farmers of Canada Delegation of
Authority Order
SOR/2002-35, Canadian Chicken Marketing Levies Order,
amended by SOR/2006-180 and SOR/2007-251
SOR/2002-22, Canadian Chicken Licensing Regulations, amended
by SOR/2004-2, SOR/2007-249 and
SOR/2010-76
SOR/2002-34, Canadian Chicken Anti-Dumping Regulations
SOR/2002-1, Chicken Farmers of Canada Proclamation

This is in reply to your letters of March 1, 2011, regarding the above.

Since our last correspondence in October 2010, the Farm Products Council of Canada (FPCC) has not received any new information from the Chicken Farmers of Canada (CFC). The FPCC will contact CFC again for an update.

As soon as we receive clarifications from CFC, we will provide you with the relevant information.

Feel free to contact me by telephone at 613-995-0682 or by email at claud.janelle@agr.gc.ca if you have any further questions.

Sincerely,

Claude Janelle
Executive Director

cc: John Knubley, Deputy Minister
Department of Agriculture and Agri-Food

Laurent Pellerin, Chairman
Farm Products Council of Canada

**TRANSLATION / TRADUCTION**

Our files: 120-S2/718-2/1275-1, -3, -4, -5
June 15, 2011

Mr. Jacques Rousseau
Legal Counsel
Standing Joint Committee for the
Scrutiny of Regulations
c/o The Senate
Ottawa, Ontario K1A 0A4

Dear Mr. Rousseau:

Your Ref.: SOR/2003-274, Chicken Farmers of Canada Delegation of
Authority Order
SOR/2002-35, Canadian Chicken Marketing Levies Order,
amended by SOR/2006-180 and SOR/2007-251
SOR/2002-22, Canadian Chicken Licensing Regulations,
amended by SOR/2004-2, SOR/2007-249
and SOR/2010-76
SOR/2002-34, Canadian Chicken Anti-Dumping Regulations
SOR/2002-1, Chicken Farmers of Canada Proclamation
SOR/2010-76, Regulations Amending the Canadian Chicken
Licensing Regulations

This is further to our letters of March 15 and 16, 2011, regarding the above.

Since our last correspondence in March 2011 with the Chicken Farmers of Canada (CFC), the Farm Products Council of Canada (FPCC) has not received an update. The FPCC will contact CFC again for an update.

As soon as we receive clarifications from CFC, we will provide you with the relevant information.

Feel free to contact me by telephone at 613-995-0682 or by email at claude.janelle@agr.gc.ca if you have any further questions.

Sincerely,

for Claude Janelle
Executive Director

cc: John Knuble, Deputy Minister, Department of Agriculture and Agri-Food

**TRANSLATION / TRADUCTION**

November 2, 2011

Mr. Claude Janelle
Executive Director
Farm Products Council of Canada
Canada Building, 10th Floor
344 Slater Street
OTTAWA, Ontario K1R 7Y3

Dear Mr. Janelle:

Our Ref.: SOR/2002-22, Canadian Chicken Licensing Regulations
SOR/2004-2, Regulations Amending the Canadian Chicken
Licensing Regulations
SOR/2007-249, Regulations Amending the Canadian Chicken
Licensing Regulations
Your Ref: 120-S2/718-2/1275-1,-3,-4,-5

I refer to your letter of June 15, 2011, and wish to inquire as to whether you are now able to reply to my letter of March 1, 2011. As you undoubtedly know, the Council, through Mr. Bigras, informed me on July 7 that the matter should be resolved "shortly". Could you provide a detailed update on the intentions of the Farm Products Council of Canada and the Chicken Farmers of Canada in this matter?

Yours truly,

Jacques Rousseau
Legal Advisor

cc: John Knuble, Deputy Minister
Department of Agriculture and Agri-Food

/mn



TRANSLATION / TRADUCTION

Our files: 120-S2/718-2/
1275-1, -3, -5, -5-1

December 22, 2011

Mr. Jacques Rousseau
Counsel
Standing Joint Committee
for the Scrutiny of Regulations
c/o The Senate
Ottawa, Ontario K1A 0A4

Dear Mr. Rousseau:

| | | |
|------------|-----------------------------|--|
| Your Ref.: | SOR/2003-274 SOR/2002-35 | <i>Chicken Farmers of Canada Delegation of Authority Order Canadian Chicken Marketing Levies Order, amended by SOR/2006-180 and SOR/2007-251</i> |
| | SOR/2002-22 | <i>Canadian Chicken Licensing Regulations, amended by SOR/2004-2, SOR/2007-249</i> |
| | SOR/2002-34 | <i>Canadian Chicken Anti-Dumping Regulations</i> |
| | SOR/2002-1 | <i>Chicken Farmers of Canada Proclamation</i> |
| | SOR/2010-76 | <i>Regulations Amending the Canadian Chicken Licensing Regulations</i> |
| | SOR/2002-36 | <i>Canadian Chicken Marketing Quota Regulations</i> |

I am writing in reply to your letters of September 30 and November 2, 2011, regarding the files listed above.

Given the large number of proposed amendments and the delays we have encountered with these files, we plan to schedule a meeting with the Chicken Farmers of Canada (CFC) in January to discuss the issues and go over the next steps.

We hope that this meeting will allow us to establish both an action plan to address your concerns and a reasonable time frame.

We will keep you apprised of any developments regarding these files.



-2-

If you have any further questions, please do not hesitate to contact me at 613-995-0682 or claude.janelle@agr.gc.ca.

Yours sincerely,

Claude Janelle
Executive Director

cc: Mr. John Knubley, Deputy Minister
Department of Agriculture and Agri-Food

Annexe I

**NOTE SUR LE DORS/2002-22, RÈGLEMENT SUR L'OCTROI DES PERMIS VISANT LES POULETS DU CANADA, MODIFIÉ PAR LE DORS/2004-2 ET LE DORS/2007-249**

Ce Règlement ainsi que les deux modifications mentionnées ci-dessus ont été adoptés par l'organisme dont le nom est Les Producteurs de poulet du Canada (les PPC) en vertu de pouvoirs subdélégués sous le régime de la *Loi sur les offices des produits agricoles* et de la *Proclamation visant Les Producteurs de poulet du Canada*. Comme c'est le cas pour les nombreux autres offices dont les pouvoirs réglementaires proviennent de cette source, l'agent des textes réglementaires avec lequel la correspondance est échangée est le Conseil des produits agricoles du Canada (le Conseil). Ce dernier se charge d'établir le contact avec les PPC pour fournir une réponse au Comité mixte.

La correspondance remonte, dans ce dossier, au 5 décembre 2008, date à laquelle les conseillers juridiques du Comité ont soulevé treize points. Le 6 août 2009, le conseiller juridique des PPC a répondu directement. Cette réponse concernait non seulement le *Règlement sur l'octroi des permis visant les poulets du Canada*, mais aussi tous les autres règlements adoptés par les PPC à propos desquels les conseillers du Comité avaient écrit au Conseil. Pour ce qui est du *Règlement sur l'octroi des permis visant les poulets du Canada*, les divers points sont discutés plus en détail ci-dessous. Les PPC ont aussi souhaité rencontrer les conseillers du Comité et une rencontre, à laquelle assistait un représentant du Conseil, a eu lieu le 8 décembre 2009. Entre temps, le 4 décembre 2009, le Conseil avait fait parvenir sa propre réponse sur l'ensemble des règlements en cause. La rencontre du 8 décembre 2009 a permis de résoudre toutes les divergences. Les PPC s'étaient engagés à revoir ces dossiers en tenant compte des discussions tenues lors de cette rencontre.

Le Conseil a écrit le 16 mars 2010 pour dire qu'il n'avait « pas encore reçu de réponse suite à nos dernière correspondance avec les Producteurs de poulet du Canada » mais que des discussions avaient eu lieu. Le 28 juillet 2010, le Conseil a écrit qu'il prévoyait pouvoir faire parvenir les commentaires des PPC « d'ici la fin de l'été ». Le 21 octobre 2010, le Conseil a indiqué, à propos du *Règlement sur l'octroi des permis visant les poulets du Canada*, que « le conseiller juridique des PPC a rédigé une ébauche des modifications proposées. Les PPC attendent que Justice Canada termine la révision de ces règlements afin de procéder à leur approbation ». Le 1^{er} mars 2011, les conseillers du Comité ont demandé à connaître les dispositions qui feraient l'objet de modifications et quand celles-ci seraient adoptées. Le 16 mars 2011, le Conseil répondait qu'il n'avait « pas reçu de nouvelles informations des Producteurs de poulet du Canada » depuis octobre 2010. Le 15 juin 2011, le Conseil a écrit qu'il n'avait toujours pas eu de nouvelles des PPC.



- 2 -

Le 7 juillet 2011, par un appel téléphonique, le Conseil, sans pouvoir donner de détails, indique que le dossier devrait être réglé « sous peu ». Le 9 novembre 2011, les PPC ont adopté le DORS/2011-244, apportant des modifications à quelques-unes des dispositions visées par la lettre du 5 décembre 2008. Ces modifications corrigent les problèmes soulevés aux points 2, 4, 5, 6, 7 (deuxième paragraphe), 10, 11 (en partie), 12 ainsi que 13 de cette lettre. Pour ce qui est du DORS/2011-244, un nouveau point de rédaction devrait être soulevé à propos de la nouvelle version française de l'article 3 de l'annexe 2. Cette disposition prévoit que « le poulet [...] est commercialisé [...] auprès de n'importe quel acheteur pour quelque utilisation que ce soit, sauf dans le cas où le poulet [...] relève des catégories de produits 3, 7 ou 8 et est commercialisé sur le marché interprovincial, dans un tel cas il est commercialisé [...] ». Les mots « dans un tel cas » devraient être remplacés par les mots « auquel cas ». Le reste de cette note traite des points à propos desquels les modifications apportées ne règlent pas les problèmes soulevés.

1. Article 1 (DORS/2002-22)

Le Règlement a été adopté en vertu des pouvoirs délégués aux PPC aux termes de la *Loi sur les offices des produits agricoles* et de la *Proclamation visant Les Producteurs de poulet du Canada* (la Proclamation). L'article 1 du Règlement contient des définitions, dont six reproduisent des définitions qui se trouvent déjà dans les articles 1 et 5 de la Proclamation. Il s'agit des définitions de « commercialisation », « Office de commercialisation », « poulet », « PPC », « producteur » et « Régie provinciale », cette dernière reproduisant la définition de « Régie » dans la Proclamation. L'article 16 de la *Loi d'interprétation* énonce que « des termes figurant dans les règlements d'application d'un texte ont le même sens que dans celui-ci ». Étant donné que le Règlement en est un d'application de la Proclamation, ces définitions n'ont donc pas à être répétées dans celui-ci. C'est la raison pour laquelle le Parlement a adopté l'article 16 de la *Loi d'interprétation*. Lorsqu'il a examiné le *Règlement canadien sur le contingentement de la commercialisation des poulets* (DORS/2002-36), où le même point a été soulevé, le Comité a donc suggéré de supprimer les définitions répétées dans le Règlement. Il devrait donc faire valoir la même suggestion ici aussi. De plus, il conviendrait d'utiliser, dans le Règlement, le mot « Régie » plutôt que « Régie provinciale ».

3. Article 1, définition de « producteur-transformateur » (DORS/2002-22)

Selon cette définition, il s'agit d'une personne qui, entre autres, « transforme ou commercialise le poulet ». Il n'est pas nécessaire de mentionner qu'il s'agit d'une personne qui « transforme » le poulet étant donné qu'aux termes de la définition de « commercialisation », la transformation est une activité de commercialisation. La personne qui transforme fait de la commercialisation. Une remarque semblable a été faite en ce qui concerne la définition de « transformateur ». Lors de l'adoption



du DORS/2011-244, cette définition a été modifiée afin d'y prévoir qu'il s'agit d'une personne qui s'adonne « à la transformation et à une autre activité de commercialisation du poulet ». Rédigée de cette façon, la définition n'est pas redondante. La même solution devrait prévaloir dans le cas de la définition de « producteur-transformateur ».

7. Article 5(3)i.01)(vii) (DORS/2011-244)

Parmi les documents que doit conserver le titulaire de permis, il y avait, selon cette disposition, la « déclaration vérifiable par un tiers » établissant le poids sec et les catégories de produit pour tout poulet. Les conseillers ont demandé ce qu'il faut entendre par une « déclaration vérifiable par un tiers ».

Cette disposition a été modifiée lors de l'adoption du DORS/2011-244. Depuis, le titulaire doit conserver :

(vii) pour tout poulet mentionné à l'article 2 du formulaire d'engagement d'expansion du marché et qui a été commercialisé en vertu d'un permis, une déclaration, dont un tiers peut vérifier l'exactitude, établissant le poids sec et les catégories de produit conformément à l'article 1 de l'annexe 2;

Le problème perdure. La question devrait peut-être être posée plus concrètement : quelle est la différence entre une déclaration établissant le poids sec d'un produit et une déclaration, dont un tiers peut vérifier l'exactitude, établissant le poids sec d'un produit?

8. Article 8(1) (DORS/2004-2)

Cette disposition ne fait pas la distinction entre les raisons pour lesquelles un permis pourrait être suspendu ou annulé. Il en résulte que si un titulaire de permis ne s'est pas conformé aux conditions de son permis, les PPC ont le pouvoir discrétionnaire de décider soit de suspendre son permis, soit de l'annuler, soit de ne rien faire. Cette situation pourrait mener à un traitement discriminatoire des titulaires de permis. Les conseillers du Comité ont suggéré qu'il conviendrait de faire la distinction entre les raisons de suspendre un permis et celles de l'annuler. C'est un commentaire que le Comité a souvent formulé à l'égard de divers règlements fédéraux et qui a mené à des modifications.

Les PPC ont répondu que le Règlement ne fait pas de distinction parce que ce ne serait pas pratique. Ils écrivent aussi que la décision doit être prise en tenant compte des principes généraux du droit administratif et citent une décision judiciaire portant sur l'interprétation de lois concernant les organismes



- 4 -

administratifs. La pertinence de cette décision n'est pas évidente. Dans le cas qui nous occupe, il ne s'agit pas d'interpréter l'article 8(1) du Règlement, qui permet clairement aux PPC de décider, par exemple si trois personnes n'ont pas respecté la même condition de leur permis, de suspendre le permis de l'une d'elles, d'annuler celui d'une autre et de rien faire pour ce qui est de la troisième. Cela enfreint le dixième critère d'examen du Comité qui consiste à vérifier si un règlement «assujetti indûment les droits et libertés de la personne au pouvoir discrétionnaire de l'Administration». Le fait que la personne qui est assujettie à ce pouvoir discrétionnaire peut se lancer dans une bataille judiciaire pour obtenir justice n'a jamais été une raison pour que le Comité renonce à obtenir la correction d'une situation comme celle que crée le pouvoir discrétionnaire prévu à l'article 8(1) du Règlement.

Plusieurs règlements ont été modifiés à la suite des commentaires du Comité afin de faire la distinction entre les cas où le permis sera suspendu et celui où il sera annulé. Par exemple, en cas de défaut de se conformer à une condition du permis, plusieurs règlements prévoient que le permis est suspendu et que le détenteur dispose d'une période de temps pour se conformer. À défaut de le faire dans le délai fixé, son permis est annulé.

Il convient de rappeler que le simple fait de préciser les raisons pour lesquelles un permis «peut» être suspendu et celles pour lesquelles il «peut» être annulé ne règle pas tout. Par exemple, si un règlement prévoit qu'un permis peut être annulé si le titulaire contrevient au règlement, cela confère toujours un pouvoir discrétionnaire d'annuler ou non le permis du titulaire dans ces circonstances, sans que le critère utilisé pour prendre une décision soit inscrit dans le règlement. Règle générale, un règlement devrait spécifier, par exemple, que si un titulaire contrevient au règlement, le ministre (ou, dans le cas du *Règlement sur l'octroi des permis visant les poulets du Canada*, les PPC) «annule» le permis.

9. Articles 8(1), (1.2) (2) (DORS/2004-2)

Comme dans le cas précédent, ces dispositions comportent des pouvoirs discrétionnaires que les PPC peuvent exercer à l'égard des demandeurs ou des titulaires de permis. Par exemple, en cas de non respect des conditions de permis, les PPC «peuvent», en vertu de l'article 8(1), annuler ce permis. De la même manière, ils «peuvent» refuser, aux termes de l'article 8(2), de délivrer un permis à un demandeur si, par exemple, une personne morale affiliée à celui-ci ne s'est pas conformée aux conditions d'un permis délivré conformément au Règlement. Le pouvoir discrétionnaire des PPC leur permet de décider soit d'annuler le permis, soit de ne pas annuler ce permis; soit de refuser de délivrer un permis, soit de ne pas refuser de le délivrer. Aucun critère ne vient baliser ces pouvoirs discrétionnaires.



- 5 -

Les PPC donnent la même réponse qu'au point précédent, ce qui n'est pas davantage satisfaisant. Ces pouvoirs discrétionnaires devraient être supprimés lorsqu'ils ne sont pas nécessaires et, lorsqu'ils le sont, leur exercice devrait être balisé.

11. Annexe 1 (DORS/2007-249)

L'article 5(3)d) du Règlement renvoie au formulaire qui se trouve à l'annexe 1. Il faudrait donc ajouter cet article dans la mention suivant le titre « ANNEXE 1 ».

Le 9 décembre 2011
JR/mn

STANDING JOINT COMMITTEE
FOR
THE SCRUTINY OF REGULATIONS

c/o THE SENATE, OTTAWA K1A 0A4
TEL: 995-0751
FAX: 943-2109



CANADA

COMITÉ MIXTE PERMANENT
D'EXAMEN DE LA RÉGLEMENTATION

a/s LE SÉNAT, OTTAWA K1A 0A4
TEL: 995-0751
TÉLÉCOPIEUR: 943 2109



Le 5 décembre 2008

Monsieur Claude Janelle
Directeur exécutif
Conseil national des produits agricoles
Édifce Canada, 10^e étage
344, rue Slater
OTTAWA (Ontario) K1R 7Y3

Monsieur,

N/Réf.: DORS/2002-22, Règlement sur l'octroi des permis visant les
poulets du Canada, modifié par les
DORS/2004-2 et DORS/2007-249

J'ai examiné les textes mentionnés ci-dessus avant leur étude par le
Comité mixte et je note ceci :

1. Article 1 (DORS/2002-22)

Le Règlement a été adopté en vertu des pouvoirs délégués aux
Producteurs de poulets du Canada aux termes de la *Loi sur les offices des produits
agricoles* et de la *Proclamation visant Les Producteurs de poulet du Canada* (la
Proclamation). L'article 1 contient des définitions, dont six reproduisent des
définitions qui se trouvent déjà dans les articles 1 et 5 de la Proclamation. Il
s'agit des définitions de «commercialisation», «Office de commercialisation»,
«poulet», «PPC», «producteur» et «Régie provinciale», cette dernière
reproduisant la définition de «Régie» dans la Proclamation. Comme vous le
savez, l'article 16 de la *Loi d'interprétation* énonce que «les termes figurant dans
les règlements d'application d'un texte ont le même sens que dans celui-ci». Étant
donné que le Règlement en est un d'application de la Proclamation, ces
définitions n'ont donc pas à être répétées dans celui-ci. C'est la raison pour
laquelle le Parlement a adopté l'article 16 de la *Loi d'interprétation*. Il conviendrait
donc de supprimer les définitions mentionnées ci-dessus et d'utiliser, dans le
Règlement, le mot «Régie» plutôt que «Régie provinciale».



2. Article 1, définition de «commercialisation», version française
(DORS/2002-22)

Il y a une divergence entre les versions française et anglaise de cette définition. On a recours, dans la première, à une énumération qui n'est pas exhaustive («includ»), et, dans la deuxième, à une énumération exhaustive («means»). Tout comme le fait le plan de commercialisation mis en place par la *Proclamation visant les Producteurs de poulet du Canada*, cette définition énumère toutes les activités mentionnées dans la définition de «commercialisation» contenue dans l'article 1 de la *Loi sur les Offices des produits agricoles*. Elle est donc nécessairement exhaustive. Il me semble donc que la version française utilise le mot «includ» de façon inadéquate. Évidemment, compte tenu de ce que j'ai écrit au point 1 concernant la définition de «commercialisation», la suppression de celle-ci réglera ce problème pour ce qui est du Règlement.

3. Article 1, définition de «producteur-transformateur» (DORS/2002-22)

Selon cette définition, il s'agit d'une personne qui, entre autres, «transforme ou commercialise le poulet». Je ne vois pas la nécessité de mentionner qu'il s'agit d'une personne qui «transforme» le poulet étant donné qu'aux termes de la définition de «commercialisation», la transformation est une activité de commercialisation. La personne qui transforme fait de la commercialisation. Il suffit donc de dire qu'il s'agit d'une personne qui commercialise le poulet.

4. Article 1, définition de «transformateur» (DORS/2002-22)

Cette définition énonce que le transformateur est une personne qui s'adonne «à la transformation ou à la commercialisation du poulet». Encore une fois, puisque la transformation constitue de la commercialisation aux termes de la définition de cette dernière activité, la personne qui fait de la transformation fait nécessairement de la commercialisation. Il suffit donc de mentionner la commercialisation.

5. Article 4(4) (DORS/2002-22)

Cette disposition prévoit ceci :

(4) Si le titulaire ne se conforme pas pendant la durée de validité du permis, à l'une des conditions prévues aux paragraphes 5(1) ou (3) visant le poulet commercialisé aux termes du permis, il continue d'être assujéti à cette condition après l'expiration du permis.

Je me pose plusieurs questions à propos de cet article. La première concerne l'activité de commercialisation que pourrait poursuivre le titulaire



après l'expiration de son permis. Par exemple, l'article 5(1)e) du Règlement énonce que le titulaire «ne peut se livrer sciemment à la commercialisation des poulets vivants sur le marché interprovincial ou d'exportation qu'avec des personnes titulaires d'un permis délivré en vertu du présent règlement». Puisque le permis du titulaire est expiré, quel est le but de lui imposer l'obligation de ne se livrer à la commercialisation des poulets qu'avec des personnes titulaires d'un permis délivré en vertu du Règlement? N'ayant plus de permis, l'ancien titulaire ne peut de toute façon commercialiser du poulet. Il me semble, à tout le moins, que l'article 4(4) aurait besoin d'être plus précis quant aux conditions que doit respecter le titulaire dont le permis est expiré. Ce peut-il qu'il y ait lieu de lui imposer le respect de conditions qui viseraient par exemple à l'obliger à faire rapport des activités qu'il a menées avant l'expiration de son permis?

Deuxièmement, pourquoi le titulaire d'un permis expiré serait-il obligé de respecter seulement les conditions de permis auxquelles il a contrevenu? Il me semble que c'est ce qu'implique le texte de l'article 4(4). Encore une fois, ce peut-il que le but recherché soit simplement d'obliger l'ancien titulaire à faire rapport des activités qu'il a menées avant l'expiration de son permis?

Troisièmement, si une condition continue de s'appliquer au titulaire après l'expiration de son permis, quand cette condition cesse-t-elle de s'appliquer?

Finalement, au cas où le texte de cette disposition demeurerait le même, je me permets de suggérer, à propos de la version française de l'article 4(4), qu'il conviendrait de mettre une virgule après les mots «si le titulaire ne se conforme pas».

6. Article 5(1)b), version française (DORS/2002-22)

Cette disposition prévoit que le titulaire de permis doit respecter la condition suivante :

b) il doit fournir aux PPC, dans les sept jours suivant la réception du document indiquant le contingent qui lui a été alloué ou le nombre de poulets qui lui est autorisé par ailleurs à produire au nom des PPC par l'Office de commercialisation de la province dans laquelle sont situées ses installations de production agréées, une copie de ce document[.]

J'ai deux suggestions à faire quant à sa rédaction. D'abord, cette disposition omet de préciser, comme le fait la version anglaise, qu'il s'agit du document «délivré» au nom des PPC. De plus, les mots «qui lui est autorisé» devraient être



- 4 -

remplacés par «qu'il est autorisé». Le libellé de cette disposition pourrait être revu. Je me permets de suggérer qu'il gagnerait en clarté s'il était formulé ainsi :

b) il doit fournir aux PCC, dans les sept jours suivant la réception du document indiquant le contingent qui lui a été alloué ou le nombre de poulets qu'il est autorisé par ailleurs à produire, délivré au nom des PPC par l'Office de commercialisation de la province dans laquelle sont situées ses installations de production agréées, une copie de ce document[.]

7. Article 5(3)i.01)(vii) (DORS/2007-249)

Parmi les documents que doit conserver le titulaire de permis, il y a, selon cette disposition, la «déclaration vérifiable par un tiers» établissant le poids sec et les catégories de produit pour tout poulet. Qu'entend-t-on par une déclaration vérifiable par un tiers?

De plus, il n'est pas nécessaire de préciser, en parlant du formulaire d'engagement d'expansion du marché, que c'est celui «figurant à l'annexe 1». Il y a, à l'article 1 du Règlement, une définition de ce formulaire qui énonce qu'il s'agit du «formulaire établi à l'annexe 1». Il conviendrait de supprimer les mots «figurant à l'annexe 1» ou de faire la même précision aux articles 5(3)b) et d) du Règlement.

8. Article 8(1) (DORS/2004-2)

Cette disposition ne fait pas la distinction entre les raisons pour lesquelles un permis pourrait être suspendu ou annulé. Il en résulte que si un titulaire de permis ne s'est pas conformé aux conditions de son permis, Les Producteurs de poulet du Canada (PPC) ont le pouvoir discrétionnaire de décider soit de suspendre son permis, soit de l'annuler. Cette situation pourrait mener à un traitement discriminatoire des titulaires de permis. Il conviendrait de faire la distinction entre les raisons de suspendre un permis et celles de l'annuler.

9. Articles 8(1), (1.2) (2) (DORS/2004-2)

En cas de non respect des conditions de permis, par exemple, les PPC «peuvent», en vertu de l'article 8(1), annuler ce permis. De la même manière, ils «peuvent» refuser, aux termes de l'article 8(2), de délivrer un permis à un demandeur si, par exemple, une personne morale affiliée à celui-ci ne s'est pas conformée aux conditions d'un permis délivré conformément au Règlement. Le pouvoir discrétionnaire des PPC leur permet de décider soit d'annuler le permis, soit de ne pas annuler ce permis; soit de refuser de délivrer un permis, soit de ne pas refuser de le délivrer. La même remarque vaut à l'égard des



autres pouvoirs dont il est question dans ces articles. Aucun critère ne vient baliser le pouvoir discrétionnaire de décider, par exemple, d'annuler ou de ne pas annuler un permis parce que son titulaire n'en a pas respecté les conditions. Comme au point précédent, cela pourrait mener à un traitement discriminatoire des titulaires. Il conviendrait de spécifier dans le Règlement les critères devant guider les PPC.

10. Article 8(2), version anglaise (DORS/2004-2)

Les mots «associate» et «affiliated body» utilisés dans la version anglaise sont rendus dans la version française par «personne ayant un lien» et «personne morale affiliée». Les mots «associate», «affiliated body», «lien» et «personne morale ayant un lien» sont définis à l'article 1 du Règlement. Par contre, il n'y a rien dans la version française pour rendre les mots «or any person related to the applicant»; compte tenu du contexte, je pense que ces mots ne sont pas utiles et devraient être supprimés de la version anglaise.

11. Annexe 1 (DORS/2007-249)

Dans la mention suivant le titre «ANNEXE 1», il faudrait aussi mentionner les articles 5(3)b) et d).

12. Annexe 2, article 3, version française (DORS/2002-22)

Dans cette disposition, les deux mots soulignés, ainsi que la virgule après les mots «que ce soit», devraient être ajoutés :

3. Le poulet ou son équivalent en poids vif doit être commercialisé sur le marché interprovincial ou d'exportation auprès de n'importe quel acheteur pour quelque utilisation finale que ce soit, sauf que si le poulet ou son équivalent en poids vif relève des catégories de produits 3, 7 ou 8 et est commercialisé sur le marché interprovincial, il doit être commercialisé auprès de personnes qui détiennent chacune une lettre de confirmation quant au volume visé par la politique d'expansion du marché délivré par le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international et pour une ou plusieurs utilisations finales visées dans les lettres.

13. Annexe 3 (DORS/2002-22)

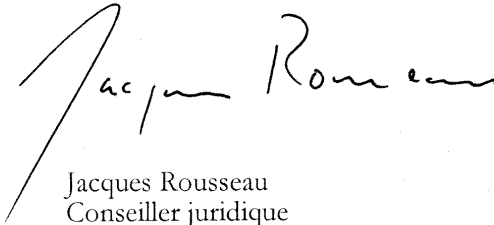
Au bas de la déclaration contenue dans cette annexe, on impose une obligation au transformateur primaire de présenter des copies du formulaire, dans les sept jours de sa signature, à différents organismes et au transformateur réclamant le produit. Il me semble qu'il conviendrait qu'une obligation de cette

- 6 -



nature soit imposée dans le Règlement lui-même, quitte à la répéter dans le formulaire.

J'attends vos commentaires et vous prie de croire à mes sentiments dévoués.


Jacques Rousseau
Conseiller juridique

c.c. Madame Yaprak Baltacioglu, Sous-ministre
Ministère de l'Agriculture et Agro-alimentaire

/mn

**TRANSLATION / TRADUCTION**

Le 6 août 2009
Dossier n° : 2702223.00001

Jacques Rousseau
Avocat
Comité mixte permanent
d'examen de la réglementation
a/s du Sénat
Ottawa, Ontario K1A 0A4

Monsieur,

Objet : Vos dossiers :

| | |
|----------------|--|
| DORS/2002-1, | Proclamation modifiant la Proclamation visant les Producteurs de poulet du Canada |
| DORS/2002-22, | Règlement sur l'octroi des permis visant les poulets du Canada, modifié par DORS/2004-2 et DORS/2007-249 |
| DORS/2002-34, | Règlement antidumping sur les poulets du Canada |
| DORS/2002-35, | Ordonnance sur les redevances à payer pour la commercialisation des poulets au Canada, modifiée par DORS/2006-180 et DORS/2007-251 |
| DORS/2003-274, | Ordonnance visant la délégation de pouvoirs par l'office appelé les Producteurs de poulet du Canada |

Les Producteurs de poulet du Canada (« PPC ») nous ont priés de répondre à une série de questions soulevées au nom du Comité mixte permanent d'examen de la réglementation (le « Comité ») relativement à divers textes réglementaires adoptés par les PPC ou les concernant, notamment *la Proclamation visant les PPC, l'Ordonnances sur les redevances à payer pour la commercialisation des poulets au Canada, le Règlement sur l'octroi des permis visant les poulets du Canada, le Règlement antidumping sur les poulets du Canada et l'Ordonnance visant la délégation de pouvoirs par l'office appelé les Producteurs de poulet du Canada.*

Certaines des observations et des révisions proposées au nom du Comité sont transparentes et explicites et peuvent aisément être traitées à l'occasion des révisions successives des textes réglementaires. Une liste de ces points est annexée à la présente lettre. À l'égard de certains autres points, toutefois, nous faisons remarquer en toute déférence que nous voyons la *Loi* sous un autre jour



- 2 -

et sommes d'avis que les dispositions en cause n'ont pas besoin de révision. La présente lettre vise principalement les affaires pour lesquelles une divergence d'opinions est apparente.

Nous estimons que pour résoudre ces questions de façon responsable, et en temps opportun, une rencontre, fixée à votre meilleure convenance, serait utile.

Proclamation visant les PPC – Article 12.1 (dettes à payer aux PPC)

Contexte : L'article 12.1 de la Proclamation visant les PPC porte que « les droits d'attribution de permis, les redevances ou les frais prévus par ordonnance ou règlement des PPC deviennent des dettes à payer aux PPC au moment prescrit par ordonnance ou règlement ».

L'article 36 de la *Loi sur les offices des produits agricoles* (la « *Loi* ») stipule que les frais de licence, prélèvements et taxes éventuellement payables à un office aux termes d'un plan de commercialisation... et « non acquittés à l'échéance fixée par le plan », constituent des créances de l'office dont le recouvrement peut être poursuivi [devant les tribunaux].

Question en litige : On prétend qu'aucune instance n'est habilitée à exercer la délégation, prévue à l'article 12.1 de la Proclamation visant les PPC, du pouvoir de fixer le moment du paiement des redevances conformément à l'article 36 de la *Loi* régissant l'établissement du délai de paiement dans le plan de commercialisation.

Nos observations : Notre opinion sur cette question est influencée à la fois par une jurisprudence bien établie en matière de subdélégation de pouvoirs et par le libellé de la *Loi*, évalués en contexte. L'affaire *Peralta c. Ontario*, [1985] O.J. n° 2304 (C.A.), confirmé par 1988 CanLII 28 (C.S.C.), laquelle concernait une délégation absolue, par le gouverneur en conseil au ministre ontarien des Ressources naturelles, du pouvoir d'établir les contingents de pêche et d'octroyer des permis, a fait jurisprudence. En confirmant la délégation, la cour a appliqué le principe de la « nécessité administrative » qui tient compte des caractéristiques de l'autorité qui délègue (à savoir le gouverneur en conseil). La Cour a fait remarquer que :

[TRADUCTION]

Lorsque les tribunaux ont tenté d'établir si la délégation des pouvoirs ministériels était voulue, un poids considérable a été accordé à la « nécessité administrative » à savoir qu'on ne pouvait raisonnablement s'attendre à ce que le ministre (dans ce cas le gouverneur en conseil) exerce tous les pouvoirs administratifs qui



- 3 -

lui sont conférés. De plus, dans de tels cas, l'aptitude du délégataire a contribué à déterminer si une telle délégation était voulue et légale : voir Lanham : "Delegation and the Alter Ego Principle", 100, L.Q.R. 587 (1984).

La cour a cité, avec approbation, la proposition selon laquelle, lorsqu'un représentant d'un organe exécutif tel que le gouverneur en conseil intervient, [TRADUCTION] « la règle prima facie établissant que le *délégué ne peut pas déléguer* peut aisément, tout comme les principes sur lesquels elle se fonde, donner prise à une intention contraire ».

À l'égard du régime ordonné de commercialisation du poulet, l'affaire *Peralta* a été citée avec approbation dans *Pelland*, conformément à ce qui suit.

En appliquant ce raisonnement, il faut déterminer si on peut attribuer au Parlement l'intention d'exiger que le gouverneur en conseil soit tenu de préciser, dans le Plan, l'échéance précise du paiement des redevances établies par un office de commercialisation comme les PPC. Nous faisons respectueusement remarquer qu'il s'agirait là d'une interprétation abusivement étroite et peu commode de l'étendue des pouvoirs du gouverneur en conseil. Le délai de paiement des redevances est précisément le genre de détails que peuvent établir les PPC dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont délégués en vertu de la *Loi* et de la Proclamation, conformément à la jurisprudence établie. Il ne faut pas oublier qu'il existe différents types de redevances tout comme il existe différents types d'offices de commercialisation. Un délai applicable dans un secteur d'activité pour une catégorie de redevance peut être inapplicable dans un autre secteur ou pour une autre catégorie de redevance.

Notre opinion à cet égard est confirmée par l'alinéa 22(1)f) de la *Loi* qui octroie à un office le pouvoir « prendre les ordonnances et règlements qu'il considère nécessaires à l'exécution du plan de commercialisation qu'il est habilité à mettre en œuvre » (souligné par nos soins).

Le juge en chef Laskin a commenté l'importance de cette disposition dans le Renvoi relatif à la Loi sur l'organisation du marché des produits agricoles, [1978] 2 R.C.S. 1178, 1270 (« Renvoi sur le contingentement des œufs » ou « Renvoi sur les œufs »). S'exprimant au nom du tribunal sur ces questions, il a examiné la plaidoirie des appelants alléguant que la Proclamation visant les Producteurs de poulet du Canada dans son ensemble « viole le principe de l'arrêt *Brant Dairy* en ce que la proclamation n'énonce pas toutes les modalités du plan que doit exécuter l'OCCO, mais redélegue plutôt à l'OCCO le pouvoir de donner effet à certaines modalités par ses propres règlements et



- 4 -

ordonnances ». En rejetant ce raisonnement, le juge en chef Laskin a déclaré ce qui suit :

Cet argument repose sur une distinction entre l'énonciation des modalités et leur exécution, qui ne me paraît pas défendable lorsque l'on considère les autres dispositions de la Loi. Les appelants voudraient que le mot «exécuter» se rapporte à une application purement administrative de modalités connues, que l'on retrouverait toutes dans le plan. C'est, à mon avis, une interprétation trop étroite. Le *Shorter Oxford Dictionary* (3^e éd. 1947, p. 967) donne du mot «*implement*» (exécuter) une définition qui comprend [TRADUCTION] «compléter, supplémenter». L'alinéa 23(1)*b*) de la Loi autorise un office (sous réserve de la proclamation qui l'a établi ou de toute proclamation ultérieure qui modifie ses pouvoirs) à exécuter un plan de commercialisation dont les modalités sont énoncées dans une proclamation et l'al. 23(1)*f*) autorise expressément l'office à faire ce que l'OCCO a fait ici. Cette disposition se lit pour partie ainsi:

f) lorsqu'il a le pouvoir d'exécuter un plan de commercialisation, prendre les ordonnances et règlements qu'il considère nécessaires à ce propos,...

Je suis donc d'avis que la législation elle-même surmonte toute difficulté qui, en l'absence de telles dispositions, mettrait en jeu le principe de l'arrêt *Brant Dairy*.

Tel que discuté plus avant dans la suite, le Renvoi sur le contingentement des œufs a été confirmé par la Cour suprême du Canada dans l'affaire *Pelland*.

En bref, nous sommes d'avis qu'il n'y a aucune incompatibilité entre l'article 12.1 de la Proclamation et l'article 36 de la *Loi*.

Ordonnance sur les redevances – articles 7, 11.1(1) et 11.2(1)

Il découle de la discussion précédente que, dans la formulation même du juge en chef Laskin, la *Loi* elle-même surmonte toute difficulté quant à la validité des articles 7, 11.1(1) et 11.2(1) de l'ordonnance sur les redevances.



- 5 -

Ordonnances sur les redevances – articles 4 et 5 (redevances imposées pour le dépassement des contingents ou l'inobservation des conditions d'octroi du permis)

Contexte : Lorsque des producteurs ou des transformateurs engagés dans la commercialisation du poulet manquent à leur obligation de respecter les contingents et les conditions d'octroi du permis, par exemple en outrepassant les contingents établis ou en ne respectant pas la période d'engagement pour l'expansion du marché, ces manquements compromettent le régime ordonné de commercialisation et le marché du produit réglementé. Pour atténuer ces effets préjudiciables que l'on peut attribuer à une offre excédentaire ou mal synchronisée, les PPC utilisent ces redevances afin de mettre sur pied des activités promotionnelles spéciales destinées à relancer la consommation. Ces activités sont financées à même un fonds de publicité qui est lui-même alimenté, conformément aux articles 4 et 5 des ordonnances sur les redevances, de façon totalement indépendante du budget général des PPC. Cette stratégie, privilégiée depuis de nombreuses années par les producteurs et les intervenants de l'industrie représentés au Conseil des PPC, est d'une importance cruciale pour l'intégrité du régime ordonné de commercialisation du poulet.

Question en litige : Certains estiment que ces dispositions sont des sanctions plutôt que des redevances et se sont demandé si elles étaient assorties d'un pouvoir réglementaire. On a fait remarquer que l'alinéa 37(1)c) de la *Loi* établit une infraction (punissable d'amende) pour des activités de mise en marché qui outrepassent le contingent établi.

Nos observations : Une fois encore, le raisonnement dans le Renvoi sur le contingentement des œufs est instructif sur cette question. Dans cette affaire et dans la ligne de la contestation systématique du régime fédéral-provincial intégré de commercialisation du poulet, les appelants se sont opposés à ce qu'ils ont qualifié de « redevance punitive » de l'Office de commercialisation des œufs de l'Ontario. Cette redevance a été imposée conformément au pouvoir délégué en vertu de la *Loi sur la commercialisation des produits agricoles* pour sanctionner la vente d'un volume d'œufs dépassant les contingents de commercialisation alloués en vertu du plan. Le juge en chef Laskin a estimé que cette soi-disant redevance punitive était *intra vires* alléguant ce qui suit : « Je n'estime pas que cela outrepassse les pouvoirs rattachés à la mise en œuvre du régime ». Ses observations font écho aux conclusions dans la même affaire du juge MacKinnon de la Cour d'appel de l'Ontario lequel a statué comme suit (dans CanLII 1977 OCA 46, paragraphes 73-74) :



- 6 -

[TRADUCTION]

Il est précisé que l'article 3 impose une pénalité pour surproduction et qu'aucun fondé de pouvoir n'a été désigné dans la *Loi* pour l'imposition d'une redevance punitive.

La législation autorise l'office à prendre des ordonnances pour « fixer, imposer et percevoir des redevances » et à répartir à ces fins les personnes engagées dans la commercialisation des œufs en groupe. Il s'ensuit que la législation autorise l'imposition de ces redevances et que leur caractérisation comme « punitives » ne change en rien leur nature aux fins du présent renvoi. L'article est régi par le Décret relatif aux œufs de l'Ontario et par la législation habilitante.

Plus récemment dans *Dunn-Rite Food Products Ltd. c. Canada (Procureur général)*, 2007 CF 218, confirmé par 2008 CAF 74, un transformateur a voulu contester la validité des redevances imposées par les PPC à un transformateur qui avait omis de respecter la période d'engagement pour l'expansion du marché. Le juge Phelan a renvoyé à la redevance, comme étant l'équivalent, dans les faits, d'une amende ou d'une pénalité. Néanmoins, en s'alignant sur le raisonnement du juge en chef Laskin et du juge MacKinnon dans le Renvoi sur les œufs, il a maintenu l'évaluation de la redevance. La décision du juge Phelan a été confirmée par la Cour d'appel fédérale sans que ce point ait été abordé.

Nous estimons que les redevances en question font incontestablement partie des pouvoirs dont dispose le PPC pour appliquer le régime.

Proclamation – article 9 (délégation de fonctions aux offices provinciaux)

Contexte : L'article 17 de la *Loi* autorise le gouverneur en conseil à préciser tout pouvoir prévu à l'article 22 qui n'est pas conféré à l'office.

Le paragraphe 22(3) de la *Loi* porte que « l'office peut, avec l'approbation du gouverneur en conseil, autoriser un organisme ... à remplir, en son nom, toute fonction qui lui est attribuée en matière de commerce interprovincial ou d'exportation de ce produit [réglementé] ».

L'article 9 de la Proclamation stipule : « S'il y a délégation de pouvoirs conformément au paragraphe 22(3) de la *Loi*, les PPC prescrivent, par ordonnance, la fonction qui doit être exercée en leur nom et, s'il y a lieu, les limites imposées à la Régie ou à l'Office de commercialisation dans l'exercice de cette fonction ».



- 7 -

Question en litige : Il semblerait que le gouverneur en conseil n'a pas le pouvoir de prescrire aux PPC la façon d'exercer les pouvoirs qui leur sont conférés et que, par conséquent, l'article 9 de la Proclamation outrepassa les pouvoirs du gouverneur en conseil.

Nos observations : La question doit être évaluée à la lumière de l'arrêt dans l'affaire *Fédération des producteurs de volailles du Québec c. Pelland*, 205 CSC 20, lequel a maintenu la délégation de pouvoirs octroyée aux PPC en vertu du paragraphe 22(3) de la *Loi* et estimé que les PPC s'étaient conformés aux exigences de l'article 9 de la Proclamation. La décision abordait la question sous l'angle du pouvoir constitutionnel et du pouvoir législatif.

Dans *Pelland*, l'appelant a contesté une des dispositions de la Délégation de pouvoirs aux PPC (prédécesseur de l'Ordonnance visant la délégation de pouvoirs) établissant qu'en administrant les contingents fédéraux, l'office de commercialisation d'une province doit, conformément à la réglementation fédérale, appliquer les règles qui sont, le cas échéant, en vigueur dans la province en cause et applicables à l'attribution et à l'administration des contingents provinciaux. Il prétendait que seul le Parlement peut incorporer par renvoi les dispositions législatives d'une province et qu'il doit le faire de manière expresse. Puisque le paragraphe 22(3) de la *Loi* ne prévoit pas expressément l'incorporation par renvoi, l'appelant a prétendu que les PCC n'étaient pas habilités à incorporer par renvoi les lois provinciales. La juge Abella a fait valoir que la délégation de pouvoirs satisfaisait tant à la lettre qu'à l'esprit du paragraphe 22(3) de la *Loi*. Elle a ajouté que la délégation satisfaisait à l'obligation imposée aux PPC par l'article 9 de la Proclamation de « prescrire la fonction qui doit être exercée en leur nom » par la Fédération et par d'autres offices provinciaux.

En se reportant à l'article 9 de la Proclamation, la cour n'a, du point de vue de la subdélégation, exprimé aucune préoccupation à l'endroit de cette disposition particulière ou d'autres dispositions du régime. Au contraire, la juge Abella a laissé entendre que les arguments de l'appelant avaient été « étouffés » par un courant jurisprudentiel digne de considération incluant *Peralta* et le Renvoi sur les œufs. Pour ce qui est du Renvoi sur les œufs, la juge Abella a tiré les conclusions suivantes, pertinentes pour les questions de subdélégation qui ont été soulevées au nom du Comité mixte permanent :

Fait intéressant, l'argument invoqué par M. Pelland avait également été soulevé dans le *Renvoi sur les œufs*. En effet, on avait soutenu que seul le Parlement pouvait incorporer par renvoi des dispositions législatives provinciales. Il serait inconstitutionnel pour le gouverneur en conseil de le faire. Le juge en chef Laskin,



- 8 -

après avoir examiné assez longuement la délégation administrative et l'incorporation par renvoi, a formulé la conclusion suivante à laquelle a souscrit le juge Pigeon :

Parmi les prétentions des appelants, que reflètent leur factum et leur plaidoirie orale, se trouve l'allégation selon laquelle le droit constitutionnel exige que, lors d'une délégation de pouvoirs, des normes soient fixées par le Parlement ou que, lorsqu'il s'agit d'une délégation en profondeur, comme c'est le cas ici, c'est-à-dire au moyen de décrets que le gouverneur général est autorisé à passer, ces décrets établissent des normes et n'en abandonnent pas la détermination, par une redélégation globale, aux offices provinciaux ni adoptent, comme le prévoit le par. 2(1), les diverses normes provinciales à des fins fédérales. Je ne crois pas que cette Cour soit justifiée d'imposer de telles limites constitutionnelles aux délégations de pouvoirs. La question des délégations en profondeur a fait l'objet de l'arrêt rendu par cette Cour dans le *Renvoi sur les règlements (produits chimiques) en vertu de la Loi des mesures de guerre* [[1943] R.C.S. 1], et je n'en limiterai pas la portée à la législation en cas d'urgence. Le principe exprimé et appliqué par cette Cour dans l'arrêt [*Brant Dairy Co. v. Milk Commission of Ontario*, [1973] R.C.S. 131] (étudié plus loin à propos de la question 2) assure un contrôle suffisant sur le terrain du droit administratif et je ne vois pas de raison pour l'ériger en impératif constitutionnel.

En résumé l'arrêt *Pelland* confirme la validité de l'article 9 de la Proclamation, particulièrement quand cet article est évalué dans le contexte de la *Loi* et des principes régissant la subdélégation. Pour que le pouvoir conféré en vertu du paragraphe 22(3) de la *Loi* ait un sens, le gouverneur en conseil doit lui-même disposer du pouvoir d'imposer des conditions telles que celles qui sont énoncées à l'article 9.

Proclamation – article 5 (définition ambulatoire de l'expression « entente opérationnelle »)

Contexte : L'expression « entente opérationnelle » est définie ainsi : « l'Annexe B de l'Accord fédéral-provincial sur le poulet avec ses modifications successives ».

Question en litige : Certains estiment que le renvoi ambulatoire à l'entente opérationnelle est une subdélégation illégale, aux parties à l'entente opérationnelle, des pouvoirs du gouverneur en conseil « d'énoncer les



- 9 -

modalités du plan de commercialisation que l'office est habilité à mettre en œuvre ».

Nos observations : À notre avis le raisonnement dans *Pelland* cité ci-dessus est déterminant. La juge Abella a expressément repris à son compte l'idée que le gouverneur en conseil pourrait approuver une délégation de pouvoirs dans le cadre de laquelle les PPC incorporeraient par renvoi les lois administrées par les offices provinciaux, faisant valoir que :

Si l'on applique les principes régissant la délégation administrative au programme de commercialisation du poulet, il était loisible à l'office fédéral — les PPC — d'incorporer par renvoi la législation provinciale en vertu de la Délégation de pouvoirs. Cette délégation est incontestablement de celles qu'un ensemble bien établi de précédents, comme *P.E.I. Potato Marketing Board, Coughlin*, le *Renvoi sur les œufs* et *Peralta c. Ontario*, [1988] 2 R.C.S. 1045, a déclarées valides comme délégation administrative favorisant le fédéralisme coopératif.

Le même raisonnement s'applique, à notre avis, à l'incorporation par renvoi de l'entente opérationnelle dans la Proclamation. À noter que l'incorporation par renvoi, à l'article 4, de la Délégation de pouvoirs examinée dans *Pelland* était explicitement ambulatoire puisqu'elle renvoyait aux « règles qui étaient, le cas échéant, en vigueur dans la province en cause et applicables à l'attribution et à l'administration des contingents provinciaux ».

Selon *Pelland*, cette forme d'incorporation par renvoi ne peut être interprétée hors contexte. Elle doit être interprétée en tenant compte du régime de la *Loi*, de la Proclamation et de l'Accord fédéral-provincial donnant naissance au système ordonné de production et de mise en marché des poulets. Il faut également l'interpréter dans le contexte du fédéralisme coopératif que le régime est censé favoriser et mettre en œuvre. Fait partie du contexte, la disposition de l'Accord fédéral-provincial examiné par le Conseil national des produits agricoles en vue de déterminer si l'approbation du gouverneur en conseil est requise pour toute modification à l'entente opérationnelle.

Proclamation – article 11(1) (interdiction des pratiques de commercialisation abusives)

Contexte : En application du paragraphe 11(1) de la Proclamation, les PPC doivent, dans le cas des provinces signataires, et peuvent, dans le cas d'un territoire non signataire, établir un mécanisme d'attribution de permis). Dans le



- 10 -

cadre de cette disposition, les PPC sont autorisés à « établir un mécanisme visant à interdire les pratiques de mise en marché abusives ».

Question en litige : On s'est interrogé sur le pouvoir habilitant pour cette disposition.

Nos observations : Pour répondre sommairement, on peut dire que le fondement juridique de cette disposition se trouve dans la définition de « plan de commercialisation » fournie à l'article 2 de la *Loi*. Le pouvoir du gouverneur en conseil d'établir les modalités du plan de commercialisation est énoncé à l'alinéa 17(2)b) de la *Loi*. Le plan de commercialisation fixe les modalités et conditions s'inscrivant dans le mécanisme d'attribution des permis et, conformément à l'alinéa 17(2)b), le gouverneur en conseil a établi que ces modalités et conditions peuvent comprendre un mécanisme interdisant les pratiques commerciales abusives. Même si les PPC n'ont pas jugé nécessaire de faire appel à ce pouvoir, sa raison d'être remonte aux guerres du poulet et des œufs qui ont fait rage avant l'instauration des PPC. Cet historique est reflété dans *Attorney-General for Manitoba c. Manitoba Egg and Poultry Association et al.*, [1971] R.C.S. 689. Les dispositions permettant d'interdire les pratiques commerciales abusives sont reflétées dans le premier Accord fédéral-provincial de 1978 sur le poulet ainsi que dans la Proclamation issue de cette entente.

Proclamation – article 1 (définition du terme « poulet »)

Contexte : La Proclamation définit le terme « poulet » de la façon suivante : « poulet et toute partie de celui-ci, vivant ou sous forme transformée, qui est produit au Canada et commercialisé sur le marché interprovincial ou d'exportation ».

Question en litige : Il semble bien que le renvoi à l'expression poulet « sous forme transformée » est inapproprié si on tient compte du fait que, dans la *Loi*, la définition de « produit agricole » pour l'application de la partie II exclut tout renvoi à un produit transformé (contrairement aux définitions s'appliquant aux parties I et III qui renvoient expressément à la transformation). Plus particulièrement, la *Loi* définit un « produit agricole » pour l'application de la partie III comme, entre autres choses, « les œufs et la volaille ou une partie de ceux-ci ». On a proposé que la définition du terme « poulet » soit modifiée comme suit : « poulet, vivant ou non, ou toute partie de celui-ci produit au Canada... »

Nos observations : À notre avis, cette question (comme les autres questions soulevées par le Comité mixte permanent) doit être examinée dans le contexte de la jurisprudence et du régime législatif dans son ensemble. Nous reconnaissons que, hors contexte, la définition de l'expression « produit



- 11 -

agricole » pour l'application de la partie II de la *Loi* comparativement à la définition de la même expression pour l'application des parties I et III pourrait être interprétée comme excluant les produits qui ont subi une transformation, quelque minime qu'elle puisse être. À notre avis, toutefois, une telle interprétation restrictive ne peut se justifier légalement, et ce pour plusieurs motifs.

Premièrement, la définition du mot « poulet » incorpore la « commercialisation » un terme qui, conformément à l'article 2 de la *Loi*, est défini dans la Proclamation (article 5 de l'Annexe) comme incluant les activités suivantes : « la vente et la mise en vente, l'achat, la fixation des prix, l'assemblage, l'emballage, la transformation, le transport, l'entreposage et toute autre opération nécessaire au conditionnement du poulet ou à son offre en un lieu et à un moment donné pour achat en vue de consommation ou d'utilisation » (c'est nous qui soulignons). Par conséquent, après avoir été précisé dans le plan de commercialisation relatif aux produits réglementés (pour paraphraser l'article 2), le terme « commercialisation » est réputé, selon la Proclamation, englober la transformation. Il n'est donc en rien incohérent de prétendre que le poulet mis en marché dans un cadre de commerce interprovincial ou d'exportation peut être commercialisé vivant ou sous forme transformée.

Deuxièmement, il tombe sous le sens que la dépeçage du poulet en ses parties implique nécessairement un certain degré de transformation qui va au-delà du simple abattage des poulets. Le degré de transformation n'est pas le même à l'égard des parties de poulet qu'il peut l'être, par exemple, pour la fabrication du pâté au poulet. Toutefois, tant du point de vue de la structure juridique que du sens commun, les parties de poulet sont une forme transformée de poulet.

Troisièmement, la Cour d'appel de l'Alberta dans *Leth Farms Ltd. v. Alberta Turkey Growers Marketing Board*, 2000 ABCA 32 a tenté d'établir ce que comprend la transformation d'un produit agricole selon la *Loi*. Dans un arrêt détaillé et rigoureux, confirmant la constitutionnalité des régimes fédéral et provinciaux de mise en marché de la dinde en Alberta, la Cour a rejeté les conclusions du juge de première instance établissant que les appelants commercialisaient des « parties de dinde transformées » et que leurs activités se situaient, par conséquent, hors du champ d'application de la partie II de la *Loi*. S'exprimant au nom de la Cour d'appel, le juge Costigan a statué ainsi :

Le juge d'instance a fait remarquer que l'organisme appelant était régi par la partie II de la *Loi*. La *Loi*, pour l'application de la partie I, définit les expressions « produit agricole » ou « produit de ferme » comme « tout ou partie d'un produit naturel de l'agriculture, transformé ou non ». Toutefois, pour l'application de



- 12 -

la partie II, un « produit agricole » est ainsi défini : « les œufs et la volaille ou les produits naturels de l'agriculture ou une partie de ceux-ci. » Dans cette perspective, l'omission du mot « transformé » de la définition retenue pour l'application de la partie II signifie que les produits transformés sont exclus. Le juge a conclu que les intimés commercialisaient des « parties de dinde transformées » et se trouvaient par conséquent hors du champ de la législation.

À mon avis, le savant juge Chambers a erré en appliquant une interprétation stricte et technique de la *Loi*...

Je ne parviens pas à comprendre comment une dinde peut être dépecée sans faire l'objet du mode de transformation appliqué par Select. En présumant que certaines formes de produit transformé puissent être exclues de la partie II, cette exclusion ne peut logiquement s'appliquer à des dindes dépecées; s'il n'en était pas ainsi, l'un des produits auxquels la définition renvoie expressément, à savoir « (tout) ou partie » de l'animal ne serait pas couvert par la définition. Par conséquent, les parties de dinde auxquelles renvoient les intimés doivent être un produit agricole au sens de la partie II de la *Loi sur les offices des produits agricoles*.

Il faut reconnaître que la sous-définition de l'expression « produit réglementé » dont il est question dans *Leth Farms* est légèrement différente de celle proposée dans l'affaire en cause puisqu'elle englobe « la dinde et toute partie de celle-ci » commercialisée sur le marché interprovincial ou d'exportation. Toutefois la définition de « commercialisation » dans la Proclamation applicable comprend la vente, la mise en vente, l'achat, la fixation de prix, l'assemblage, l'emballage, la transformation, le transport, l'entreposage et la revente, « que ce soit du poulet entier ou du poulet transformé » (c'est nous qui soulignons). Par conséquent, en contexte, la portée de la définition applicable à la dinde comme produit réglementé englobe la dinde mise en marché vivante ou sous forme transformée, exactement de la même façon que la définition applicable au poulet dans la Proclamation des PPC englobe le poulet commercialisé vivant ou sous forme transformée.

De notre point de vue, *Leth Farms* estime valide la définition des produits réglementés dans la Proclamation visant les PPC.



- 13 -

Ordonnances sur les redevances – préambule

Question en litige : Même si les ordonnances sur les redevances abordent la question de la perception de redevances (articles 6 à 11.2), on n’y trouve aucun renvoi à l’alinéa 22(1)g de la *Loi*.

De plus, la définition de « plan de commercialisation » au paragraphe 2f) de la *Loi* renvoie à l’imposition de prélèvements aux personnes se livrant à la culture ou à la production du produit réglementé ou à sa commercialisation alors que l’alinéa 22(1)g renvoie à une personne se livrant à « sa production ou sa commercialisation ».

Nos observations : Nous ne voyons pas d’objection particulière à ajouter au préambule de l’ordonnance sur les redevances un renvoi à l’alinéa 22 de la *Loi* tout en faisant remarquer que cela ne modifie ni dans un sens ni dans l’autre la validité du texte réglementaire de l’affaire *British Columbia (Milk Board) c. Grishish*, [1995] 2 R.C.S. 895.

Tel que vous l’avez signalé dans votre lettre, il existe une légère différence entre l’alinéa 22(1)g de la *Loi* et la définition du plan de commercialisation figurant à l’article 2 de la *Loi* puisque ce dernier renvoie à la « culture » du produit réglementé alors que l’autre disposition ne le fait pas. De notre point de vue, le terme « culture » s’applique davantage à la production de céréales qu’à la production de volaille. En langage courant, les éleveurs de poulets (chicken farmers) sont appelés « producteurs » (producers), mais pas « cultivateurs » (growers). Même si rien ne semble militer en faveur de l’inclusion ou de l’exclusion du mot « cultivateur » (growers), nous sommes d’avis que l’usage du seul terme « producteur » (producer) est plus approprié dans les circonstances.

Règlement sur l’octroi de permis visant les poulets du Canada – paragraphes 8(1), (1.2) et (2) (suspension, révocation et refus de délivrer un permis)

Contexte : En vertu du paragraphe 8(1) du *Règlement sur l’octroi de permis*, les PPC peuvent suspendre, annuler ou refuser de délivrer ou de renouveler un permis lorsque le demandeur ou le titulaire ne s’est pas conformé aux conditions du permis ou n’est pas en règle auprès d’un Office de commercialisation ou d’une Régie provinciale.

Les paragraphes 8(1.2) et 8(2) du *Règlement* autorisent les PPC à refuser de délivrer un permis à toute personne ayant déjà été titulaire d’un permis qui a été suspendu ou annulé par les PPC, ou si un associé, un organisme affilié ou une



- 14 -

personne ayant un lien avec le demandeur ne s'est pas conformé aux conditions d'un permis délivré conformément au présent *Règlement*.

L'article 1 du Règlement contient une définition de « personne morale affiliée » à une autre personne morale (filiale ou contrôle commun) et de « lien » à l'égard d'une personne morale (détenation d'actions avec droit de vote) ou d'une autre personne (associée ou associé, épouse ou époux, enfant ou membre de la parenté partageant la même résidence).

Question en litige : Il semble que le paragraphe 8(1) pose problème parce qu'il n'indique nullement le moment où un permis devrait être révoqué ou suspendu; cela pourrait provoquer une gestion discriminatoire des permis. De la même façon, on a laissé entendre que les paragraphes 8(1), 8(1.2) et 8(2) posent problème parce qu'aucun critère n'a été établi pour fonder l'exercice, par les PPC, du pouvoir discrétionnaire de révoquer ou de refuser de délivrer un permis, une lacune qui pourrait également déboucher sur une gestion discriminatoire des permis.

Nos observations : Nous nous opposons, en toute déférence, aux préoccupations exprimées au nom du Comité à cet égard. Les règlements comprennent d'habitude des pouvoirs discrétionnaires sans établir de critères particuliers. Il est en effet peu commode sinon impossible d'énumérer une liste définitive de critères pour l'exercice de cette discrétion. Les PPC sont tenus d'agir en conformité avec des principes de droit administratif standard, notamment l'obligation de fonder leurs décisions sur des considérations pertinentes (à la lumière du cadre réglementaire en vigueur et des objectifs stratégiques visés) et de satisfaire aux exigences de l'équité procédurale, le cas échéant.

De plus, les décisions des PPC ouvrent droit à appel par voie de plaintes au Conseil et sont surveillées par les tribunaux par voie d'examen judiciaire. À titre d'exemple on peut citer la décision de la Cour d'appel fédérale dans *Canadian Egg Marketing Agency v. Villetard's Eggs Ltd.*, [1995] F.C.J. n° 598, qui a contesté le pouvoir discrétionnaire en vertu d'un régime de permis similaire, en se fondant sur des principes bien établis dans *Maple Lodge v. gouvernement du Canada*, 1982 1 S.C.R. 2. Dans *Maple Lodge*, le juge a estimé que :

En interprétant des lois semblables à celles qui sont visées en l'espèce et qui mettent en place des arrangements administratifs souvent compliqués et importants, les tribunaux devraient, pour autant que les textes législatifs le permettent, donner effet à ces dispositions de manière à permettre aux organismes administratifs ainsi créés de fonctionner efficacement comme les



- 15 -

textes le veulent. A mon avis, lorsqu'elles examinent des textes de ce genre, les cours devraient, si c'est possible, éviter les interprétations strictes et formalistes et essayer de donner effet à l'intention du législateur appliquée à l'arrangement administratif en cause. C'est aussi une règle bien établie que les cours ne doivent pas s'ingérer dans l'exercice qu'un organisme désigné par la loi fait d'un pouvoir discrétionnaire simplement parce que la cour aurait exercé ce pouvoir différemment si la responsabilité lui en avait incombé. Lorsque le pouvoir discrétionnaire accordé par la loi a été exercé de bonne foi et, si nécessaire, conformément aux principes de justice naturelle, si on ne s'est pas fondé sur des considérations inappropriées ou étrangères à l'objet de la loi, les cours ne devraient pas modifier la décision.

Règlements sur les permis – paragraphe 4(4) (non-respect des conditions d'octroi du permis)

Contexte : Le paragraphe 4(4) stipule ce qui suit :

Si le titulaire ne se conforme pas pendant la durée de validité du permis à l'une des conditions prévues aux paragraphes 5(1) ou (3) visant le poulet commercialisé aux termes du permis, il continue d'être assujéti à cette condition après l'expiration du permis.

Question en litige : On s'est interrogé sur la portée de l'obligation de respecter les conditions quand il est illégal en toute circonstance d'agir après l'expiration de la période de validité du permis. On s'est également interrogé sur le but de cette obligation supplémentaire et sur ce qui la limite exclusivement aux conditions transgressées. De plus, il faut savoir quand l'obligation cesse.

Nos observations : Nous reconnaissons que la question soulevée au nom du Comité incline à penser que la formulation du paragraphe 4(4) pourrait être améliorée. Nous croyons possible d'en arriver à une formulation provisoire qui clarifie l'intention sous-jacente. Nous explorerons avec les PPC la possibilité de revoir la formulation du paragraphe 4(4) dans le sens suivant :

[TRADUCTION]

L'expiration ou la révocation d'un permis n'exempte pas le détenteur de l'obligation de respecter toutes les conditions du permis, y compris de l'obligation de transmettre l'information et de restituer les documents et les droits ou redevances, à laquelle le titulaire ne s'est pas conformé pendant la période de validité du permis.



- 16 -

Règlement sur l'octroi de permis – article 1 (doubles définitions)

Contexte : Le *Règlement sur l'octroi de permis* définit les termes « commercialisation », « office de commercialisation », « poulet », « PPC », « producteur » et « régie provinciale » (désignée par le terme « régie » dans la Proclamation). Tous ces termes sont aussi définis dans la Proclamation.

L'article 16 de la *Loi d'interprétation* porte que « lorsqu'une loi ou un règlement accorde le pouvoir d'établir des règlements, les expressions employées dans ces règlements ont le même sens qu'elles ont dans la loi ou le règlement qui confère le pouvoir ».

Question en litige : Certaines personnes sont d'avis que les termes définis dans la Proclamation ne devraient pas être à nouveau définis dans les règlements.

Nos observations : Certaines définitions ont été répétées dans le *Règlement sur l'octroi des permis* pour des motifs pragmatiques. Les membres du secteur réglementé en cause (principalement les producteurs et les transformateurs de poulet) estiment qu'il est beaucoup plus facile de comprendre le règlement lorsque celui-ci est assorti d'une documentation relativement complète que de devoir l'interpréter en se reportant constamment à la Proclamation. En pratique, il se peut que les membres d'un secteur réglementé ne lisent pas la Proclamation et que cela prête à confusion. Par conséquent, même si nous reconnaissons qu'il y a dédoublement, du point de vue de l'efficacité administrative, cette duplication est préférable à une rigueur qui forcerait les membres du secteur réglementé à reconstituer le casse-tête par leurs propres moyens.

Nous n'interprétons pas l'article 16 de la *Loi d'interprétation* comme une disposition interdisant, en droit, la duplication des définitions. Par ailleurs, nous sommes prêts à continuer à débattre de votre opinion à ce sujet.

Des questions semblables se posent à l'égard de l'article 1 du *Règlement antidumping*, de l'*Ordonnance sur les redevances* et de l'*Ordonnance visant la délégation de pouvoirs*.

Règlement sur l'octroi de permis – définitions de transformateur et de producteur-transformateur

Contexte : L'article 1 du *Règlement sur l'octroi de permis* définit un transformateur comme une personne qui s'adonne à la transformation ou à la commercialisation du poulet et définit de la même façon un producteur-transformateur comme une personne qui élève, transforme ou commercialise le



- 17 -

poulet ou offre en vente, vend ou entropose du poulet qu'elle produit ou transforme. La même définition du transformateur se retrouve à l'article 1 de l'*Ordonnance sur les redevances*.

Question en litige : On a fait valoir que le renvoi à la transformation dans ces définitions peut être éliminé puisque le terme est déjà enchâssé dans la définition du terme « commercialisation ».

Nos observations : À notre avis, il est approprié, par souci d'exactitude, d'inclure le mot « transformation » ou « procédé » dans ces définitions. Même s'il est vrai que la définition de « commercialisation » englobe la transformation, le fait de définir un transformateur simplement comme une personne qui met des poulets en marché risque de renforcer la confusion compte tenu de la portée de la définition de « commercialisation ». La même chose peut être avancée de la définition du terme « producteur-transformateur » (Leth Farms est un exemple de producteur-transformateur dans l'industrie de la dinde).

Règlement sur l'octroi de permis – déclaration vérifiable d'un tiers (sous-alinéa 5(3)i.01)(vii)

Question en litige : Une clarification de la signification de la déclaration vérifiable d'un tiers a été sollicitée.

Nos observations : Comme le terme l'implique, une déclaration vérifiable d'un tiers est une déclaration formulée dans une forme susceptible d'être vérifiée par une tierce partie.

Ordonnance visant la délégation de pouvoirs – banques de contingents (paragraphe 3a)

Question en litige : Une clarification de la signification du terme « banque de contingents » et des relations de ce terme avec la réglementation des contingents des PPC a été sollicitée.

Nos observations : Les PPC allouent les contingents provinciaux, mais ils n'ont jamais attribué de contingent à des producteurs individuels. Cette fonction est du ressort des offices provinciaux du poulet qui exercent leurs pouvoirs délégués de façon à ce que les contingents provinciaux et les contingents fédéraux soient parfaitement harmonisés (voir *Pelland* pour obtenir d'autres détails). Dans le cadre de l'administration des contingents individuels, les offices provinciaux permettent aux producteurs d'accumuler un certain nombre de contingents non utilisés pour usage futur. C'est à cela que renvoie l'expression « banques de contingents ». *Pelland* reconnaît le pouvoir de déléguer ce genre de détail administratif aux offices provinciaux.



- 18 -

Ordonnance sur les redevances – perception des dettes (article 9)

Question en litige : Une clarification sur la raison d'être de l'article 9, compte tenu de la formulation de l'article 36, a été sollicitée.

Nos observations : L'article 9 a été inclus à titre de garantie pour que les transformateurs et les producteurs comprennent sans équivoque que si les transformateurs ne perçoivent ni ne transfèrent les redevances, les PPC peuvent en assurer eux-mêmes la perception. Cette disposition est compatible avec l'article 36 de la *Loi*, mais son insertion dans le texte de l'ordonnance sur les redevances élimine toutes sources de confusion ou d'incertitude. Les motifs de l'inclusion de l'article 9 sont d'ordre pragmatique autant que juridique.

Conclusion

Pour terminer, je voudrais exprimer notre appréciation pour le soin avec lequel les représentants du Comité mixte permanent ont examiné les textes réglementaires relatifs aux PPC. À certains égards, nous reconnaissons que divers ajustements pourraient améliorer la version provisoire du texte législatif. À d'autres égards, nous adoptons un point de vue différent en nous fondant sur la jurisprudence établie et sur les principes de droits applicables. Toutefois, notre but global est le même que celui du Comité, à savoir nous assurer que les textes pertinents sont adéquatement conçus et juridiquement sains.

Veillez avoir l'obligeance de nous faire savoir quand une rencontre face à face pourrait vous convenir. N'hésitez pas à nous appeler si vous avez des questions à formuler.

Veillez agréer l'expression de notre considération distinguée.

David K. Wilson
DKW/al

c.c. David Fuller/Mike Dungate, Les producteurs de poulets du Canada
E-ill Smirle/Claude Janelle, Conseil national des produits agricoles



Annexe
Modifications proposées par le Comité mixte permanent auxquelles les parties
ont souscrit

| Instrument/section | Description |
|---|---|
| Article 5 de l'Annexe de la Proclamation | Mettre dans des paragraphes séparés les mots désignés par le Comité mixte permanent pour qu'ils modifient à la fois les paragraphes a) et b). |
| Article 1 de l'Ordonnance sur les redevances (définition de « commercialisation ») | Éliminer les divergences entre les versions anglaise et française. |
| Article 1 de l'Ordonnance sur les redevances (définition de « négociant ») | Éliminer les divergences entre les versions anglaise et française. |
| Alinéa 2(2)b) de l'Ordonnance sur les redevances | Mettre à jour la dénomination « éleveurs de volailles du Québec ». |
| Article 2(2)i) de l'Ordonnance sur les redevances | Modifier l'expression « ferme collective » tel que recommandé. |
| Article 5(1)b) de l'Ordonnance sur les redevances | Ajouter le mot « les » et une virgule, tel que recommandé. |
| Article 7 de l'Ordonnance sur les redevances | Ajouter une virgule, tel qu'indiqué. |
| Paragraphe 10(1) de l'Ordonnance sur les redevances | Éliminer les divergences entre les versions anglaise et française. |
| Paragraphe 11.2(1) de l'Ordonnance sur les redevances | Éliminer les divergences entre les versions anglaise et française. |
| Article 1 du Règlement sur l'octroi de permis visant les poulets du Canada (« Commercialisation ») | Éliminer les divergences entre les versions anglaise et française. |
| Alinéa 5(1)b) du Règlement sur l'octroi de permis visant les poulets du Canada | Éliminer les divergences entre les versions anglaise et française. |
| Sous-alinéa 5(3)i,01) et alinéa 5(3)vii) du Règlement sur l'octroi de permis visant les poulets du Canada | Ajouter les mots « établi à l'Annexe 1 » à l'alinéa 5(3)b) et d) par souci d'uniformité. |
| Paragraphe 8(2) du Règlement sur l'octroi de permis visant les poulets du Canada | Éliminer les divergences entre les versions anglaise et française. |
| Règlement sur l'octroi de permis visant les poulets du Canada (titre « Annexe 1 ») | Ajouter les alinéas 5(3)b) et d) au titre. |
| Article 3 de l'Annexe 2 du Règlement sur l'octroi de permis visant les poulets du Canada | Corriger la formulation de la version française. |
| Annexe 3 du Règlement sur l'octroi de permis visant les poulets du Canada | Incorporer l'obligation de fournir une copie dans les sept (7) jours dans le texte du Règlement. |
| Alinéa 2(2)b) de l'Ordonnance visant la délégation de pouvoirs | Éliminer le terme « valide » pour éviter toute redondance. |



Farm Products Council
of Canada

Canada Building
10th floor
344 Slater Street
Ottawa, ON K1R 7Y3

Conseil des produits agricoles
du Canada

Édifice Canada
10^e étage
344, rue Slater
Ottawa (ON) K1R 7Y3



Nos dossiers : 120-S2, 718-2, 1275-3
1275-4, 1275-5

Le 4 décembre 2009

Me Jacques Rousseau
Conseiller juridique
Comité mixte permanent
d'examen de la réglementation
c/o Le Senat
OTTAWA (Ontario)
K1A 0A4

RECEIVED/REÇU
DEC 04 2009
REGULATIONS
RÉGLEMENTATION

N/Réf :

DORS/2002-22, *Règlement sur l'octroi des permis visant les poulets du Canada*, modifié par les
DORS/2004-2 et DORS/2007-249
DORS/2002-34, *Règlement antidumping sur les poulets du Canada*
DORS/2002-35, *Ordonnance sur les redevances à payer pour la commercialisation des poulets au
Canada*, modifié par le DORS/2006-180 et le DORS/2007-251
DORS/2003-274, *Ordonnance visant la délégation de pouvoirs par l'office appelé Les Producteurs de
poulet du Canada*
DORS/2002-36, *Règlement canadien sur le contingentement de la commercialisation des poulets*
DORS/79-158, *Proclamation visant les producteurs de poulet du Canada*

Maitre,

La présente fait suite aux nombreux échanges de lettres entre le Comité mixte permanent d'examen de la réglementation (le « Comité »), le Conseil des produits agricoles du Canada (CPAC) et, tout récemment, Les Producteurs de poulet du Canada (PPC) au sujet des préoccupations exprimées par le Comité concernant certains articles de la proclamation, des règlements et ordonnances cités en rubrique (les « actes législatifs »).

En tout premier lieu, je tiens vous remercier pour vos lettres et votre engagement à travailler en étroite collaboration avec le CPAC.

Je tiens à vous réitérer l'engagement du CPAC de maintenir une étroite collaboration avec le Comité. Néanmoins, je crois que le moment est venu de finaliser ce dossier. Ainsi, je tiens à partager avec vous la position du CPAC, qui a été développée en collaboration avec Justice Canada.

Le CPAC est d'avis que le sous alinéa 2(b)(ii), définition de « produit de ferme » se retrouvant à la *Loi sur les offices de commercialisation des produits de ferme* devrait être amendé afin d'éviter toute contradiction avec la définition de « poulet » de *Proclamation visant les producteurs de poulet du Canada* (la Proclamation).

.../2

Canada

- 2 -



Le CPAC est d'avis que la définition de « système de contingentement » se trouvant à l'article 5 de l'annexe de la Proclamation devrait être amendée.

Le CPAC est d'avis que certains correctifs de nature linguistiques devraient être apportés aux règlements et ordonnances mentionnés en rubrique afin d'éviter toute contradiction entre les versions anglaise et française. De façon générale, le CPAC est en accord avec les préoccupations soulevées par le Comité à cet effet.

Le CPAC est d'avis que le paragraphe 4(4) ainsi que l'Annexe 3 du *Règlement sur l'octroi des permis visant les poulets du Canada* devraient être amendés.

Le CPAC est d'avis que la définition de transformateur primaire devrait être ajoutée à l'alinéa 2(2)(b) de l'*Ordonnance visant la délégation de pouvoirs par l'office appelé Les Producteurs de poulet du Canada*.

Je tiens à vous assurer que le CPAC recommandera au Ministre de l'Agriculture et Agroalimentaire (le Ministre) de supporter ces amendements le moment opportun venu.

Je tiens également à vous assurer que le CPAC va continuer à travailler avec les PPC afin de s'assurer qu'ils effectuent les amendements pertinents.

Sur ce, je tiens à mentionner que le CPAC n'envisage pas de formuler d'autres recommandations au Ministre concernant les autres préoccupations exprimées par le Comité au sujet des actes législatifs. Ainsi, veuillez considérer la présente lettre comme la position du CPAC et je suis confiant qu'elle saura répondre à vos préoccupations.

Je vous prie d'agréer, Maître, mes sentiments distingués.

Le directeur exécutif,

Claude Janelle

c.c. Bill Smirle, Président
Conseil des produits agricoles du Canada

John Knuble, Sous-ministre
Agriculture et Agroalimentaire Canada

Mike Dungeat, Directeur Général
Producteurs de poulet du Canada



Addenda et annexe modifiée de la lettre du 6 août 2009 adressée à M^r Jacques Rousseau de la part de Fasken Martineau

Règlement canadien sur le contingentement de la commercialisation des poulets

Article 1 (définitions en double)

Voir la discussion au sujet de l'article 1 du *Règlement sur l'octroi de permis* qui se trouve à la page 17 de la lettre du 6 août 2009

Annexe modifié
Modifications proposées par le Comité mixte permanent qui ont été acceptées

| Instrument/Article | Description |
|---|--|
| Annexe de la Proclamation, art. 5 | Mettre dans des paragraphes distincts les mots indiqués par le Comité mixte permanent de manière à modifier à la fois les alinéas <i>a)</i> et <i>b)</i> . |
| <i>Ordonnance sur les redevances</i> , art. 1 (définition de « commercialisation ») | Corriger la divergence entre les versions anglaise et française. |
| <i>Ordonnance sur les redevances</i> , art. 1 (définition de « négociant ») | Corriger la divergence entre les versions anglaise et française. |
| <i>Ordonnance sur les redevances</i> , alinéa 2(2) <i>b)</i> | Faire la mise à jour quant au nom « Les Éleveurs de volailles du Québec ». |
| <i>Ordonnance sur les redevances</i> , alinéa 2(2) <i>i)</i> | Modifier le terme « ferme collective » comme recommandé. |
| <i>Ordonnance sur les redevances</i> , alinéa 5(1) <i>b)</i> | Ajouter le mot « les » et une virgule, comme recommandé. |
| <i>Ordonnance sur les redevances</i> , art. 7 | Ajouter une virgule, comme recommandé. |
| <i>Ordonnance sur les redevances</i> , paragr. 10(1) | Corriger la divergence entre les versions anglaise et française. |
| <i>Ordonnance sur les redevances</i> , paragr. 11.2(1) | Corriger la divergence entre les versions anglaise et française. |
| <i>Règlement sur l'octroi de permis</i> , art. 1 (« commercialisation ») | Corriger la divergence entre les versions anglaise et française. |
| <i>Règlement sur l'octroi de permis</i> , alinéa 5(1) <i>b)</i> | Corriger la divergence entre les versions anglaise et française. |



| | |
|---|---|
| <i>Règlement sur l'octroi de permis</i> , sous-alinéa 5(3).01(vii) | Ajouter les mots « figurant à l'annexe 1 » aux alinéas 5(3) <i>b</i>) et <i>d</i>) par souci d'uniformité. |
| <i>Règlement sur l'octroi de permis</i> , paragr. 8(2) | Corriger la divergence entre les versions anglaise et française. |
| <i>Règlement sur l'octroi de permis</i> , (rubrique « Annexe 1 ») | Ajouter les alinéas 5(3) <i>b</i>) et <i>d</i>) à cette rubrique. |
| <i>Règlement sur l'octroi de permis</i> , art. 3, annexe 2 | Corriger la formulation de la version française. |
| <i>Règlement sur l'octroi de permis</i> , annexe 3 | Faire figurer les obligations de fournir une copie dans un délai de 7 jours dans le corps du Règlement |
| <i>Ordonnance visant la délégation de pouvoirs</i> , alinéa 2(2) <i>b</i>) | Supprimer le mot « valide » pour éliminer la redondance. |
| <i>Règlement sur le contingentement</i> , art. 1 (définition de « commercialisation ») | Corriger la divergence entre les versions anglaise et française. |
| <i>Règlement sur le contingentement</i> , art 1 (définition d'« office de commercialisation ») | Faire la mise à jour quant au nom « Les Éleveurs de volailles du Québec ». |
| <i>Règlement sur le contingentement</i> , art. 1 (définition de « contingent fédéral d'expansion du marché ») | Préciser que les permis d'expansion du marché sont délivrés en vertu du <i>Règlement sur l'octroi de permis</i> |
| <i>Règlement sur le contingentement</i> , art. 9 (« visé à l'annexe ») | Corriger la divergence entre les versions anglaise et française. |

STANDING JOINT COMMITTEE
FOR
THE SCRUTINY OF REGULATIONS

c/o THE SENATE, OTTAWA K1A 0A4
TEL: 995-0751
FAX: 943-2109



CANADA

COMITÉ MIXTE PERMANENT
D'EXAMEN DE LA RÉGLEMENTATION

a/s LE SÉNAT, OTTAWA K1A 0A4
TEL: 995-0751
TÉLÉCOPIEUR: 943-2109



Le 1^{er} mars 2010

Monsieur Claude Janelle
Directeur exécutif
Conseil des produits agricoles du Canada
Édifice Canada, 10^e étage
344, rue Slater
OTTAWA (Ontario) K1R 7Y3

Monsieur,

N/Réf.: DORS/2002-22, Règlement sur l'octroi des permis visant les poulets du
Canada, modifié par les DORS/2004-2 et
DORS/2007-249

V/Réf.: 120-S2, 718-2, 1275-3, 1275-4 et 1275-5

Comme vous le savez, à la demande des Producteurs de poulet du Canada, une rencontre a eu lieu le 8 décembre 2009 entre les représentants de ceux-ci et Monsieur Bernhardt ainsi que moi-même pour discuter de différents règlements relevant de cet organisme. Un représentant du Conseil assistait d'ailleurs à cette rencontre. Êtes-vous en mesure de me faire part des suites qui seront données aux discussions qui se sont déroulées à cette occasion?

J'attends votre réponse et vous prie de croire à mes sentiments dévoués.

Jacques Rousseau
Conseiller juridique

c.c. Monsieur John Knuble, Sous-ministre
Ministère de l'Agriculture et Agroalimentaire

/mh



Farm Products Council
of Canada

Conseil des produits agricoles
du Canada

Canada Building
10th floor
344 Slater Street
Ottawa, ON K1R 7Y3

Édifice Canada
10^e étage
344, rue Slater
Ottawa (ON) K1R 7Y3



Nos dossiers : 120-S2, 718-2, 1275-3
1275-4, 1275-5

Le 16 mars 2010

Me Jacques Rousseau
Conseiller juridique
Comité mixte permanent
d'examen de la réglementation
c/o Le Senat
OTTAWA (Ontario)
K1A 0A4

RECEIVED/REQU

MAR 22 2010

REGULATIONS
RÉGLEMENTATION

Réf :

DORS/2002-1, *Proclamation visant les producteurs de poulet du Canada*

DORS/2002-22, *Règlement sur l'octroi des permis visant les poulets du Canada*, modifié par les
DORS/2004-2 et DORS/2007-249

DORS/2002-34, *Règlement antidumping sur les poulets du Canada*

DORS/2002-35, *Ordonnance sur les redevances à payer pour la commercialisation des poulets
au Canada*, modifié par le DORS/2006-180 et le DORS/2007-251

DORS/2002-36, *Règlement canadien sur le contingentement de la commercialisation des poulets*

DORS/2003-274, *Ordonnance visant la délégation de pouvoirs par l'office appelé Les
Producteurs de poulet du Canada*

Maître,

Je vous remercie pour vos lettres datées du 1^{er} mars 2010 à l'égard des dossiers cités en
rubriques.

Je tiens à vous informer que nous n'avons pas encore reçu de réponse suite à nos dernières
correspondances avec les Producteurs de poulets du Canada (PPC) et avec le Comité mixte
permanent d'examen de la réglementation.

Depuis la rencontre du 8 décembre dernier, des discussions ont lieu au sein des instances des
PPC sur les préoccupations soulevées par le Comité mixte permanent d'examen de la
réglementation. Nous espérons que les PPC prendront rapidement les mesures qui s'imposent
afin de clore les dossiers en suspend et si nécessaire, nous ferons un suivi avec les PPC au cours
des prochaines semaines.

.../2



- 2 -

Comme toujours, nous nous engageons à vous informer des prochains développements et nous espérons que vous en ferez autant le cas échéant. Pour de plus amples renseignements, n'hésitez pas à me contacter au 613-995-0682 ou par courriel à claud.janelle@agr.gc.ca.

Je vous prie d'agréer, Maître, mes sentiments distingués.

Le directeur exécutif,

Claude Janelle

c.c. John Knuble, Sous-ministre
Agriculture et Agroalimentaire Canada

Mike Dunate, Directeur Général
Producteurs de poulet du Canada



Farm Products Council
of Canada

Canada Building
10th floor
344 Slater Street
Ottawa, ON K1R 7Y3

Conseil des produits agricoles
du Canada

Édifce Canada
10^e étage
344, rue Slater
Ottawa (ON) K1R 7Y3



Nos dossiers : 120-S2 / 718-2/ 1275-3,-4, -5

Le 28 juillet 2010

M. Jacques Rousseau
Conseiller juridique
Comité mixte permanent
d'examen de la réglementation
c/o Le Sénat
Ottawa (Ontario) K1A 0A4

Monsieur:

Sujet: Questions soulevées concernant les Ordonnance, Proclamation et Règlements visant les Producteurs de poulet du Canada

SOR/2002-1
SOR/2002-22
SOR/2004-2
SOR/2007-249
SOR/2002-34
SOR/2002-35
SOR/2006-180
SOR/2007-251

SOR/2002-36
SOR/2003-274
SOR/2010-76

RECEIVED/REÇU

AUG 03 2010

REGULATIONS
RÉGLEMENTATION

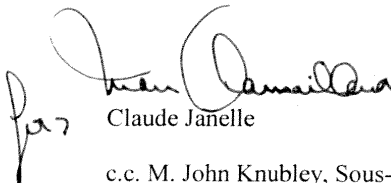
Le Conseil des produits agricoles du Canada (CPAC) a reçu vos sept lettres datées du 12 juillet 2010 demandant une mise à jour du progrès accomplis depuis notre dernière correspondance en mai 2010.

Le CPAC a communiqué récemment avec les Producteurs de poulet du Canada afin de recevoir une mise à jour des enjeux dont vous avez soulignés. Nous prévoyons pouvoir vous faire parvenir leurs commentaires d'ici la fin de l'été.

En ce qui concerne le règlement DORS/2002-36 *Règlement canadien sur le contingentement de la commercialisation des poulets*, le CPAC a reçu récemment des copies estampillées de Justice Canada. Elles seront mises à l'ordre du jour pour la prochaine Réunion du Conseil afin de recevoir l'approbation et par la suite être promulgué par l'Office. Nous vous ferons parvenir une copie publiée dans la Gazette du Canada aussitôt disponible.

Pour toute question n'hésitez pas à me téléphoner au 613-995-0682 ou par courriel à claude.janelle@agr.gc.ca vous pouvez également communiquer avec Pierre Bigras au 613-995-8840 ou par courriel à pierre.bigras@agr.gc.ca.

Le directeur exécutif,


Claude Janelle

c.c. M. John Knuble, Sous-ministère
Agriculture et Agroalimentaire Canada

Canada



TRANSLATION / TRADUCTION

Le 9 septembre 2010

Monsieur Marc Chamaillard
Conseil des produits agricoles du Canada
Édifice Canada, 10^e étage
344, rue Slater
Ottawa (Ontario) K1R 7Y3

Monsieur,

Objet: Comité mixte permanent d'examen de la réglementation – Mise à jour

Le 28 juillet 2010, vous avez demandé à l'organisme Les Producteurs de poulet du Canada (PPC) de fournir au Conseil des produits agricoles du Canada (CPAC) une mise à jour concernant la proclamation, les règlements et les ordonnances visant les PPC, qui ont été désignés par le Comité mixte permanent d'examen de la réglementation (CMP). Comme il est indiqué dans la lettre du 6 août 2009 du cabinet Fasken Martineau au CMP, certaines des révisions proposées sont simples, tandis que les PPC adoptent un point de vue différent sur d'autres questions.

Des représentants et l'avocat des PPC ont rencontré le CMP et son avocat en décembre 2009 afin de régler les diverses questions d'ordre juridique. Le CPAC et Justice Canada ont aussi participé à la rencontre. Même si les parties ne sont pas parvenues à s'entendre sur tous les points soulevés par le CMP, un certain nombre de questions moins litigieuses ont pu être réglées.

En réponse aux questions moins litigieuses, le conseil d'administration des PPC a approuvé en mars 2010 un certain nombre de modifications à l'Ordonnance visant la délégation de pouvoirs, au Règlement sur l'octroi de permis visant les poulets du Canada, à l'Ordonnance sur les redevances à payer pour la commercialisation des poulets au Canada, et au Règlement canadien sur le contingentement de la commercialisation des poulets. Par la suite, l'avocat des PPC a rédigé les documents modifiés aux fins de l'examen et de l'estampille de Justice Canada.

Jusqu'à présent, les mesures suivantes ont été prises en ce qui a trait aux modifications :



Règlement canadien sur le contingentement de la commercialisation des poulets

Les PPC ont reçu les exemplaires estampillés par Justice Canada des modifications au Règlement. Bien que les PPC aient demandé que quatre modifications soient apportées, seulement trois ont été approuvées; le projet de modification de la définition du terme « commercialisation » n'a pas encore été approuvé. L'avocat des PPC travaille avec des responsables de Justice Canada afin de mettre la dernière main à cette modification qui doit également être apportée dans le Règlement sur l'octroi de permis et dans l'Ordonnance sur les redevances.

Les modifications concernant le Règlement sur le contingentement ont été envoyées au CPAC pour fins d'approbation en août, et je crois comprendre qu'elles figurent à l'ordre du jour de la prochaine réunion du Conseil.

Délégation de pouvoirs

Le conseil d'administration des PPC a approuvé une modification relative à l'allocation aux producteurs de contingents fédéraux d'expansion du marché, visant à remplacer le terme « valide » par l'expression « en vigueur » afin d'empêcher l'allocation de contingents à des transformateurs primaires dont les permis ont été suspendus. Même si Justice Canada a suggéré de conserver le libellé actuel, il a accepté de le modifier afin qu'on lise « valide et en vigueur », ce que notre avocat et nous trouvons satisfaisant. Bien que nous comprenions que l'examen est terminé, nous n'avons pas encore reçu les documents estampillés. Après leur réception, ils seront envoyés au gouverneur en conseil pour fins d'approbation.

Ordonnance sur les redevances

Justice Canada n'a pas encore terminé son examen à cet égard.

Règlement sur l'octroi de permis

Justice Canada n'a pas encore terminé son examen à cet égard. Toutefois, en mars, le conseil d'administration a approuvé et apporté une modification au Règlement sur l'octroi de permis en ce qui a trait à la définition de « transformateur ». Dans le but de clarifier l'intention du Règlement, la définition de « transformateur » a été modifiée de manière à lire « personne qui s'adonne à la transformation et à la commercialisation du poulet » plutôt que « personne qui s'adonne à la transformation ou à la commercialisation du poulet ». Depuis, le CMP a écrit aux PPC pour leur recommander d'apporter d'autres éclaircissements. Il a été proposé de modifier la définition de « transformateur » pour qu'elle se lise « personne qui s'adonne à la transformation et autrement à la commercialisation du poulet ». Le conseil d'administration des PPC a approuvé la modification et l'avocat des PPC procède actuellement à la rédaction de la modification qui sera envoyée à Justice Canada en septembre.

L'avocat des PPC continuera de travailler en collaboration avec Justice Canada afin de mettre la dernière main aux autres modifications, lesquelles seront

- 3 -



ensuite transmises au CPAC pour fins d'approbation. Les PPC s'attendent également à travailler avec le CMP afin de résoudre les autres questions.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, mes salutations les meilleures.

Michael Laliberté
Directeur des opérations

c.c. Mike Dungeat, directeur exécutif
David Wilson
Fasken Martineau
Pierre Bigras, CPAC



Farm Products Council
of Canada

Canada Building
10th floor
344 Slater Street
Ottawa, ON K1R 7Y3

Conseil des produits agricoles
du Canada

Édifice Canada
10^e étage
344, rue Slater
Ottawa (ON) K1R 7Y3



Nos dossiers : 120-S2 / 718-2/ 1275-3,-4, -5

Le 21 octobre 2010

M. Jacques Rousseau
Conseiller juridique
Comité mixte permanent
d'examen de la réglementation
c/o Le Sénat
Ottawa (Ontario) K1A 0A4

RECEIVED/REQU
OCT 28 2010
REGULATIONS
RÉGLEMENTATION

V/Réf. : DORS/2002-36 *Règlement canadien sur le contingentement de la commercialisation des poulets*

DORS/2003-274 *Ordonnance visant la délégation de pouvoirs par l'office appelé Les Producteurs de poulet du Canada*

DORS/2002-35 *Ordonnance sur les redevances à payer pour la commercialisation des poulets au Canada*, modifié par les DORS/2006-180, et DORS/2007-251

DORS/2002-22 *Règlement sur l'octroi de permis visant les poulets du Canada*, modifié par les DORS/2004-2, DORS/2007-249 et DORS/2010-76

DORS/2002-34 *Règlement antidumping sur les poulets du Canada*

DORS/2002-1 *Proclamation visant les Producteurs de poulet du Canada*

Monsieur:

J'aimerais vous mettre à jour sur les dossiers cités en rubrique et à cette effet, vous trouverez sous pli la réponse des Producteurs de poulet du Canada (PPC) en date du 9 septembre 2010.

1) DORS/2002-36 Règlement canadien sur le contingentement de la commercialisation des poulets

Trois des quatre modifications demandées ont été complétées à ce jour. Les trois modifications du *Règlement canadien sur le contingentement de la commercialisation des poulets*, ont été approuvées lors de la réunion du Conseil du 28 septembre 2010. Ils ont ensuite été transmis au PPC pour être promulgués et enregistrés avec le Bureau du Conseil privé et publiés dans la Gazette du Canada, partie II. L'autre modification en rapport à la définition de la commercialisation est à venir et le conseiller juridique des PPC y travaille avec Justice Canada. Cette dernière modification apportera aussi des changements au *Règlement sur l'octroi de permis visant les poulets du Canada* et à l'*Ordonnance sur les redevances à payer pour la commercialisation des poulets au Canada*.

.../2

Canada



- 2 -

2) **DORS/2003-274 Ordonnance visant la délégation de pouvoirs par l'office appelé Les Producteurs de poulet du Canada**

Justice Canada a complété la revue des modifications à cette Ordonnance et les PPC attendent les copies estampillées. Une fois reçues, les PPC les feront parvenir au CPAC pour approbation.

3) **DORS/2002-35 Ordonnance sur les redevances à payer pour la commercialisation des poulets au Canada, modifié par les DORS/2006-180 et DORS/2007-251**

Justice Canada est à compléter la revue de cette modification.

4) **DORS/2002-22 Règlement sur l'octroi de permis visant les poulets du Canada, modifié par les DORS/2004-2, DORS/2007-249 et DORS/2010-76**


Le conseiller juridique des PPC a rédigé une ébauche des modifications proposées. Les PPC attendent que Justice Canada termine la révision de ces règlements afin de procéder à leur approbation.

5) **DORS/2002-34 Règlement antidumping sur les poulets du Canada**
DORS/2002-1 Proclamation visant les Producteurs de poulet du Canada

Tel qu'indiqué dans leur lettre datée du 9 septembre 2010, les PPC travaillent aussi à apporter des modifications à ces deux règlements. Toutefois, compte tenu de l'existence d'opinions divergentes, la finalisation de ces deux dossiers pourrait prendre plus de temps que prévu. Le CPAC vous fera part des développements à propos de ces deux règlements dès la réception des commentaires des PPC.

Pour toute question n'hésitez pas à me téléphoner au 613-995-0682 ou par courriel à claude.janelle@agr.gc.ca.

Le directeur exécutif,



Claude Janelle

c.c. M. John Knubley, Sous-ministre
Agriculture et Agroalimentaire Canada

M. Laurent Pellerin, Président
Conseil des produits agricoles du Canada

**STANDING JOINT COMMITTEE
FOR
THE SCRUTINY OF REGULATIONS**

c/o THE SENATE, OTTAWA K1A 0A4
TEL: 995-0751
FAX: 943-2109

JOINT CHAIRS

SENATOR YONAH MARTIN
ANDREW J. KANIA, LL.M., M.P.

VICE-CHAIRS

ROB ANDERS, M.P.
BRIAN MASSE, M.P.



CANADA

**COMITÉ MIXTE PERMANENT
D'EXAMEN DE LA RÉGLEMENTATION**

c/o LE SÉNAT, OTTAWA K1A 0A4
TEL: 995-0751
TÉLÉCOPIEUR: 943-2109

CO-PRÉSIDENTS

SÉNATRICE YONAH MARTIN
ANDREW J. KANIA, LL.M., DÉPUTÉ

VICE PRÉSIDENTS

ROB ANDERS, DÉPUTÉ
BRIAN MASSE, DÉPUTÉ



Le 1^{er} mars 2011

Monsieur Claude Janelle
Directeur exécutif
Conseil des produits agricoles du Canada
Édifce Canada, 10^e étage
344, rue Slater
OTTAWA (Ontario) K1R 7Y3

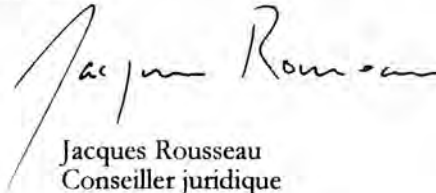
Monsieur,

N/Réf.: DORS/2002-22, Règlement sur l'octroi de permis visant les poulets
du Canada, modifié par les DORS/2004-2 et
DORS/2007-249

V/Réf.: 120-S2, 718-2, 1275-3, 1275-4 et 1275-5

Je me réfère à votre lettre du 21 octobre 2010 m'informant qu'une ébauche des modifications a été rédigée et que les PCC « attendent que Justice Canada termine la révision de ces règlements afin de procéder à leur approbation ». Pourriez-vous préciser quelles dispositions feront l'objet de modifications et la nature de celles-ci? De plus, je me demande si vous êtes en mesure de me dire quand ces modifications seront adoptées.

Veillez croire à mes sentiments dévoués.


Jacques Rousseau
Conseiller juridique

c.c. Monsieur John Knubley, Sous-ministre
Ministère de l'Agriculture et Agroalimentaire

/mh



Farm Products Council
of Canada

Canada Building
10th floor
344 Slater Street
Ottawa, ON K1R 7Y3

Conseil des produits agricoles
du Canada

Édifice Canada
10^e étage
344, rue Slater
Ottawa (ON) K1R 7Y3



Nos dossiers : 120-S2 / 718-2/ 1275-1, -3,-4, -5

Le 16 mars 2011

M. Jacques Rousseau
Conseiller juridique
Comité mixte permanent d'examen de la réglementation
a/s Le Sénat
Ottawa (Ontario) K1A 0A4

RECEIVED/REÇU
MAR 22 2011
REGULATIONS
RÉGLEMENTATION

V/Réf. : DORS/2003-274 *Ordonnance visant la délégation de pouvoirs par l'office appelé Les Producteurs de poulet du Canada*

DORS/2002-35 *Ordonnance sur les redevances à payer pour la commercialisation des poulets au Canada*, modifié par les DORS/2006-180, et DORS/2007-251

DORS/2002-22 *Règlement sur l'octroi de permis visant les poulets du Canada*, modifié par les DORS/2004-2, DORS/2007-249 et DORS/2010-76

DORS/2002-34 *Règlement antidumping sur les poulets du Canada*

DORS/2002-1 *Proclamation visant les Producteurs de poulet du Canada*

Monsieur:

La présente donne suite à vos lettres datées du 1^{er} mars 2011 en rapport aux dossiers cités en rubrique.

Depuis notre dernière correspondance en octobre 2010, le Conseil des produits agricoles du Canada (CPAC) n'a pas reçu de nouvelles informations des Producteurs de poulet du Canada (PPC). Le CPAC communiquera à nouveau avec les PPC afin d'obtenir une mise à jour de ces dossiers.

Dès que nous aurons obtenu des précisions des PPC, nous vous ferons parvenir les renseignements pertinents.

Pour toute question n'hésitez pas à me téléphoner au 613-995-0682 ou par courriel à claud.janelle@agr.gc.ca.

Le directeur exécutif,

Claude Janelle

c.c. M. John Knubley, Sous-ministre
Agriculture et Agroalimentaire Canada

M. Laurent Pellerin, Président
Conseil des produits agricoles du Canada

Canada



Farm Products Council
of Canada

Canada Building
10th floor
344 Slater Street
Ottawa, ON K1R 7Y3

Conseil des produits agricoles
du Canada

Édifice Canada
10^e étage
344, rue Slater
Ottawa (ON) K1R 7Y3



Nos dossiers : 120-S2/718-2/1275-1,-3,-4,-5

Le 15 juin 2011

M. Jacques Rousseau
Conseiller juridique
Comité mixte permanent d'examen de la réglementation
a/s Le Sénat
Ottawa (Ontario) K1A 0A4

RECEIVED/REÇU
JUL 06 2011
REGULATIONS
RÉGLEMENTATION

V/Réf. :DORS/2003-274 *Ordonnance visant la délégation de pouvoirs par l'office appelé
Les Producteurs de poulet du Canada*
DORS/2002-35 *Ordonnance sur les redevances à payer pour la
commercialisation des poulets au Canada*, modifié par les DORS/2006-180, et
DORS/2007-251
DORS/2002-22 *Règlement sur l'octroi de permis visant les poulets du Canada*,
modifié par les DORS/2004-2, DORS/2007-249 et DORS/2010-76
DORS/2002-34 *Règlement antidumping sur les poulets du Canada*
DORS/2002-1 *Proclamation visant les Producteurs de poulet du Canada*
DORS/2010-76 *Règlement modifiant le Règlement sur l'octroi de permis visant
les poulets du Canada*

Monsieur:

La présente donne suite à nos lettres datées du 15 et 16 mars 2011 en rapport aux dossiers cités en rubrique.

Depuis nos dernières correspondances en mars 2011 avec les Producteurs de poulet du Canada (PPC), le Conseil des produits agricoles du Canada (CPAC) n'a pas reçu de mise à jour. Le CPAC communiquera de nouveau avec les PPC afin d'obtenir une mise à jour de ces dossiers.

Dès que nous aurons obtenu des précisions des PPC, nous vous ferons parvenir les renseignements pertinents.

Pour toute autre question, n'hésitez pas de communiquer avec moi au 613-995-0682 ou à claud.janelle@agr.gc.ca.

Le directeur exécutif,

pour Claude Janelle

c.c. M. John Knubley, Sous-ministre, Agriculture et Agroalimentaire Canada

Canada

**STANDING JOINT COMMITTEE
FOR
THE SCRUTINY OF REGULATIONS**

c/o THE SENATE, OTTAWA K1A 0A4
TEL: 995-0751
FAX: 943-2109

JOINT CHAIRS

SENATOR BOB RUNCIMAN
FRANÇOISE BOIVIN, M.P.

VICE-CHAIRS

GARRY BREITKREUZ, M.P.
MASSIMO PACETTI, M.P.



CANADA

**COMITÉ MIXTE PERMANENT
D'EXAMEN DE LA RÉGLEMENTATION**

s/ LE SÉNAT, OTTAWA K1A 0A4
TEL: 995-0751
TÉLÉCOPIEUR: 943-2109

CO-PRÉSIDENTS

SÉNATEUR BOB RUNCIMAN
FRANÇOISE BOIVIN, DÉPUTÉE

VICE-PRÉSIDENTS

GARRY BREITKREUZ, DÉPUTÉ
MASSIMO PACETTI, DÉPUTÉ



Le 2 novembre 2011

Monsieur Claude Janelle
Directeur exécutif
Conseil des produits agricoles du Canada
Édifice Canada, 10^e étage
344, rue Slater
OTTAWA (Ontario) K1R 7Y3

Monsieur,

N/Réf.: DORS/2002-22, Règlement sur l'octroi de permis visant les poulets
du Canada
DORS/2004-2, Règlement modifiant le Règlement sur l'octroi de
permis visant les poulets du Canada
DORS/2007-249, Règlement modifiant le Règlement sur l'octroi de
permis visant les poulets du Canada
V/Réf.: 120-S2/718-2/1275-1,-3,-4,-5

Je me réfère à votre lettre du 15 juin 2011 et me demande si vous êtes maintenant en mesure de répondre à ma lettre du 1^{er} mars 2011. Comme vous le savez sans doute, le Conseil, par la voix de Monsieur Bigras, m'a informé le 7 juillet dernier que ce dossier devrait être réglé « sous peu ». Pourriez-vous faire le point de façon détaillée sur les intentions du Conseil des produits agricoles du Canada et des Producteurs de poulet du Canada dans ce dossier ?

Veuillez croire à mes sentiments dévoués.

Jacques Rousseau
Conseiller juridique

c.c. Monsieur John Knuble, Sous-ministre
Ministère de l'Agriculture et Agroalimentaire

/mn



Farm Products Council
of Canada

Canada Building
10th floor
344 Slater Street
Ottawa, ON K1R 7Y3

Conseil des produits agricoles
du Canada

Édifice Canada
10^e étage
344, rue Slater
Ottawa (ON) K1R 7Y3



Nos dossiers : 120-S2/718-2/1275-1,-3,-5, -5-1

Le 22 décembre 2011

M. Jacques Rousseau
Conseiller juridique
Comité mixte permanent
d'examen de la réglementation
a/s Le Sénat
Ottawa (Ontario)
K1A 0A4

RECEIVED/REÇU
JAN 04 2012
REGULATIONS
RÉGLEMENTATION

- V/Réf.:DORS/2003-274 *Ordonnance visant la délégation de pouvoirs par l'office appelé Les Producteurs de poulet du Canada*
- DORS/2002-35 *Ordonnance sur les redevances à payer pour la commercialisation des poulets au Canada, modifiée par les DORS/2006-180, et DORS/2007-251*
- DORS/2002-22 *Règlement sur l'octroi de permis visant les poulets du Canada, modifié par les DORS/2004-2, DORS/2007-249*
- DORS/2002-34 *Règlement antidumping sur les poulets du Canada*
- DORS/2002-1 *Proclamation visant les Producteurs de poulet du Canada*
- DORS/2010-76 *Règlement modifiant le Règlement sur l'octroi de permis visant les poulets du Canada*
- DORS/2002-36 *Règlement canadien sur le contingentement de la commercialisation des poulets*

Monsieur :

La présente donne suite à vos lettres du 30 septembre et du 2 novembre 2011 en ce qui concerne les dossiers cités en rubrique.

Compte tenu du grand nombre de modifications proposées et des délais encourus dans ces dossiers, une rencontre sera organisée avec les Producteurs de poulets du Canada dès janvier afin de discuter des enjeux et de clarifier les prochaines étapes.

Nous espérons que cette rencontre nous permettra d'établir un plan d'action pour répondre à vos enquêtes et un échéancier raisonnable.

.../2

Canada



- 2 -

Vous serez tenu informé des développements dans ces dossiers.

Pour toute autre question, n'hésitez pas de communiquer avec moi au 613-995-0682 ou à claude.janelle@agr.gc.ca.

Le directeur exécutif,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Claude Janelle', positioned above the printed name.

Claude Janelle

c.c. M. John Knubley, Sous-ministre
Agriculture et Agroalimentaire Canada

Appendix J

**TRANSLATION / TRADUCTION**

July 13, 2011

Jean-François Tremblay
Senior Assistant Deputy Minister
Policy and Strategic Direction
Department of Indian Affairs
and Northern Development
Terrasses de la Chaudière, North Tower
10 Wellington Street, Room 2044
Gatineau, Quebec
K1A 0H4

Dear Mr. Tremblay:

Our File: SI/2011-58, Withdrawal from Disposal of Certain Tracts of Territorial
Lands in the Northwest Territories (Tuktut Nogait
National Park) Order

I reviewed the above Order prior to its consideration by the Joint Committee and would be grateful if you could comment on the drafting of sections 2 and 4.

In comparing the English and French versions of section 2 and the wording of section 4 with the wording of previous orders, I noted that the words “for greater certainty” and their equivalent “il est entendu que” were used inconsistently. In section 2 of the above Order, the French version does not render the expression “for greater certainty” used in the English. As to section 4, both versions of which contain these phrases, you will surely recall that the Committee commented on this issue in the correspondence regarding SI/2007-69 and SI/2007-102. In the former, “for greater certainty” was used in the English version of section 4 but not rendered in the French. In the latter, “il est entendu que” appeared in the French version, but its equivalent was not in the English. In both cases, the Department recognized that it needed to correct the problem. For example, when SI/2007-69 was replaced by SI/2008-102, neither phrase was used in either version of section 4. Consequently, one wonders why these expressions are needed in section 4 of SI/2011-58. Moreover, why is the phrase “for greater certainty” used in the English version of section 2 of SI/2011-58 but no equivalent is included in the French?

Given the repetitive nature of these orders withdrawing certain tracts of territorial lands from disposal, one might think that the Department can say whether the Order contains provisions such as sections 2 and 4, or parts thereof, because they

- 2 -



need to be included or they are there simply to make explicit what would probably be true anyway, thus avoiding any uncertainty on this aspect of the applicable law. In the first case, there is no need for the expressions “for greater certainty” and “il est entendu que”. In the second, their use is appropriate. Could the Department review the issue and inform me of the results of its analysis? Your comments would be useful in considering future orders. For SI/2011-58, I would be grateful if you could inform me of how the Department intends to correct the problem.

In closing, I have one further question. Why does the French version of section 2 contain “le cas échéant” while the English has no equivalent phrase?

I look forward to your comments.

Yours truly,

Jacques Rousseau
Counsel

/mn



TRANSLATION / TRADUCTION

August 25, 2011

Jacques Rousseau
Counsel
Standing Joint Committee for
the Scrutiny of Regulations
c/o The Senate of Canada
Ottawa, Ontario
K1A 0A4

Dear Mr. Rousseau:

Thank you for your letter of July 13, 2011, regarding the Withdrawal from Disposal of Certain Tracts of Territorial Lands in the Northwest Territories (Tuktut Nogait National Park) Order, SI/2011-58.

During its consideration of Order SI/2007-102, departmental officials, together with Justice Department advisors, prepared a new template for orders that takes into account all drafting problems.

Despite this effort, we realize that a second legal review is required to more adequately address the problems again identified in certain sections of the most recent orders withdrawing certain tracts of territorial lands from disposal. Departmental officials are currently conducting a detailed review with Justice Department advisors.

We will inform you of the results of our analyses and update you on how we intend to correct this issue as soon as possible in the coming weeks.

Yours sincerely,

Jean-François Tremblay
Senior Assistant Deputy Minister
Policy and Strategic Direction

c.c.: Janet King
Assistant Deputy Minister
Northern Affairs

Duaine Simms
Senior Supervising Counsel
Departmental Legal Services



TRANSLATION / TRADUCTION

December 14, 2011

Jacques Rousseau
Counsel
Standing Joint Committee for
the Scrutiny of Regulations
c/o The Senate of Canada
Ottawa, Ontario
K1A 0A4

Dear Mr. Rousseau:

Further to our letter of August 25, 2011, we would like to update you on the drafting issues in sections 2 and 4 of the Withdrawal from Disposal of Certain Tracts of Territorial Lands in the Northwest Territories (Tuktut Nogait National Park) Order, SI/2011-58.

It was agreed that section 2 does not need the phrase “for greater certainty” and its equivalent “il est entendu que”, as well as “le cas échéant”. However, since the use of these phrases has no effect on the Order’s provisions, the Department does not plan to amend it.

Departmental officials, together with Justice Department advisors, completed a second legal review of the provisions of the generic drafting template for orders withdrawing certain lands from disposal. The inconsistencies that you mentioned were corrected during this review. The latest drafting template was used to prepare two departmental orders (SI/2011-92 and SI/2011-93) that came into force on November 9.

Yours sincerely,

Jean-François Tremblay
Senior Assistant Deputy Minister
Policy and Strategic Direction

c.c.: Janet King
Assistant Deputy Minister
Northern Affairs

Duaine Simms
Senior Supervising Counsel
Departmental Legal Services

Annexe J

**STANDING JOINT COMMITTEE
FOR
THE SCRUTINY OF REGULATIONS**

c/o THE SENATE, OTTAWA K1A 0A4
TEL: 995-0751
FAX: 943-2109

JOINT CHAIRS

SENATOR BOB RUNCIMAN
FRANÇOISE BOIVIN, M.P.

VICE CHAIRS

GARRY BRETTKREUZ, M.P.
MASSIMO PACIETTI, M.P.



CANADA

**COMITÉ MIXTE PERMANENT
D'EXAMEN DE LA RÉGLEMENTATION**

c/o LE SÉNAT, OTTAWA K1A 0A4
TEL: 995-0751
TÉLÉCOPIEUR: 943-2109

CO-PRÉSIDENTS

SÉNATEUR BOB RUNCIMAN
FRANÇOISE BOIVIN, DÉPUTÉE

VICE-PRÉSIDENTS

GARRY BRETTKREUZ, DÉPUTÉ
MASSIMO PACIETTI, DÉPUTÉ



Le 13 juillet 2011

Monsieur Jean-François Tremblay
Sous-ministre adjoint principal
Politiques et orientation stratégique
Ministère des Affaires autochtones
et du développement du Nord canadien
Les Terrasses de la Chaudière, Tour nord
10, rue Wellington, pièce 2044
GATINEAU (Québec) K1A 0H4

Monsieur:

N/Réf.: TR/2011-58, Décret déclarant inaliénables certains parcelles territoriales dans les Territoires du Nord-Ouest (Parc national Tukturnogait)

J'ai examiné le Décret mentionné ci-dessus avant son étude par le Comité mixte et je vous saurais gré de me faire part de vos commentaires sur la rédaction des articles 2 et 4.

En comparant les versions française et anglaise de l'article 2 ainsi que la rédaction de l'article 4 avec celle de précédents décrets, je constate un manque de constance dans l'utilisation des mots « il est entendu que » et de leur équivalent « for greater certainty ». Ainsi, dans l'article 2 du Décret qui nous occupe, il n'y a rien, dans la version française, pour rendre les mots « for greater certainty » utilisés dans la version anglaise. Quant à l'article 4, où l'on trouve ces expressions dans les deux versions du Décret, vous vous souviendrez sans doute que dans la correspondance échangée dans le cadre de l'examen du TR/2007-69 et du TR/2007-102, cet aspect avait été commenté par le Comité. Dans le premier de ces décrets, on avait eu recours à l'expression « for greater certainty » seulement dans la version anglaise de l'article 4. Par contre, dans le deuxième, l'expression « il est entendu que » n'apparaissait que dans la version française. Dans les deux cas, le

- 2 -

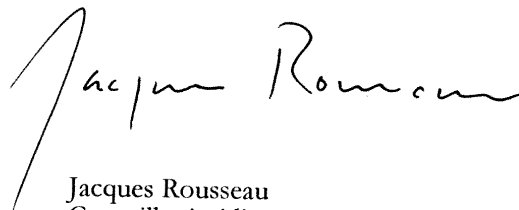


ministère a reconnu qu'il y avait lieu de corriger la situation. Par exemple, lorsque le TR/2007-69 a été remplacé par le TR/2008-102, on n'a utilisé ni l'une ni l'autre expression dans les versions française et anglaise de l'article 4. Dans cette perspective, on peut se demander pour quelle raison il serait nécessaire d'utiliser ces deux expressions dans l'article 4 du TR/2011-58. Ou pourquoi, dans la version anglaise de l'article 2 du TR/2011-58, on a eu recours à l'expression « for greater certainty », sans avoir son équivalent dans la version française?

Étant donné la nature répétitive du contenu de ces décrets déclarant inaliénables certaines parcelles territoriales, on pourrait penser que le ministère sait s'il y a lieu ou non de spécifier si des dispositions comme les articles 2 et 4, ou un de leurs passages, fait partie du Décret parce qu'il est nécessaire de les y inclure, ou s'il agit simplement de rendre explicite ce qui serait de toute façon probablement le cas, évitant ainsi toute incertitude sur cet aspect du droit applicable. Dans le premier cas, il n'y a pas lieu d'avoir recours aux expressions « il est entendu que » et « for greater certainty ». Dans le second, leur utilisation est appropriée. Le ministère pourrait-il faire le point sur cette question et me transmettre le résultat de ses réflexions sur le sujet? Vos commentaires en la matière pourront servir lors de l'examen des décrets à venir. Pour ce qui est du TR/2011-58, je vous saurais gré de me faire part des intentions du ministère pour corriger la situation.

En terminant, j'aurais une autre question. Pourquoi, dans la version française de l'article 2, trouve-t-on les mots « le cas échéant », pour lesquels il n'y a pas d'équivalent dans la version anglaise?

J'attends vos commentaires et vous prie de croire à mes sentiments dévoués.



Jacques Rousseau
Conseiller juridique

/mn



Affaires indiennes
et du Nord Canada

Indian and Northern
Affairs Canada

Sous-ministre
adjoint principal

Senior Assistant
Deputy Minister

Ottawa, Canada
K1A 0H4



AOUT
AUG 2 5 2011

Monsieur Jacques Rousseau
Conseiller juridique
Comité mixte permanent
d'examen de la réglementation
a/s Le Sénat du Canada
OTTAWA (ON) K1A 0A4

RECEIVED/REÇU

AUG 2 9 2011

REGULATIONS
RÉGLEMENTATION

Monsieur,

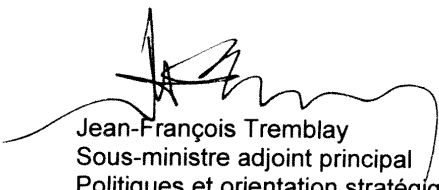
Je vous remercie de votre lettre en date du 13 juillet 2011 concernant le Décret déclarant inaliénables certaines parcelles territoriales dans les Territoires du Nord-Ouest (Parc national Tuktut Nogait), TR/2011-58.

Dans le cadre de l'examen du Décret TR/2007-102, les représentants du ministère avaient élaboré, conjointement avec les conseillers du ministère de la Justice, un nouveau modèle de décret prenant en considération tous les problèmes de rédaction.

Malgré ces efforts, nous reconnaissons qu'un second examen juridique s'impose afin d'adresser plus adéquatement les problèmes identifiés à nouveau dans certains articles des plus récents décrets déclarant inaliénables certaines parcelles territoriales. Les représentants du ministère procèdent présentement à cet examen détaillé conjointement avec les conseillers du ministère de la Justice.

Nous nous engageons à vous faire part du résultat de nos analyses et faire le point sur nos intentions afin de corriger cette situation dans les plus brefs délais au cours des prochaines semaines.

Veuillez agréer, Monsieur, mes sincères salutations.



Jean-François Tremblay
Sous-ministre adjoint principal
Politiques et orientation stratégique

c.c. : Janet King
Sous-ministre adjointe
Organisation des affaires du Nord

Duaine Simms
Avocat-conseil superviseur
Services juridiques du Ministère

Canada



Affaires indiennes
et du Nord Canada

Indian and Northern
Affairs Canada

Sous-ministre
adjoint principal

Senior Assistant
Deputy Minister

Ottawa, Canada
K1A 0H4



DEC 14 2011

Monsieur Jacques Rousseau
Conseiller juridique
Comité mixte permanent
d'examen de la réglementation
a/s Le Sénat du Canada
OTTAWA (ON) K1A 0A4

RECEIVED/REÇU

DEC 21 2011

REGULATIONS
RÉGLEMENTATION

Monsieur,

Pour faire suite à notre lettre en date du 25 août 2011, nous aimerions faire le point sur la rédaction des articles 2 et 4 du Décret déclarant inaliénables certaines parcelles territoriales dans les Territoires du Nord-Ouest (Parc national Tuktut Nogait), TR/2011-58.

Il a été convenu qu'il n'était nullement nécessaire d'inclure les expressions « for greater certainty » et son équivalent « il est entendu que » ainsi que les mots « le cas échéant » à l'article 2. Cependant, puisque l'utilisation ou non de ces mots n'a aucune répercussion sur les dispositions du Décret, le ministère ne prévoit pas procéder à sa modification.

Les représentants du ministère, conjointement avec les conseillers du ministère de la Justice, ont procédé à un second examen juridique des dispositions faisant partie du modèle de rédaction générique des décrets déclarant inaliénables certaines terres. Les problèmes d'uniformité dont vous faites mention ont été rectifiés dans le cadre de cet examen. Le plus récent modèle de rédaction a servi à l'élaboration de deux décrets du ministère (SI/2011-92 et SI/2011-93) entrés en vigueur le 9 novembre dernier.

Veuillez agréer, Monsieur, mes sincères salutations.

Jean-Francois Tremblay
Sous-ministre adjoint principal
Politiques et orientation stratégique

c.c. : Janet King
Sous-ministre adjointe
Organisation des affaires du Nord

Duaine Simms
Avocat-conseil superviseur
Services juridique du ministère

Canada

Appendix K

**TRANSLATION / TRADUCTION**

November 14, 2011

Jean-François Tremblay
Senior Assistant Deputy Minister
Policy and Strategic Direction
Department of Indian Affairs
and Northern Development
Terrasses de la Chaudière, North Tower
10 Wellington Street, Room 2044
Gatineau, Quebec
K1A 0H4

Dear Mr. Tremblay:

Our File: SI/2011-78, Withdrawal from Disposal of Certain Tracts of Territorial Lands
in Nunavut (Eeyou Marine Region) Order

I reviewed the above Order and took note of the amendment made to the introductory wording of Part 2 of the Schedule, which was discussed under SI/2008-104. However, during my review, I noted the following points, about which I would appreciate your comments.

1. Section 2

The English and French versions of this section are different. The phrase “for greater certainty”, typically used to emphasize the rule that follows, was rendered by “le cas échéant” in French. Normally, “for greater certainty” is translated by “il est entendu que”, and “le cas échéant” is translated by “if applicable” or “if any”, as the case may be. This kind of discrepancy has already been pointed out in another order, SI/2011-58.

2. Section 4 and the preceding subheading

The terminology used when dealing with territorial lands can sometimes be confusing. Legislative practice can require different equivalents for terms such as “right”, “claim” or “interest” from one legal text to another. You correctly amended paragraph 4(b) of the French version to replace “titre” with “droit” as the equivalent for “interest”. However, I wonder if this change should also be made to the French version of the subheading preceding section 4. Where the English version has “rights and interests”, I believe that for consistency the French should read “droits existants” in future versions of the Order.

Yours truly,

Évelyne Borkowski-Parent
Counsel

/mh



TRANSLATION / TRADUCTION

December 14, 2011

Évelyne Borkowski-Parent
Counsel
Standing Joint Committee for
the Scrutiny of Regulations
c/o The Senate of Canada
Ottawa, Ontario
K1A 0A4

Dear Ms. Borkowski-Parent:

Thank you for your letter of November 14, 2011, regarding the Withdrawal from Disposal of Certain Tracts of Territorial Lands in Nunavut (Eeyou Marine Region) Order, SI/2011-78.

Departmental officials, together with Justice Department advisors, completed a legal review of the provisions of the generic drafting template for orders withdrawing certain lands from disposal. The error you noted in section 2 of the Order was corrected during this review. It was agreed that “for greater certainty” and its French equivalent “il est entendu que” would be deleted from section 2. Since the use of this phrase has no effect on the Order’s provisions, the Department does not plan to amend it.

In recent years, some amendments have been made to the generic template for orders to address certain drafting problems identified by the Standing Joint Committee. The discrepancy you pointed out in the French version of the subheading preceding section 4 will certainly be corrected in future versions of the Order and in the latest drafting template, which was used to prepare two departmental orders that came into force on November 9 (SI/2011-92 and SI/2011-93).

Yours sincerely,

Jean-François Tremblay
Senior Assistant Deputy Minister
Policy and Strategic Direction

cc: Janet King
Assistant Deputy Minister
Northern Affairs

Duaine Simms
Senior Supervising Counsel
Departmental Legal Services

Annexe K

**STANDING JOINT COMMITTEE
FOR
THE SCRUTINY OF REGULATIONS**

c/o THE SENATE, OTTAWA K1A 0A4
TEL: 995-0751
FAX: 943-2109

JOINT CHAIRS

SENATOR BOB RUNCIMAN
FRANÇOISE BOIVIN, M.P.

VICE-CHAIRS

GARRY BREITKREUZ, M.P.
MASSIMO PACETTI, M.P.



CANADA

**COMITÉ MIXTE PERMANENT
D'EXAMEN DE LA RÉGLEMENTATION**

c/o LE SÉNAT, OTTAWA K1A 0A4
TEL: 995-0751
TÉLÉCOPIEUR: 943-2109

CO-PRÉSIDENTS

SÉNATEUR BOB RUNCIMAN
FRANÇOISE BOIVIN, DÉPUTÉE

VICE-PRÉSIDENTS

GARRY BREITKREUZ, DÉPUTÉ
MASSIMO PACETTI, DÉPUTÉ



Le 14 novembre 2011

Monsieur Jean-François Tremblay
Sous-ministre adjoint principal
Politiques et orientation stratégique
Ministère des Affaires autochtones
et du développement du Nord canadien
Les Terrasses de la Chaudière, Tour nord
10, rue Wellington, pièce 2044
GATINEAU (Québec) K1A 0H4

Monsieur:

N/Réf.: TR/2011-78, Décret déclarant inaliénables certaines parcelles territoriales
du Nunavut (région marine du Eeyou)

J'ai examiné le décret mentionné en rubrique et j'ai pris bonne note de la modification apportée au passage introductif de la partie 2 de l'annexe, modification discutée dans le dossier TR/2008-104. Dans le cadre de cet examen, j'ai toutefois noté les points suivants et pour lesquels je vous saurais gré de me faire part de vos commentaires.

1. Article 2

Il existe une divergence entre la version française et la version anglaise de cet article. En effet, l'expression « for greater certainty » qui est normalement utilisée afin de mettre l'accent sur la règle qui suit, a été rendue par « le cas échéant » en français. Il est d'usage de rendre « for greater certainty » par « il est entendu que » et à l'inverse « le cas échéant » par « if applicable », ou encore « if any », selon le cas. Ce genre de divergence avait déjà été soulevé dans le cadre d'un autre décret, TR/2011-58.

- 2 -



2. Article 4 et intertitre le précédant

La terminologie utilisée dans le domaine des terres territoriales peut parfois porter à confusion. Il ressort du corpus législatif qu'un terme comme « right », « claim » ou « interest » n'a pas toujours le même équivalent d'un texte à l'autre. Vous avez jugé bon de modifier l'alinéa 4b) de la version française en remplaçant le terme « titre » par « droit » comme équivalent de « interest » et cette position se défend. Toutefois, je me demande si ce changement aurait dû aussi être fait dans la version française de l'intertitre précédant l'article 4, Là où en anglais on utilise le doublet « rights and interests », je crois que par souci d'uniformité la version française devrait se lire « droits existants » dans les versions futures de ce décret.

Évelyne Borkowski-Parent
Conseillère juridique

/mh



Affaires indiennes
et du Nord Canada

Indian and Northern
Affairs Canada

Sous-ministre
adjoint principal

Senior Assistant
Deputy Minister

Ottawa, Canada
K1A 0H4



DEC 14 2011

Madame Evelyne Borkowski-Parent
Conseillère juridique
Comité mixte permanent
d'examen de la réglementation
a/s Le Sénat du Canada
OTTAWA (ON) K1A 0A4

RECEIVED/REÇU

DEC 21 2011

REGULATIONS
RÉGLEMENTATION

Madame,

Je vous remercie de votre lettre en date du 14 novembre 2011 concernant le Décret déclarant inaliénables certaines parcelles territoriales du Nunavut (région marine du Eeyou), TR/2011-78.

Les représentants du ministère ont procédé, conjointement avec les conseillers du ministère de la Justice, à un examen juridique des dispositions faisant partie du modèle de rédaction générique des décrets déclarant inaliénables certaines terres. L'erreur de divergence que vous soulignez à l'article 2 du présent Décret a été rectifiée dans le cadre de cet examen. En fait, il a été convenu de supprimer l'expression « for greater certainty » et son équivalent en français « il est entendu que » de l'article 2. Puisque l'utilisation ou non de cette expression n'a aucune répercussion sur les dispositions du Décret, le ministère ne prévoit pas procéder à sa modification.

Au cours des dernières années, quelques modifications ont été apportées au modèle de rédaction générique des décrets afin d'adresser certains problèmes de rédaction soulevés par le Comité mixte permanent. Il est sans contredit que le problème d'uniformité dans la version française de l'intertitre précédant l'article 4 dont vous faites mention sera rectifié dans les prochaines versions du Décret ainsi que dans le plus récent modèle de rédaction ayant servi à l'élaboration de deux décrets du ministère entrés en vigueur le 9 novembre dernier (SI/2011-92 et SI/2011-93).

Veuillez agréer, Madame, mes sincères salutations.

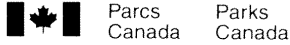
Jean-François Tremblay
Sous-ministre adjoint principal
Politiques et orientation stratégique

c.c. : Janet King
Sous-ministre adjointe
Organisation des affaires du Nord

Duaine Simms
Avocat-conseil superviseur
Services juridique du ministère

Canada

Appendix L



Gatineau, Quebec
K1A 0M5

Mr. Peter Bernhardt
General Counsel
Standing Joint Committee for the Scrutiny of Regulations
Senate
Ottawa, Ontario K1A 0A4

Subject: SOR /93-220 - *Historic Canals Regulations*

Dear Mr. Bernhardt:

Thank you for your letter of November 19, 2009, regarding the above referenced instrument. I am pleased to inform you of Parks Canada's progress to date in addressing the issues raised by the Committee.

The drafting instructions for the *Regulations amending the Historic Canals Regulations* were submitted to the Regulations Section of the Department of Justice on September 11, 2009.

It continues to be our intention to finalize the amendments by the end of March 2010.

Should you wish to further discuss this issue, please do not hesitate to contact Ms. Darlene Pearson, Director, Legislation and Policy, at (819) 994-2691.

I trust that you will find this satisfactory.

Yours truly

A handwritten signature in black ink, appearing to read "Ron Hallman".

Ron Hallman
Director General
National Parks

Cc. Jacques Rousseau



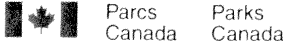
JAN - 4 2010

RECEIVED/REÇU

JAN 15 2010

REGULATIONS
RÉGLEMENTATION





Gatineau, Quebec
K1A 0M5

JUN 10 2010

Mr. Peter Bernhardt
General Counsel
Standing Joint Committee for the Scrutiny of Regulations
The Senate
Ottawa, ON K1A 0A4

RECEIVED/REÇU

JUL 05 2010

REGULATIONS
RÉGLEMENTATION

Dear Mr. Bernhardt:

Subject: SOR/93-220, Historic Canals Regulations

Thank you for your letter of May 17, 2010, regarding the *Historic Canals Regulations* (SOR/93-220).

We are pleased to inform you that we received a first draft of the *Regulations Amending the Historic Canals Regulations* from our regulatory drafters at Justice Canada on November 17, 2009. Revised drafting instructions were submitted to Justice Canada on February 11, 2010, and we anticipate a second draft of the Regulations to follow shortly.

On May 31, 2010, based on review of the Triage Statement, our analyst at the Regulatory Affairs Sector of the Treasury Board Secretariat (RAS-TBS) indicated that the amendments can proceed using the Miscellaneous Amendment Program process, and can be exempted from pre-publication. We are preparing a low-impact Regulatory Impact Analysis Statement for approval by RAS-TBS.

Should you wish to further discuss this issue, please do not hesitate to contact Mr. Gilles Seutin, Acting Director, Legislation and Policy, National Parks Directorate at (819) 994-2691.

I trust that you will find this satisfactory.

Yours truly,

A handwritten signature in black ink, appearing to read "Ron Hallman".

Ron Hallman
Director General
National Parks Directorate





Parks Canada
Parcs Canada



25 Eddy Street, 4th floor
Gatineau, Quebec K1A 0M5

MAR 11 2011

Mr. Peter Bernhardt
General Counsel
Standing Joint Committee for the Scrutiny of Regulations
The Senate
Ottawa, Ontario
K1A 0A4

RECEIVED/REÇU
APR 12 2011
REGULATIONS
RÉGLEMENTATION

Dear Mr. Bernhardt:

Subject:

SOR/93-220, *Historic Canals Regulations*

Thank you for your letter of January 31, 2011, regarding the *Historic Canals Regulations* (SOR/93-220). I am writing to inform you of Parks Canada's progress in addressing the issues raised by the Standing Joint Committee for the Scrutiny of Regulations.

We are pleased to inform you that we have been working to clarify several remaining issues with the drafters at the Department of Justice and we anticipate that a second draft of the Regulations will be completed in the coming months. In addition, a low-impact Regulatory Impact Assessment Statement has been prepared for submission to TBS-RAS for approval.

Should you wish to further discuss this issue, please contact Mary Lou Doyle, Manager, Government Relations and Legislation, National Historic Sites Policy Branch at (819) 997-4045.

We trust that you will find this satisfactory.

Yours truly,

Ron Hallman
Director General
National Parks Directorate
Parks Canada Agency

c.c. Larry Ostola, Director General, National Parks Directorate

Canada





SEP 27 2011

Mr. Peter Bernhardt
General Counsel
Standing Joint Committee for the Scrutiny of Regulations
The Senate
Ottawa, Ontario
K1A 0A4

RECEIVED/REÇU

OCT 04 2011

REGULATIONS
RÉGLEMENTATION

Subject: SOR/93-220, *Historic Canals Regulations*

Dear Mr. Bernhardt:

Thank you for your letter of July 21, 2011, inquiring as to our progress in addressing the issues raised by the Standing Joint Committee for the Scrutiny of Regulations regarding the *Historic Canals Regulations* (SOR/93-220).

We are pleased to inform you that we have prepared revised drafting instructions for the regulatory drafters at the Department of Justice. We anticipate that a third draft of the Regulations will be completed in the coming months.

Should you wish to further discuss this issue, please contact Mary Lou Doyle, Manager, Government Relations and Legislation, National Historic Sites Policy Branch at (819) 997-4045.

We trust that you will find this satisfactory.

Yours truly,

A handwritten signature in black ink, appearing to read "Jeff Anderson".

Jeff Anderson
Acting Director General
National Parks Directorate

c. Larry Ostola, Director General, National Historic Sites Directorate



Annexe L

**TRANSLATION / TRADUCTION**

Le 4 janvier 2010

Monsieur Peter Bernhardt
Conseiller juridique principal
Comité mixte permanent d'examen de la réglementation
Sénat du Canada
Ottawa (Ontario)
K1A 0A4

Monsieur,

Objet: DORS/93-220, Règlement sur les canaux historiques

J'ai bien reçu votre lettre du 19 novembre 2009 concernant le document mentionné en objet. J'ai le plaisir de vous informer des progrès que Parcs Canada a réalisés à l'égard des questions soulevées par le Comité.

Les consignes de rédaction du Règlement modifiant le Règlement sur les canaux historiques ont été soumises à la Section de la réglementation du ministère de la Justice le 11 septembre 2009.

Nous avons toujours l'intention de compléter les modifications d'ici la fin du mois de mars 2010.

Si vous souhaitez discuter plus avant de cette question, n'hésitez pas à communiquer avec M^{me} Darlene Pearson, directrice, Direction de la législation et des politiques, au numéro 819-994-2691.

Espérant le tout à votre convenance, je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Ron Hallman
Directeur général
Parcs Nationaux

c. c. Jacques Rousseau



TRANSLATION / TRADUCTION

Le 10 juin 2010

Monsieur Peter Bernhardt
Conseiller juridique principal
Comité mixte permanent d'examen de la réglementation
Sénat du Canada
Ottawa (Ontario)
K1A 0A4

Monsieur,

Objet: DORS/93-220, Règlement sur les canaux historiques

J'ai bien reçu votre lettre du 17 mai 2010 concernant le Règlement sur les canaux historiques (DORS/93-220).

J'ai le plaisir de vous informer que nous avons reçu des rédacteurs de règlements de Justice Canada, le 17 novembre 2009, une première ébauche du Règlement modifiant le Règlement sur les canaux historiques. Des consignes de rédaction révisées ont été envoyées à Justice Canada le 11 février 2010, et nous pensons recevoir très prochainement une deuxième ébauche du règlement en question.

Le 31 mai 2010, à la lumière de l'examen de l'Énoncé de priorisation, notre analyste au Secteur des affaires réglementaires du Secrétariat du Conseil du Trésor nous a informés que l'on pouvait faire les modifications en suivant le Programme des règlements correctifs du processus de réglementation, et que ces modifications pouvaient être exemptées de prépublication. Nous sommes en train de préparer un Résumé de l'étude d'impact de la réglementation dans lequel nous indiquons que les incidences sont mineures; nous entendons soumettre ce résumé à l'approbation du Secteur des affaires réglementaires du Secrétariat du Conseil du Trésor.

Si vous souhaitez discuter plus avant de cette question, n'hésitez pas à communiquer avec M. Gilles Seutin, directeur par intérim, Direction de la législation et des politiques, au numéro 819-994-2691.

Espérant le tout à votre convenance, je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Ron Hallman, Directeur général
Parcs Nationaux



TRANSLATION / TRADUCTION

Le 11 mars 2011

Monsieur Peter Bernhardt
Conseiller juridique principal
Comité mixte permanent d'examen de la réglementation
Sénat du Canada
Ottawa (Ontario)
K1A 0A4

Monsieur,

Objet: DORS/93-220, Règlement sur les canaux historiques

J'ai bien reçu votre lettre du 31 janvier 2011 concernant le document mentionné en objet. J'ai le plaisir de vous faire part des progrès que Parcs Canada a réalisés à l'égard des questions soulevées par le Comité mixte permanent d'examen de la réglementation.

Je vous informe que nous avons travaillé à éclaircir plusieurs problèmes restés en suspens avec les rédacteurs du ministère de la Justice, et que nous prévoyons que la deuxième ébauche du règlement en question sera prête dans quelques mois. Par ailleurs, nous avons préparé un Résumé de l'étude d'impact de la réglementation dans lequel nous indiquons que les incidences sont mineures; ce résumé sera soumis au Secteur des affaires réglementaires du Secrétariat du Conseil du Trésor pour approbation.

Si vous souhaitez discuter plus avant de cette question, n'hésitez pas à communiquer avec Mary Lou Doyle, gestionnaire, Relations gouvernementales et législation, Direction des politiques des lieux historiques nationaux, au numéro 819-997-4045.

Espérant le tout à votre convenance, je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Ron Hallman, Directeur général
Parcs Nationaux, Agence Parcs Canada

c.c. Larry Ostola, directeur général, Lieux historiques nationaux



TRANSLATION / TRADUCTION

Le 27 septembre 2011

Monsieur Peter Bernhardt
Conseiller juridique principal
Comité mixte permanent d'examen de la réglementation
Sénat du Canada
Ottawa (Ontario)
K1A 0A4

Monsieur,

Objet: DORS/93-220, Règlement sur les canaux historiques

J'ai bien reçu votre lettre du 21 juillet 2011 au sujet des progrès que nous avons accomplis dans la résolution des problèmes soulevés par le Comité mixte permanent d'examen de la réglementation et concernant le Règlement sur les canaux historiques (DORS/93-220).

J'ai le plaisir de vous informer que nous avons revu et corrigé les consignes de rédaction à l'intention des rédacteurs de règlements du ministère de la Justice. Nous prévoyons que la troisième ébauche du règlement en objet sera prête d'ici quelques mois.

Si vous souhaitez discuter plus avant de cette question, n'hésitez pas à communiquer avec Mary Lou Doyle, gestionnaire, Relations gouvernementales et législation, Direction des politiques des lieux historiques nationaux, au numéro 819-997-4045.

Espérant le tout à votre convenance, je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Jeff Anderson
Directeur général par intérim
Parcs Nationaux

c. c. Larry Ostola, directeur général, Lieux historiques nationaux

Appendix M



Transport Canada / Transports Canada



Place de Ville, Tower C - Place de Ville, tour C
Ottawa, ON K1A 0N5 - Ottawa (Ontario) K1A 0N5

Your file / Votre référence

Our file / Notre référence

FEB 15 2011

Mr. Peter Bernhardt
Counsel
Standing Joint Committee for the
Scrutiny of Regulations
c/o The Senate
Ottawa, Ontario
K1A 0A4

RECEIVED/REÇU
FEB 17 2011
REGULATIONS
RÉGLEMENTATION

Dear Mr. Bernhardt:

Your file: SOR/2009-17, *International Bridges and Tunnels Regulations*

Thank you for your letter of December 7, 2010, in which you enquired about addressing concerns raised by your colleague, Ms. Evelyne Borkowski-Parent, regarding the *International Bridges and Tunnels Regulations*.

As was indicated in my response of May 28, 2010, to Ms. Borkowski-Parent, Transport Canada will be deleting the term "Minister" in subsection 1(1), as well as deleting subsection 13(2), and will correct the grammatical error in the French version of paragraph 15(1)(e). The department anticipates that amendments to these Regulations will be completed by the summer of 2011.

Thank you for bringing these issues to my attention. I trust that the foregoing will be helpful.

Yours sincerely,

Natalie Bossé
Director General
Corporate Secretariat



Transport Canada Transports Canada



Place de Ville, Tower C - Place de Ville, tour C
Ottawa, ON K1A 0N5 - Ottawa (Ontario) K1A 0N5

Your file Votre référence

Our file Notre référence

SEP 27 2011

Mr. Peter Bernhardt
General Counsel
Standing Joint Committee for the
Scrutiny of Regulations
c/o The Senate
Ottawa, ON K1A 0A4

RECEIVED/REQU
OCT 03 2011
REGULATIONS
RÉGLEMENTATION

Dear Mr. Bernhardt:

Your file: SOR/2009-17, *International Bridges and Tunnels Regulations*

Thank you for your letter of July 21, 2011, in which you enquired about progress on our intent to address the points raised by the Standing Joint Committee for the Scrutiny of Regulations regarding the *International Bridges and Tunnels Regulations*.

You will be pleased to know that the project to amend the regulations is progressing well. The final publication of this project is planned to go directly to *Canada Gazette*, Part II later this year.

Thank you for following up on the progress of this file. I trust that the foregoing will be helpful.

Yours sincerely,

Natalie Bossé
Director General
Corporate Secretariat

Annexe M

**TRANSLATION / TRADUCTION**

Le 15 février 2011

Monsieur Peter Bernhardt
Conseiller juridique
Comité mixte d'examen de la réglementation
a/s Le Sénat
Ottawa (Ontario)
K1A 0A4

Monsieur,

V/Réf.: DORS/2009-17, Règlement sur les ponts et tunnels internationaux

J'accuse réception de votre lettre du 7 décembre 2010 dans laquelle vous vous informiez de la suite donnée aux préoccupations exprimées par votre collègue, M^{me} Evelyne Borkowski-Parent, au sujet du Règlement sur les ponts et tunnels internationaux.

Comme je l'indiquais dans la réponse que j'ai fait parvenir à M^{me} Borkowski-Parent le 28 mai 2010, Transports Canada supprimera le mot « ministre » du paragraphe 1(1) et supprimera également le paragraphe 13(2), et il corrigera l'erreur grammaticale dans la version française de l'alinéa 15(1)e). Selon le Ministère, ces modifications seront terminées au cours de l'été 2011.

Merci de m'avoir signalé ces points. J'espère que ces renseignements vous seront utiles.

Natalie Bossé
Directrice générale
Secrétariat ministériel
Transports Canada



TRANSLATION / TRADUCTION

Le 27 septembre 2011

Monsieur Peter Bernhardt
Conseiller juridique principal
Comité mixte permanent d'examen de la réglementation
a/s Le Sénat
Ottawa (Ontario)
K1A 0A4

Monsieur,

V/Réf.: DORS/2009-17, Règlement sur les ponts et tunnels internationaux

J'ai bien reçu votre lettre du 21 juillet 2011 dans laquelle vous vous informiez de l'avancement des points soulevés par le Comité mixte permanent d'examen de la réglementation dans le dossier du Règlement sur les ponts et tunnels internationaux.

J'ai le plaisir de vous annoncer que le projet de modification du règlement avance bien et que la publication finale dans la partie II de la Gazette du Canada devrait se faire plus tard au cours de l'année.

Merci encore de l'attention portée à ce dossier. J'espère que ces renseignements vous seront utiles.

Natalie Bossé
Directrice générale
Secrétariat ministériel
Transports Canada

Appendix N

**TRANSLATION / TRADUCTION**

September 30, 2011

Ms. Barbara Jordan
Associate Vice-President
Policy and Programs Branch
Canadian Food Inspection Agency
1400 Merivale Road, Tower 1
Room 232, 5th Floor
Nepean, Ontario K1A 0Y9

Dear Ms. Jordan:

Our File: SOR/2009-18, Regulations Amending Certain Regulations Administered
and Enforced by the Canadian Food Inspection Agency

Your File: SJC 007386

The Committee continued its consideration of the above amendment and the relevant correspondence at its meeting of September 29, 2011. Could you inform me of the progress made since your letter of March 25, 2011? More specifically, could you tell me when you expect the promised amendments will be made?

Yours truly,

Jacques Rousseau
Counsel

/mh



TRANSLATION / TRADUCTION

November 25, 2011

Our File: SJC 008829

Mr. Jacques Rousseau
Counsel
Standing Joint Committee for
the Scrutiny of Regulations
c/o The Senate of Canada
Ottawa, Ontario K1A 0A4

Dear Mr. Rousseau:

**Subject: SOR/2009-18, Regulations Amending Certain Regulations
Administered and Enforced by the Canadian Food Inspection Agency**

Thank you for your letter of September 30, 2011, regarding the above Regulations.

These amendments are currently on hold pending our next proposed amending regulations, which are being prepared and should be reviewed by Treasury Board in 2012.

Yours sincerely,

Barbara A. Jordan
Associate Vice-President, Policy
Policy and Programs Branch

Annexe N

**STANDING JOINT COMMITTEE
FOR
THE SCRUTINY OF REGULATIONS**

c/o THE SENATE, OTTAWA K1A 0A4
TEL: 995-0751
FAX: 943-2109

JOINT CHAIRS

**SÉNATEUR BOB RUNCIMAN
FRANÇOISE BOIVIN, M.P.**

VICE-CHAIRS

**GARRY BREITKREUZ, M.P.
MASSIMO PACETTI, M.P.**



CANADA

**COMITÉ MIXTE PERMANENT
D'EXAMEN DE LA RÉGLEMENTATION**

c/o LE SÉNAT, OTTAWA K1A 0A4
TEL: 995-0751
TÉLÉCOPIEUR: 943-2109

CO-PRÉSIDENTS

**SÉNATEUR BOB RUNCIMAN
FRANÇOISE BOIVIN, DÉPUTÉE**

VICE-PRÉSIDENTS

**GARRY BREITKREUZ, DÉPUTÉ
MASSIMO PACETTI, DÉPUTÉ**



Le 30 septembre 2011

Madame Barbara Jordan
Vice-présidente associée
Direction des politiques et programmes
Agence canadienne d'inspection des aliments
1400, chemin Merivale, Tour 1
Pièce 232 – 5^e étage
NEPEAN (Ontario) K1A 0Y9

Madame,

N/Réf.: DORS/2009-18, Règlement modifiant certains règlements dont
l'Agence canadienne d'inspection des aliments est
chargée d'assurer et de contrôler l'application

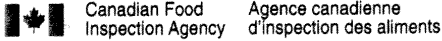
V/Réf.: SJC 007386

Le Comité mixte a poursuivi son examen de la modification mentionnée
ci-dessus et de la correspondance pertinente à sa réunion du 29 septembre 2011.
Pourriez-vous me faire part des progrès accomplis depuis votre lettre du
25 mars 2011? Plus spécifiquement, je me demande si vous êtes en mesure de
m'informer de la date où vous prévoyez que les modifications promises seront
adoptées.

Veuillez croire à mes sentiments dévoués.

Jacques Rousseau
Conseiller juridique

/mh



1400 chemin Merivale
Ottawa (Ontario) K1A 0Y9

NOV 25 2011

SJC 008829

RECEIVED/REÇU

NOV 30 2011

REGULATIONS
RÉGLEMENTATION

Monsieur Jacques Rousseau
Conseiller juridique
Comité mixte permanent
d'examen de la réglementation
a/s Le Sénat
Ottawa (Ontario) K1A 0A4

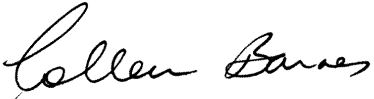
Monsieur,

**Objet : DORS/2009-18, Règlement modifiant certains règlements dont
l'Agence canadienne d'inspection des aliments est chargée d'assurer et de contrôler
l'application**

Je vous remercie de votre lettre datée du 30 septembre 2011 concernant le Règlement en
rubrique.

Ces modifications sont actuellement en attente de notre prochain projet de règlement modificatif.
Ce projet est en cours d'élaboration et devrait être examinée par le Conseil du Trésor en 2012.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

for 

Barbara A. Jordan
Vice-présidente associée, Politiques
Direction générale des politiques et des programmes

Canada

Appendix O

STANDING JOINT COMMITTEE
FOR
THE SCRUTINY OF REGULATIONSc/o THE SENATE, OTTAWA K1A 0A4
TEL: 995-0751
FAX: 943-2109

JOINT CHAIRMEN

SENATOR J. TREVOR EYTON
DEREK LEE, M.P.

VICE-CHAIRMEN

KEN EPP, M.P.
DAVID CHRISTOPHERSON, M.P.

CANADA

COMITÉ MIXTE PERMANENT
D'EXAMEN DE LA RÉGLEMENTATIONc/o LE SÉNAT, OTTAWA K1A 0A4
TEL: 995-0751
TÉLÉCOPIEUR: 943-2109

CO-PRÉSIDENTS

SÉNATEUR J. TREVOR EYTON
DEREK LEE, DÉPUTÉ

VICE-PRÉSIDENTS

KEN EPP, DÉPUTÉ
DAVID CHRISTOPHERSON, DÉPUTÉ

September 4, 2008

Ms. Valerie Hughes
Assistant Deputy Minister and Counsel
Law Branch
Department of Finance
L'Esplanade Laurier
140 O'Connor Street, 21st Floor
OTTAWA, Ontario K1A 0G5

Dear Ms. Hughes:

Our Files: SOR/95-26, Special Import Measures Regulations, amendment
SOR/2000-138, Regulations Amending the Special Import
Measures Regulations

Thank you for your letter of August 29, 2008, concerning proposed amendments to the *Special Import Measures Regulations* intended in part to address the concerns raised the Joint Committee in connection with the above-referenced instruments. I can confirm that the draft amendments that accompanied your letter would indeed resolve all outstanding matters.

With respect to the proposed amendments to the English version of the opening portion of subsections 37.1(1) and (2), I wonder whether the corresponding portion of the French version of these provisions is also not in need of amendment. In each instance, the English version would state that what is being set out are factors that “may be considered” in making the relevant determination. The French version, on the other hand, sets out factors that are to be considered (“Les facteurs pris en compte pour décider”). In this regard, I also note that both versions of the enabling authority, subsection 97(1)(a.1) of the *Special Import Measures Act*, authorize regulations respecting the factors that “may be considered” in making these determinations.

- 2 -



Finally, as far as I am able to ascertain, the proposed amendment to the English version of section 3 of the Regulations merely re-enacts this provision in its present form. I suspect I am overlooking something, but am uncertain as to the purpose and effect of this amendment.

Yours sincerely,

A handwritten signature in black ink, appearing to read "Peter Bernhardt".

Peter Bernhardt
General Counsel

/mn



Department of Finance
Canada

Ministère des Finances
Canada

Assistant Deputy Minister Sous-ministre adjoint

Ottawa, Canada
K1A 0G5



JUL 02 2009

RECEIVED/REÇU

JUL 06 2009

REGULATIONS
RÉGLEMENTATION

Mr. Peter Bernhardt
General Counsel
Standing Joint Committee for the Scrutiny of Regulations
c/o The Senate
Ottawa, ON
K1A 0H4

Dear Mr. Bernhardt:

**Re: SOR/95-26, Special Import Measures Regulations, amendment
SOR/2000-138, Regulations Amending the Special Import Measures Regulations**

Thank you for your letter of September 4, 2008, concerning proposed amendments to the *Special Import Measures Regulations*. We regret the delay in replying; however, the interdepartmental consultations that we have held on this subject have taken a considerable amount of time, and have led to our identifying a number of issues not addressed in our earlier correspondences with you.

The attached draft order incorporates further amendments to the Regulations to address those additional issues. We will undertake to replace subsection 37.1(3) and section 37.11 in addition to subsections 37.1(1) and 37.1(2). Furthermore, and with respect to subsections 37.1(1), 37.1(2) and 37.1(3), the word "any" will be removed. We are also revoking and amending paragraph 37.1(1)(d), and revising the French versions of paragraphs 37.1(1)(d), 37.1(2)(h), clause 37.1(3)(b)(vii), and paragraph 37.11(e). Finally, sections 47 and 51 of the Regulations will be further amended to address the manner by which mail may be delivered, and paragraph 56(a) of the Regulations will be amended by replacing "customs office" with "Canada Border Services Agency office".

We have reviewed your comments with respect to the French version of subsections 37.1(1) and 37.1(2) and agree with your view that they should be amended to set out factors that may be "considered". We propose draft language that we believe



accomplishes this result. Concerning the proposed amendment to the English version of section 3, we are simply correcting a typographical error whereby the letter “I” in the existing “I9” found in section 3 of the Regulations will be replaced with the number “1” so that the number in question properly reads “19”.

We look forward to proceeding upon receipt of your comments concerning our proposed draft language for subsections 37.1(1) and 37.1(2).

Yours sincerely,

A handwritten signature in cursive script, appearing to read "Valerie Hughes".

Valerie Hughes
Assistant Deputy Minister
Law Branch

Encl.



DRAFT/ÉBAUCHE
MFobes/ALebeau

2009-04-08 (15:55)
JUS-610923
(SOR/DORS)

Notice is hereby given that the Governor in Council, pursuant to subsection 97(1)^a of the *Special Import Measures Act*^b, proposes to make the annexed *Regulations Amending the Special Import Measures Regulations*.

Interested persons may make representations concerning the proposed Regulations within 15 days after the date of publication of this notice. All such representations must cite the *Canada Gazette*, Part I, and the date of publication of this notice, and be addressed to René Unger, Policy Officer, International Trade Policy Division, Department of Finance, L'Esplanade Laurier, 14th Floor, 140 O'Connor Street, Ottawa, Ontario K1A 0G5 (fax: 613-992-6761; e-mail: rene.unger@fin.gc.ca).

Ottawa, _____, 2009

Mary Pichette
Assistant Clerk of the Privy Council

^a S.C. 2005, c. 38, par. 134(z.40)

^b R.S., c. S-15

Avis est donné que la gouverneure en conseil, en vertu du paragraphe 97(1)^a de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation*^b, se propose de prendre le *Règlement modifiant le Règlement sur les mesures spéciales d'importation*, ci-après.

Les intéressés peuvent présenter leurs observations au sujet du projet de règlement dans les quinze jours suivant la date de publication du présent avis. Ils sont priés d'y citer la *Gazette du Canada* Partie I, ainsi que la date de publication, et d'envoyer le tout à René Unger, analyste de la politique, Division de la politique commerciale internationale, ministère des Finances, L'Esplanade Laurier, 14^e étage, 140, rue O'Connor, Ottawa (Ontario) K1A 0G5 (télécopieur : 613-992-6761; courriel : rene.unger@fin.gc.ca).

Ottawa, le _____ 2009

La greffière adjointe du Conseil privé,

Mary Pichette

^a L.C. 2005, ch. 38, al. 134z.40)

^b L.R., ch. S-15



DRAFT/ÉBAUCHE
MFobes/ALebeau

2009-04-08 (15:55)
JUS-610923
(SOR/DORS)

Her Excellency the Governor General in Council,
on the recommendation of the Minister of Finance,
pursuant to subsection 97(1)^a of the *Special Import
Measures Act*^b, hereby makes the annexed *Regula-
tions Amending the Special Import Measures Regu-
lations*.

Sur recommandation du ministre des Finances et
en vertu du paragraphe 97(1)^a de la *Loi sur les mesures
spéciales d'importation*^b, Son Excellence la Gou-
verneure générale en conseil prend le *Règlement mod-
ifiant le Règlement sur les mesures spéciales d'im-
portation*, ci-après.

^a S.C. 2005, c. 38, par. 134(z.40)

^b R.S., c. S-15

^a L.C. 2005, ch. 38, al. 134z.40)

^b L.R., ch. S-15



DRAFT/ÉBAUCHE
MFobes/ALebeau

2009-04-08 (15:55)
JUS-610923
(SOR/DORS)

REGULATIONS AMENDING THE SPECIAL
IMPORT MEASURES REGULATIONS

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT
SUR LES MESURES SPÉCIALES
D'IMPORTATION

AMENDMENTS

MODIFICATIONS

1. Section 3 of the English version of the *Special Import Measures Regulations* is replaced by the following:

1. L'article 3 de la version anglaise du *Règlement sur les mesures spéciales d'importation* est remplacé par ce qui suit :

3. For the purposes of sections 15, 19 and 20 of the Act, the price of like goods shall be adjusted to reflect the quantity discount generally granted in connection with a sale of like goods in the same or substantially the same quantities as the quantities of the goods sold to the importer in Canada.

3. For the purposes of sections 15, 19 and 20 of the Act, the price of like goods shall be adjusted to reflect the quantity discount generally granted in connection with a sale of like goods in the same or substantially the same quantities as the quantities of the goods sold to the importer in Canada.

2. (1) The portion of subsection 37.1(1) of the Regulations before paragraph (a) is replaced by the following:

2. (1) Le passage du paragraphe 37.1(1) du même règlement précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

(1) The following factors may be considered in determining whether the dumping or subsidizing of goods has caused injury or retardation:

37.1 (1) Les facteurs qui peuvent être pris en compte pour décider si le dumping ou le subventionnement de marchandises a causé un dommage ou un retard sont les suivants :

(2) Paragraph 37.1(1)(d) of the Regulations is replaced by the following:

(2) L'alinéa 37.1(1)d) du même règlement est remplacé par ce qui suit :

(d) any other factors that are relevant in the circumstances.

d) tout autre facteur pertinent dans les circonstances.

(3) The portion of subsection 37.1(2) of the Regulations before paragraph (a) is replaced by the following:

(3) Le passage du paragraphe 37.1(2) du même règlement précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

(2) The following factors may be considered in determining whether the dumping or subsidizing of goods is threatening to cause injury:

(2) Les facteurs qui peuvent être pris en compte pour décider si le dumping ou le subventionnement de marchandises menace de causer un dommage sont les suivants :

(4) Paragraph 37.1(2)(h) of the Regulations is replaced by the following:

(4) L'alinéa 37.1(2)h) du même règlement est remplacé par ce qui suit :

¹ SOR/84-927

¹ DORS/84-927



DRAFT/ÉBAUCHE
MFobes/ALebeau

- 2 -

2009-04-08 (15:55)
JUS-610923

(h) any other factors that are relevant in the circumstances.

(5) The portion of subsection 37.1(3) of the Regulations before paragraph (a) is replaced by the following:

(3) The following additional factors may be considered in determining whether the dumping or subsidizing of goods has caused injury or retardation or is threatening to cause injury:

(6) Subparagraph 37.1(3)(b)(vii) of the French version of the Regulations is replaced by the following:

(vii) tout autre facteur pertinent dans les circonstances.

3. (1) The portion of section 37.11 of the Regulations before paragraph (a) is replaced by the following:

37.11 The following factors may be considered in determining whether injury has been caused by a massive importation of dumped or subsidized goods, or by a series of importations of dumped or subsidized goods where the importations have occurred within a relatively short period of time and in the aggregate are massive:

(2) Paragraph 37.11(e) of the French version of the Regulations is replaced by the following:

e) tout autre facteur pertinent dans les circonstances.

4. (1) Paragraph 37.2(1)(j) of the Regulations is replaced by the following:

(j) any other factors pertaining to the current or likely behaviour or state of

- (i) a foreign government, or
- (ii) the domestic or international economy, market for goods or industry as a whole or in relation to individual producers, exporters, brokers or traders.

h) tout autre facteur pertinent dans les circonstances.

(5) Le passage du paragraphe 37.1(3) du même règlement précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

(3) En outre, les facteurs qui peuvent être pris en compte pour décider si le dumping ou le subventionnement des marchandises a causé un dommage ou un retard ou menace de causer un dommage sont les suivants :

(6) Le sous-alinéa 37.1(3)(b)(vii) de la version française du même règlement est remplacé par ce qui suit :

(vii) tout autre facteur pertinent dans les circonstances.

3. (1) Le passage de l'article 37.11 du même règlement précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

37.11 Les facteurs qui peuvent être pris en compte pour décider si les marchandises sous-évaluées ou subventionnées représentent une importation massive ou appartiennent à une série d'importations, massives dans l'ensemble et échelonnées sur une période relativement courte, qui a causé un dommage sont les suivants :

(2) L'alinéa 37.11e) de la version française du même règlement est remplacé par ce qui suit :

e) tout autre facteur pertinent dans les circonstances.

4. (1) L'alinéa 37.2(1)(j) du même règlement est remplacé par ce qui suit :

(j) tout autre facteur relatif au comportement ou à l'état actuel ou probable des éléments suivants :

- (i) un gouvernement étranger,
- (ii) à l'échelle nationale ou internationale, l'économie, le marché des marchandises ou la branche de production dans son ensemble ou à



DRAFT/ÉBAUCHE
MFobes/ALebeau

- 3 -

2009-04-08 (15:55)
JUS-610923

(2) Paragraph 37.2(2)(k) of the Regulations is replaced by the following:

(k) any other factors pertaining to the current or likely behaviour or state of the domestic or international economy, market for goods or industry as a whole or in relation to individual producers, exporters, brokers or traders.

5. Subsection 40.1(3) of the Regulations is amended by adding “and” at the end of paragraph (b), by striking out “and” at the end of paragraph (c) and by repealing paragraph (d).

6. Section 47 of the Regulations is replaced by the following:

47. For the purposes of subsections 56(1.1) and 58(2) of the Act, a request for a re-determination shall be delivered to the Director General, Anti-dumping and Countervailing Program, Trade Programs Directorate, Canada Border Services Agency, Ottawa, Ontario K1A 0L8.

7. Section 51 of the Regulations is replaced by the following:

51. For the purposes of subsections 56(1.01) and 58(1.1) of the Act, a request for a re-determination shall be delivered to the Director General, Anti-dumping and Countervailing Program, Trade Programs Directorate, Canada Border Services Agency, Ottawa, Ontario K1A 0L8.

8. Subsection 55(2) of the Regulations is replaced by the following:

(2) A request for a review shall be delivered to the Director General, Anti-dumping and Countervailing Program, Trade Programs Directorate, Canada Border Services Agency, Ottawa, Ontario K1A 0L8.

l'égard d'un producteur, d'un exportateur, d'un courtier ou d'un négociant en particulier.

(2) L'alinéa 37.2(2)(k) du même règlement est remplacé par ce qui suit :

k) tout autre facteur relatif au comportement ou à l'état actuel ou probable, à l'échelle nationale ou internationale, de l'économie, du marché des marchandises ou de la branche de production dans son ensemble ou à l'égard d'un producteur, d'un exportateur, d'un courtier ou d'un négociant en particulier.

5. L'alinéa 40.1(3)d) du même règlement est abrogé.

6. L'article 47 du même règlement est remplacé par ce qui suit :

47. Pour l'application des paragraphes 56(1.1) et 58(2) de la Loi, la demande de révision ou de réexamen est envoyée au directeur général, Programme des droits antidumping et compensateurs, Direction des programmes commerciaux, Agence des services frontaliers du Canada, Ottawa (Ontario) K1A 0L8.

7. L'article 51 du même règlement est remplacé par ce qui suit :

51. Pour l'application des paragraphes 56(1.01) et 58(1.1) de la Loi, la demande de révision ou de réexamen est envoyée au directeur général, Programme des droits antidumping et compensateurs, Direction des programmes commerciaux, Agence des services frontaliers du Canada, Ottawa (Ontario) K1A 0L8.

8. Le paragraphe 55(2) du même règlement est remplacé par ce qui suit :

(2) La demande de réexamen est envoyée au directeur général, Programme des droits antidumping et compensateurs, Direction des programmes



DRAFT/ÉBAUCHE
MFobes/ALebeau

- 4 -

2009-04-08 (15:55)
JUS-610923

9. Paragraphs 56(a) and (b) of the Regulations are replaced by the following:

- (a) if it is in the form of cash or a certified cheque, with an officer at the Canada Border Services Agency office at which the goods are, or are to be, released; and
- (b) if it is in any other form, with an officer at the regional office of the Canada Border Services Agency of the region in which the goods are, or are to be, released.

10. The Regulations are amended by replacing “Commissioner” with “President” in the following provisions:

- (a) paragraph 25.2(2)(c);
- (b) subsection 36.4(1);
- (c) paragraph 37.11(a);
- (d) the portion of subsection 37.2(1) before paragraph (a);
- (e) paragraphs 38(a) and (c);
- (f) section 40; and
- (g) section 57.1.

COMING INTO FORCE

11. These Regulations come into force on the day on which they are registered.

commerciaux, Agence des services frontaliers du Canada, Ottawa (Ontario) K1A 0L8.

9. Les alinéas 56a) et b) du même règlement sont remplacés par ce qui suit :

- a) si elle est sous forme d'espèces ou de chèque certifié, à un agent du bureau de l'Agence des services frontaliers du Canada où sont ou seront dédouanées les marchandises;
- b) sinon, à un agent du bureau régional de l'Agence des services frontaliers du Canada de la région où sont ou seront dédouanées les marchandises.

10. Dans les passages ci-après du même règlement, « commissaire » est remplacé par « président » :

- a) l'alinéa 25.2(2)c);
- b) le paragraphe 36.4(1);
- c) l'alinéa 37.11a);
- d) le passage du paragraphe 37.2(1) précédant l'alinéa a);
- e) les alinéas 38a) et c);
- f) l'article 40;
- g) l'article 57.1.

ENTRÉE EN VIGUEUR

11. Le présent règlement entre en vigueur à la date de son enregistrement.

STANDING JOINT COMMITTEE
FOR
THE SCRUTINY OF REGULATIONS

c/o THE SENATE, OTTAWA K1A 0A4
TEL: 995-0751
FAX: 943-2109

JOINT CHAIRMEN

SENATOR J. TREVOR EYTON
ANDREW J. KANIA, LL.M., M.P.

VICE-CHAIRMEN

ROYAL GALIPEAU, M.P.
BRIAN MASSE, M.P.



CANADA

COMITÉ MIXTE PERMANENT
D'EXAMEN DE LA RÉGLEMENTATION

c/o LE SÉNAT, OTTAWA K1A 0A4
TEL: 995-0751
TÉLÉCOPIEUR: 943-2109

CO-PRÉSIDENTS

SÉNATEUR J. TREVOR EYTON
ANDREW J. KANIA, LL.M., DÉPUTÉ

VICE-PRÉSIDENTS

ROYAL GALIPEAU, DÉPUTÉ
BRIAN MASSE, DÉPUTÉ



July 22, 2009

Ms. Valerie Hughes
Assistant Deputy Minister and Counsel
Law Branch
Department of Finance
L'Esplanade Laurier
140 O'Connor Street, 21st Floor
OTTAWA, Ontario K1A 0G5

Dear Ms. Hughes:

Our Files: SOR/95-26, Special Import Measures Regulations, amendment
SOR/2000-138, Regulations Amending the Special Import Measures
Regulations

Thank you for your letter of July 2, 2009, concerning proposed amendments to the *Special Import Measures Regulations* intended in part to address the concerns raised by the Joint Committee with respect to the above-referenced instruments. I can confirm that the draft amendments to subsections 37.1(1) and 37.1(2) that accompanied your letter would address the point noted in my letter of September 4, 2008 in connection with these provisions.

Yours sincerely,

Peter Bernhardt
General Counsel

/mn

STANDING JOINT COMMITTEE
FOR
THE SCRUTINY OF REGULATIONS

c/o THE SENATE, OTTAWA K1A 0A4
TEL: 995-0751
FAX: 943-2109

JOINT CHAIRMEN

SENATOR JOHN D. WALLACE
ANDREW J. KANIA, LL.M., M.P.

VICE-CHAIRMEN

ROYAL GALIPEAU, M.P.
BRIAN MASSE, M.P.



CANADA

COMITÉ MIXTE PERMANENT
D'EXAMEN DE LA RÉGLEMENTATION

a/s LE SÉNAT, OTTAWA K1A 0A4
TÉL: 995-0751
TÉLÉCOPIEUR: 943-2109

CO-PRÉSIDENTS

SÉNATEUR JOHN D. WALLACE
ANDREW J. KANIA, LL.M., DÉPUTÉ

VICE-PRÉSIDENTS

ROYAL GALIPEAU, DÉPUTÉ
BRIAN MASSE, DÉPUTÉ



December 4, 2009

Ms. Valerie Hughes
Assistant Deputy Minister and Counsel
Law Branch
Department of Finance
L'Esplanade Laurier
140 O'Connor Street, 21st Floor
OTTAWA, Ontario K1A 0G5

Dear Ms. Hughes:

Our Files: SOR/95-26, Special Import Measures Regulations, amendment
SOR/2000-138, Regulations Amending the Special Import
Measures Regulations

I refer to your letter of July 2, 2009, as well as to my letter of July 22, 2009, and would value your advice as to the progress of the amendments to the *Special Import Measures Regulations* discussed therein.

Yours sincerely,

Peter Bernhardt
General Counsel

/mh

STANDING JOINT COMMITTEE
FOR
THE SCRUTINY OF REGULATIONS

c/o THE SENATE, OTTAWA K1A 0A4
TEL: 995-0751
FAX: 943-2109

JOINT CHAIRS

SENATOR YONAH MARTIN
ANDREW J. KANIA, LL.M., M.P.

VICE-CHAIRS

ROYAL GALIPEAU, M.P.
BRIAN MASSE, M.P.



CANADA

COMITÉ MIXTE PERMANENT
D'EXAMEN DE LA RÉGLEMENTATION

c/o LE SÉNAT, OTTAWA K1A 0A4
TEL: 995-0751
TÉLÉCOPIEUR: 943-2109

CO-PRÉSIDENTS

SÉNATRICE YONAH MARTIN
ANDREW J. KANIA, LL.M., DÉPUTÉ

VICE-PRÉSIDENTS

ROYAL GALIPEAU, DÉPUTÉ
BRIAN MASSE, DÉPUTÉ

April 13, 2010

Ms. Valerie Hughes
Assistant Deputy Minister and Counsel
Law Branch
Department of Finance
L'Esplanade Laurier
140 O'Connor Street, 21st Floor
OTTAWA, Ontario K1A 0G5

Dear Ms. Hughes:

Our Files: SOR/95-26, Special Import Measures Regulations, amendment
SOR/2000-138, Regulations Amending the Special Import Measures
Regulations

I refer to my letter of December 4, 2009, to which a reply would be appreciated.

Yours sincerely,

Peter Bernhardt
General Counsel

/mn



Department of Finance
Canada

Ministère des Finances
Canada

Assistant Deputy Minister

Sous-ministre adjointe



MAY 03 2010
MAY

RECEIVED/REÇU
MAY 06 2010
REGULATIONS
RÉGLEMENTATION

Mr. Peter Bernhardt
General Counsel
Standing Joint Committee for the Scrutiny of Regulations
c/o The Senate
Ottawa, ON
K1A 0H4

Dear Mr. Bernhardt:

Re: **SOR/95-26, Special Import Measures Regulations, amendment**
SOR/2000-138, Regulations Amending the Special Import Measures
Regulations

Thank you for your letter of April 13, 2010 concerning proposed amendments to the *Special Import Measures Regulations*. The amendments referred to in that letter and your earlier correspondence of July 22, 2009 and December 4, 2009 are now awaiting approval of the Minister of Finance for pre-publication, for a period of thirty days, in Part I of the *Canada Gazette*.

We expect to proceed with Part II publication shortly after the pre-publication period. We will notify you should the order be approved by the Treasury Board.

Yours sincerely,

Valerie Hughes
Assistant Deputy Minister
Law Branch

Canada

**STANDING JOINT COMMITTEE
FOR
THE SCRUTINY OF REGULATIONS**

c/o THE SENATE, OTTAWA K1A 0A4
TEL: 995-0751
FAX: 943-2109

JOINT CHAIRS

SENATOR YONAH MARTIN
ANDREW J. KANIA, LL.M., M.P.

VICE CHAIRS

ROYAL GALIPEAU, M.P.
BRIAN MASSE, M.P.



CANADA

**COMITÉ MIXTE PERMANENT
D'EXAMEN DE LA RÉGLEMENTATION**

c/o LE SÉNAT, OTTAWA K1A 0A4
TEL: 995-0751
TÉLÉCOPIEUR: 943-2109

CO PRÉSIDENTS

SÉNATRICE YONAH MARTIN
ANDREW J. KANIA, LL.M., DÉPUTÉ

VICE PRÉSIDENTS

ROYAL GALIPEAU, DÉPUTÉ
BRIAN MASSE, DÉPUTÉ



August 23, 2010

Ms. Valerie Hughes
Assistant Deputy Minister and Counsel
Law Branch
Department of Finance
L'Esplanade Laurier
140 O'Connor Street, 21st Floor
OTTAWA, Ontario K1A 0G5

Dear Ms. Hughes:

Our File: SOR/95-26, Special Import Measures Regulations, amendment
SOR/2000-138, Regulations Amending the Special Import Measures
Regulations

I refer to your letter of May 3, 2010, and would value your advice as to progress.

Yours sincerely,

Peter Bernhardt
General Counsel

/mh



Department of Finance
Canada

Ministère des Finances
Canada

Assistant Deputy Minister

Sous-ministre adjointe



JAN 3 1 2011

Mr. Peter Bernhardt
General Counsel
Standing Joint Committee for the Scrutiny of Regulations
c/o the Senate
Ottawa, ON
K1A 0H4

RECEIVED/REÇU
FEB 04 2011
REGULATIONS
RÉGLEMENTATION

Dear Mr. Bernhardt:

Re: SOR/95-26, Special Import Measures Regulations, amendment
SOR/2000-138, Regulations Amending the Special Import Measures
Regulations

Thank you for your letter of August 23, 2010 concerning proposed amendments to the *Special Import Measures Regulations*. The amendments referred to in that letter and your earlier correspondence of April 13, 2010, December 4, 2009 and July 22, 2009 were prepublished on October 2, 2010 in Part I of the Canada Gazette.

We expect to proceed with Part II publication in the upcoming weeks. We will notify you when the order for this publication is approved by the Treasury Board.

Yours sincerely,

Sandra Hassan
Acting Assistant Deputy Minister and Counsel

Canada

STANDING JOINT COMMITTEE
FOR
THE SCRUTINY OF REGULATIONS

c/o THE SENATE, OTTAWA K1A 0A4
TEL: 995-0751
FAX: 943-2109



CANADA

COMITÉ MIXTE PERMANENT
D'EXAMEN DE LA RÉGLEMENTATION

a/s LE SÉNAT, OTTAWA K1A 0A4
TEL: 995-0751
TÉLÉCOPIEUR: 943-2109

May 10, 2011

Ms. Sandra Hassan
A/Assistant Deputy Minister and Counsel
Law Branch
Department of Finance
L'Esplanade Laurier
140 O'Connor Street, 21st Floor
OTTAWA, Ontario
K1A 0G5

Dear Ms. Hassan:

Our Files: SOR/95-26, Special Import Measures Regulations, amendment
SOR/2000-138, Regulations Amending the Special Import Measures
Regulations

I refer to your letter of January 31, 2011, and would appreciate your advice as to progress.

Yours sincerely,

A handwritten signature in cursive script, reading "Peter Bernhardt".

Peter Bernhardt
General Counsel

/mn

**STANDING JOINT COMMITTEE
FOR
THE SCRUTINY OF REGULATIONS**

c/o THE SENATE, OTTAWA K1A 0A4
TEL: 995-0751
FAX: 943-2109

JOINT CHAIRS

SENATOR BOB RUNCIMAN
FRANÇOISE BOIVIN, M.P.

VICE-CHAIRS

GARRY BREITKREUZ, M.P.
MASSIMO PACETTI, M.P.



CANADA

**COMITÉ MIXTE PERMANENT
D'EXAMEN DE LA RÉGLEMENTATION**

a/s LE SÉNAT, OTTAWA K1A 0A4
TEL: 995-0751
TÉLÉCOPIEUR: 943-2109

CO-PRÉSIDENTS

SÉNATEUR BOB RUNCIMAN
FRANÇOISE BOIVIN, DÉPUTÉE

VICE-PRÉSIDENTS

GARRY BREITKREUZ, DÉPUTÉ
MASSIMO PACETTI, DÉPUTÉ

September 20, 2011

Ms. Sandra Hassan
Acting Assistant Deputy Minister and Counsel
Law Branch
Department of Finance
L'Esplanade Laurier
140 O'Connor Street, 21st Floor
OTTAWA, Ontario
K1A 0G5

Dear Ms. Hassan:

Our Files: SOR/95-26, Special Import Measures Regulations, amendment
SOR/2000-138, Regulations Amending the Special Import Measures
Regulations

I refer to my letter of May 10, 2011, to which a reply would be appreciated.

Yours sincerely,

Peter Bernhardt
General Counsel

/mh



Department of Finance
Canada

Ministère des Finances
Canada

Assistant Deputy Minister

Sous-ministre adjointe



OCT 28 2011

Mr. Peter Bernhardt
General Counsel
Standing Joint Committee for the Scrutiny of Regulations
c/o the Senate
Ottawa, ON
K1A 0H4

RECEIVED/REÇU
NOV 09 2011
REGULATIONS
RÉGLEMENTATION

Dear Mr. Bernhardt:

Re: SOR/95-26, Special Import Measures Regulations, amendment
SOR/2000-138, Regulations Amending the Special Import Measures
Regulations

Thank you for your letters of May 10 and September 20, 2011, concerning the proposed amendments to the *Special Import Measures Regulations*. As you know, the proposed amendments were pre-published in Part I of the Canada Gazette on October 2, 2010. They are now being reviewed and the timing of the publication in Part II is uncertain at this moment.

Yours sincerely,

Sandra Hassan
Assistant Deputy Minister and Counsel

Canada

Annexe O

**TRANSLATION / TRADUCTION**

Le 4 septembre 2008

Madame Valerie Hughes
Sous-ministre adjointe et avocate
Direction juridique
Ministère des Finances
L'Esplanade Laurier
140, rue O'Connor, 21^e étage
Ottawa (Ontario) K1A 0G5

Madame,

N/Réf. : DORS/95-26, Règlement sur les mesures spéciales
d'importation, modification
DORS/2000-138, Règlement modifiant le Règlement sur les
mesures spéciales d'importation

J'ai bien reçu votre lettre du 29 août 2008 concernant le projet de modification du *Règlement sur les mesures spéciales d'importation* visant à apaiser les préoccupations que le Comité a exprimées au sujet des textes mentionnés en objet. Je peux confirmer que le projet de modification joint à votre lettre réglerait en effet toutes les questions en suspens.

S'agissant des modifications qu'il est proposé d'apporter à la version anglaise de l'introduction des paragraphes 37.1(1) et (2), je me demande s'il ne faudrait pas aussi en modifier la version française. Dans chaque cas, la version anglaise disposerait que les facteurs indiqués « peuvent être pris en compte » avant de prendre la décision. La version française, par contre, énumère les facteurs qui sont pris en compte (« Les facteurs pris en compte pour décider »). Je note d'ailleurs que les deux versions de la disposition habilitante, le sous-alinéa 97(1)(a.1) de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation*, autorise la prise de règlements concernant les facteurs qui « peuvent être pris en compte » avant de décider.

Enfin, pour autant que je puisse en juger, la modification qu'il est proposé d'apporter à la version anglaise de l'article du Règlement ne fait que reprendre le libellé actuel de cette disposition. Peut-être quelque chose m'échappe, mais je m'interroge sur l'objet et l'effet de cette modification.

Veillez agréer l'expression de mes sentiments distingués.

Peter Bernhardt
Avocat général

**TRANSLATION / TRADUCTION**

Le 2 juillet 2009

Monsieur Peter Bernhardt
Avocat général
Comité mixte permanent d'examen
de la réglementation
a/s Le Sénat
Ottawa (Ontario) K1A 0H4

Monsieur,

Objet : DORS/95-26, Règlement sur les mesures spéciales d'importation,
modification
DORS/2000-138, Règlement modifiant le Règlement sur les mesures
spéciales d'importation

J'ai bien reçu votre lettre du 4 septembre 2008 concernant le projet de modification du *Règlement sur les mesures spéciales d'importation*. Nous regrettons le retard mis à vous répondre; toutefois, les consultations interministérielles que nous avons menées à ce sujet ont pris passablement de temps et nous ont amenés à cerner un certain nombre de questions qui n'ont pas été soulevées dans notre correspondance avec vous.

Le projet de décret ci-joint contient d'autres modifications devant être apportées au Règlement en réponse à ces questions supplémentaires. Nous tâcherons de remplacer le paragraphe 37.1(3) et l'article 37.11 en plus des paragraphes 37.1(1) et 37.1(2). Quant aux paragraphes 37.1(1), 37.1(2) et 37.1(3), le mot « any » en sera supprimé. Nous abrogeons et modifions aussi l'alinéa 37.1(1)d) et révisons la version française des alinéas 37.1(1)d) et 37.1(2)h), le sous-alinéa 37.1(3)b)(vii) et l'alinéa 37.11e). Enfin, les articles 47 et 51 du Règlement seront modifiés au sujet des modalités d'envoi par la poste et l'alinéa 56a) du Règlement sera modifié pour remplacer « bureau de douane » par « Agence des services frontaliers du Canada ».

Après examen de vos observations concernant les paragraphes 37.1(1) et 37.1(2) dans leur version française, nous convenons avec vous qu'il faudrait les modifier de manière qu'ils disposent que les facteurs « peuvent être considérés ». Notre projet de libellé, croyons-nous, accomplit ce résultat. Concernant la modification qu'il est proposé d'apporter à la version anglaise de l'article 3, nous corrigeons simplement



2.

la coquille, c'est-à-dire que la lettre « l » dans le numéro « l9 » sera remplacé par l'adjectif numéral « 1 » pour donner le numéro « 19 ».

Après réception de vos observations concernant notre projet de libellé des paragraphes 37.1(1) et 37.1(2), nous irons de l'avant.

Veillez agréer l'expression de mes sentiments distingués.

Valerie Hughes
Sous-ministre adjointe
Direction juridique

P.j.

**TRANSLATION / TRADUCTION**

Le 22 juillet 2009

Madame Valerie Hughes
Sous-ministre adjointe et avocate
Direction juridique
Ministère des Finances
L'Esplanade Laurier
140, rue O'Connor, 21^e étage
Ottawa (Ontario)
K1A 0G5

Madame,

N/Réf. : DORS/95-26, Règlement sur les mesures spéciales
d'importation, modification
DORS/2000-138, Règlement modifiant le Règlement sur les
mesures spéciales d'importation

J'ai bien reçu votre lettre du 2 juillet 2009 concernant le projet de modification du *Règlement sur les mesures spéciales d'importation* visant en partie à apaiser les préoccupations que le Comité a exprimées au sujet des textes mentionnés en objet. Je peux confirmer que le projet de modification des paragraphes 37.1(1) et 37.1(2) joint à votre lettre répondrait au point que je soulève dans ma lettre du 4 septembre 2008.

Veillez agréer l'expression de mes sentiments distingués.

Peter Bernhardt
Avocat général

/mn

**TRANSLATION / TRADUCTION**

Le 4 décembre 2009

Madame Valerie Hughes
Sous-ministre adjointe et avocate
Direction juridique
Ministère des Finances
L'Esplanade Laurier
140, rue O'Connor, 21^e étage
Ottawa (Ontario)
K1A 0G5

Madame,

N/Réf. : DORS/95-26, Règlement sur les mesures spéciales
d'importation, modification
DORS/2000-138, Règlement modifiant le Règlement sur les
mesures spéciales d'importation

Je vous renvoie à votre lettre du 2 juillet 2009 et à ma lettre du 22 juillet 2009 et vous saurais gré de m'informer de l'état d'avancement du projet de modification du *Règlement sur les mesures spéciales d'importation* dont elles traitent.

Veuillez agréer l'expression de mes sentiments distingués.

Peter Bernhardt
Avocat général

/mh

**TRANSLATION / TRADUCTION**

Le 13 avril 2010

Madame Valerie Hughes
Sous-ministre adjointe et avocate
Direction juridique
Ministère des Finances
L'Esplanade Laurier
140, rue O'Connor, 21^e étage
Ottawa (Ontario)
K1A 0G5

Madame,

N/Réf. : DORS/95-26, Règlement sur les mesures spéciales
d'importation, modification
DORS/2000-138, Règlement modifiant le Règlement sur les
mesures spéciales d'importation

Je vous renvoie à ma lettre du 4 décembre 2009 à laquelle je vous saurais gré de répondre.

Veillez agréer l'expression de mes sentiments distingués.

Peter Bernhardt
Avocat général

/mn

**TRANSLATION / TRADUCTION**

Le 3 mai 2010

Monsieur Peter Bernhardt
Avocat général
Comité mixte permanent d'examen
de la réglementation
a/s Le Sénat
Ottawa (Ontario)
K1A 0H4

Monsieur,

N/Réf. : DORS/95-26, Règlement sur les mesures spéciales
d'importation, modification
DORS/2000-138, Règlement modifiant le Règlement sur les
mesures spéciales d'importation

J'ai bien reçu votre lettre du 13 avril 2010 concernant le projet de modification du *Règlement sur les mesures spéciales d'importation*. Les modifications dont il est question dans cette lettre et dans celles des 22 juillet 2009 et 4 décembre 2009 attendent d'être approuvées par le ministre des Finances en vue de leur publication préalable, pendant trente jours, dans la partie 1 de la *Gazette du Canada*.

Nous comptons procéder à la publication dans la partie II peu après la période de publication préalable. Nous vous aviserons lorsque le décret sera approuvé par le Conseil du Trésor.

Veuillez agréer l'expression de mes sentiments distingués.

Valerie Hughes
Sous-ministre adjointe
Direction juridique

**TRANSLATION / TRADUCTION**

Le 23 août 2010

Madame Valerie Hughes
Sous-ministre adjointe et avocate
Direction juridique
Ministère des Finances
L'Esplanade Laurier
140, rue O'Connor, 21^e étage
Ottawa (Ontario)
K1A 0G5

Madame,

| | | |
|----------------|---------------|--|
| Nos dossiers : | DORS/95-26 | Règlement sur les mesures spéciales d'importation, modification |
| | DORS/2000-138 | Règlement modifiant le Règlement sur les mesures spéciales d'importation |

Je vous renvoie à votre lettre du 3 mai 2010 et vous saurais gré de m'informer de l'état d'avancement du dossier.

Veuillez agréer l'expression de mes sentiments distingués.

Peter Bernhardt
Avocat général

/mh



TRANSLATION / TRADUCTION

Le 31 janvier 2011

Monsieur Peter Bernhardt
Avocat général
Comité mixte permanent d'examen
de la réglementation
a/s Le Sénat
Ottawa (Ontario)
K1A 0H4

Monsieur,

N/Réf. : DORS/95-26, Règlement sur les mesures spéciales
d'importation, modification
DORS/2000-138, Règlement modifiant le Règlement sur les
mesures spéciales d'importation

J'ai bien reçu votre lettre du 23 août 2010 concernant le projet de modification du *Règlement sur les mesures spéciales d'importation*. Les modifications dont il est question dans cette lettre et dans celles des 13 avril 2010, 4 décembre 2009 et 22 juillet 2009 ont fait l'objet de publication préalable dans la partie I de la Gazette du Canada le 2 octobre 2010.

Nous comptons procéder à la publication dans la partie II dans les semaines qui viennent. Nous vous aviserons une fois le décret approuvé par le Conseil du Trésor.

Veuillez agréer l'expression de mes sentiments distingués.

Sandra Hassan
Sous-ministre adjointe intérimaire et avocate

**TRANSLATION / TRADUCTION**

Le 10 mai 2011

Madame Sandra Hassan
Sous-ministre adjointe/I et avocate
Direction juridique
Ministère des Finances
L'Esplanade Laurier
140, rue O'Connor, 21^e étage
Ottawa (Ontario) K1A 0G5

Madame,

N/Réf. : DORS/95-26, Règlement sur les mesures spéciales
d'importation, modification
DORS/2000-138, Règlement modifiant le Règlement sur les
mesures spéciales d'importation

Je vous renvoie à votre lettre du 31 janvier 2011 et vous saurais gré de m'informer de l'état d'avancement du dossier.

Veillez agréer l'expression de mes sentiments distingués.

Peter Bernhardt
Avocat général

/mn

**TRANSLATION / TRADUCTION**

Le 20 septembre 2011

Madame Sandra Hassan
Sous-ministre adjointe et avocate
Direction juridique
Ministère des Finances
L'Esplanade Laurier
140, rue O'Connor, 21^e étage
Ottawa (Ontario) K1A 0G5

Madame,

N/Réf. : DORS/95-26, Règlement sur les mesures spéciales
d'importation, modification
DORS/2000-138, Règlement modifiant le Règlement sur les
mesures spéciales d'importation

Je vous renvoie à ma lettre du 10 mai 2011 et vous saurais gré d'y répondre.

Veuillez agréer l'expression de mes sentiments distingués.

Peter Bernhardt
Avocat général

/mh

**TRANSLATION / TRADUCTION**

Le 28 octobre 2011

Monsieur Peter Bernhardt
Avocat général
Comité mixte permanent d'examen
de la réglementation
a/s Le Sénat
Ottawa (Ontario)
K1A 0H4

Monsieur,

N/Réf. : DORS/95-26, Règlement sur les mesures spéciales
d'importation, modification
DORS/2000-138, Règlement modifiant le Règlement sur les
mesures spéciales d'importation

J'ai bien reçu vos lettres des 10 mai et 20 septembre 2011 concernant le projet d'amendement du *Règlement sur les mesures spéciales d'importation*. Comme vous le savez, les modifications proposées ont fait l'objet de publication préalable dans la partie I de la Gazette du Canada le 2 octobre 2010. Elles sont en cours d'examen et nous ne savons trop encore quand elles seront publiées dans la partie II.

Veuillez agréer l'expression de mes sentiments distingués.

Sandra Hassan
Sous-ministre adjointe et avocate

Appendix P



1400 Merivale Road
Ottawa, Ontario K1A 0Y9



JAN 17 2011

SJC 007297

Mr. Peter Bernhardt
General Counsel
Standing Joint Committee for
the Scrutiny of Regulations
c/o The Senate
Ottawa, Ontario K1A 0A4

RECEIVED/REÇU
JAN 24 2011
REGULATIONS
RÉGLEMENTATION

Dear Mr. Bernhardt:

**SJC File: SOR/98-2, Regulations Amending the Fish Inspection Regulations
SOR/99-169, Regulations Amending the Fish Inspection Regulations**

Thank you for your letter of November 8, 2010, concerning the timing of amendments to resolve the Committee's concerns with the *Fish Inspection Act*.

The Canadian Food Inspection Agency (CFIA) has continued to make progress on the development of the proposed amendments to the *Fish Inspection Act* to address these issues. We intend to move this initiative to Parliament during the current session. I am, however, unable to provide more details on the timing of introducing these amendments in Parliament.

I trust that this information will be of assistance to you. Again, thank you for writing.

Yours sincerely,

A handwritten signature in cursive script, appearing to read "Barbara A. Jordan".

Barbara A. Jordan
Associate Vice-President, Policy
Policy and Programs Branch

Canada

STANDING JOINT COMMITTEE
FOR
THE SCRUTINY OF REGULATIONS

c/o THE SENATE, OTTAWA K1A 0A4
TEL: 995-0751
FAX: 943-2109

JOINT CHAIRS

SENATOR YONAH MARTIN
ANDREW J. KANIA, LL.M., M.P.

VICE-CHAIRS

ROB ANDERS, M.P.
BRIAN MASSE, M.P.



CANADA

COMITÉ MIXTE PERMANENT
D'EXAMEN DE LA RÉGLEMENTATION

a/s LE SÉNAT, OTTAWA K1A 0A4
TEL: 995-0751
TÉLÉCOPIEUR: 943-2109

CO-PRÉSIDENTS

SÉNATRICE YONAH MARTIN
ANDREW J. KANIA, LL.M., DÉPUTÉ

VICE-PRÉSIDENTS

ROB ANDERS, DÉPUTÉ
BRIAN MASSE, DÉPUTÉ



October 24, 2011

Ms. Barbara Jordan
Associate Vice-President
Policy and Programs Branch
Canadian Food Inspection Agency
1400 Merivale Road, Tower 1
Room 232 – Floor 5
NEPEAN, Ontario K1A 0Y9

Dear Ms. Jordan:


Our Files: SOR/98-2, Regulations Amending the Fish Inspection Regulations
SOR/99-169, Regulations Amending the Fish Inspection Regulations
Your File: SJC 007297

I refer to your letter of January 17, 2011, and wonder whether you are now in a position to indicate when it is anticipated that amendments to the *Fish Inspection Act* will be introduced.

Yours sincerely,

Peter Bernhardt
General Counsel

/mh

 Canadian Food Inspection Agency Agence canadienne d'inspection des aliments
1400 Merivale Road
Ottawa, Ontario K1A 0A6



DEC 30 2011

SJC 008950

Mr. Peter Bernhardt
General Counsel
Standing Joint Committee for
the Scrutiny of Regulations
c/o The Senate
Ottawa, Ontario K1A 0A4

RECEIVED/REÇU
JAN 09 2012
REGULATIONS
RÉGLEMENTATION



RE: SOR/98-2, Regulations Amending the Fish Inspection Regulations
SOR/99-169 Regulations Amending the Fish Inspection Regulations

Dear Mr. Bernhardt:


Thank you for your letter of October 24, 2011, addressed to Ms. Barbara Jordan regarding the above-noted instruments. As Ms. Jordan has moved to a new position at the Canadian Food Inspection Agency, I have been asked to take over responsibility as the Agency's Designated Instruments Officer.

With regard to the timing of the introduction in Parliament of amendments to the *Fish Inspection Act*, I am pleased to inform you that we feel that this initiative will move forward in the current Parliamentary session. However, I remain unable to provide details on the exact timing for these amendments to be presented in Parliament.

Yours sincerely,


 Colleen Barnes
Executive Director
Domestic Policy Directorate

Canada

 Canadian Food Inspection Agency Agence canadienne d'inspection des aliments
1400 Merivale Road
Ottawa, Ontario K1A 0Y9



JAN 05 2012

SJC 008935

Mr. Peter Bernhardt
General Counsel
Standing Joint Committee for
the Scrutiny of Regulations
c/o The Senate of Canada
Ottawa, Ontario K1A 0A4

RECEIVED/REÇU
JAN 10 2012
REGULATIONS
RÉGLEMENTATION

RE: SOR/2002-354, Regulations Amending Certain Regulations Administered and Enforced by the Canadian Food Inspection Agency, 2002-1 (Miscellaneous Program)

Dear Mr. Bernhardt:

Thank you for your letter of October 21, 2011, to Ms. Barbara Jordan regarding the above-noted subject. As Ms. Jordan has moved to a new position at the Canadian Food Inspection Agency (CFIA), I have been asked to take over responsibility as the Designated Instruments Officer.

With regard to the update you are seeking, we share your concern regarding the importance of resolving the discrepancy between the two versions of the definition of "product preservation process." In order to address this issue with more expedience, we have added an amendment to harmonize the two versions of the definitions to an upcoming miscellaneous regulatory amendment package (our file #20207). The drafting instructions for this package have been submitted to the Department of Justice, and we anticipate the publication of these amendments in 2012.

In the meantime, the CFIA is continuing work on a regulatory amendment package that would remedy the remaining issues with the *Fish Inspection Regulations* identified by the Standing Joint Committee for the Scrutiny of Regulations. This package is anticipated to be sent to the Department of Justice for drafting in 2012.

Yours sincerely,

Colleen Barnes
Executive Director
Domestic Policy Directorate

Canada

Annexe P

**TRANSLATION / TRADUCTION**

Le 17 janvier 2011

SJC 007297

Monsieur Peter Bernhardt
Conseiller juridique principal
Comité mixte permanent d'examen de la réglementation
À l'attention du Sénat
Ottawa (Ontario)
K1A 0A4

Monsieur,

Objet: DORS/98-2, Règlement modifiant le Règlement sur l'inspection du poisson
DORS/99-169, Règlement modifiant le Règlement sur l'inspection du poisson

J'accuse réception de votre lettre du 8 novembre 2010 dans laquelle vous vouliez savoir quand seront apportées les modifications réglant les préoccupations du Comité au sujet de la Loi sur l'inspection du poisson.

L'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) poursuit l'élaboration des modifications qui seront apportées à la Loi sur l'inspection du poisson. Nous avons l'intention de présenter ce projet au Parlement durant la session en cours. Je ne peux malheureusement pas vous en dire plus sur le moment où ces modifications seront présentées au Parlement.

J'espère que ces renseignements vous seront utiles. Encore une fois, merci de nous avoir écrit.

Veillez agréer, Monsieur, mes meilleures salutations.

Barbara A. Jordan
Vice-présidente associée
Direction générale des politiques et des programmes



TRANSLATION / TRADUCTION

Le 24 octobre 2011

Madame Barbara Jordan
Vice-présidente associée
Direction générale des politiques et des programmes
Agence canadienne d'inspection des aliments
1400, chemin Merivale, Tour 1
5^e étage, pièce 232
Nepean (Ontario)
K1A 0Y9

Madame,

N/Réf.: DORS/98-2, Règlement modifiant le Règlement sur l'inspection
du poisson
DORS/99-169, Règlement modifiant le Règlement sur l'inspection
du poisson
V/Réf.: SJC 007297

Je désire, par la présente, faire suite à votre lettre du 17 janvier 2011. J'aimerais savoir si vous êtes maintenant en mesure de me dire quand les modifications de la Loi sur l'inspection du poisson seront apportées.

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Peter Bernhardt
Conseiller juridique principal

/mh



TRANSLATION / TRADUCTION

Le 30 décembre 2011

Monsieur Peter Bernhardt
Conseiller juridique principal
Comité mixte permanent d'examen de la réglementation
À l'attention du Sénat
Ottawa (Ontario)
K1A 0A4

Monsieur,

Objet: DORS/98-2, Règlement modifiant le Règlement sur l'inspection du poisson
DORS/99-169, Règlement modifiant le Règlement sur l'inspection du poisson

J'accuse réception de votre lettre du 24 octobre 2011 adressée à M^{me} Barbara Jordan au sujet des textes réglementaires susmentionnés. Comme M^{me} Jordan occupe maintenant un nouveau poste à l'Agence canadienne d'inspection des aliments, j'ai été priée de la remplacer à titre de responsable de la réglementation à l'Agence.

En ce qui concerne le moment où les modifications de la Loi sur l'inspection du poisson seront soumises au Parlement, j'ai le plaisir de vous annoncer que ce projet devrait aller de l'avant au cours de la présente session. Cependant, je ne suis pas en mesure de vous dire à quel moment exactement.

En espérant que ces renseignements vous seront utiles, je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

pour Colleen Barnes
Directrice générale
Direction des politiques nationales



TRANSLATION / TRADUCTION

Le 5 janvier 2012

Monsieur Peter Bernhardt
Conseiller juridique principal
Comité mixte permanent d'examen de la réglementation
Le Sénat
56, rue Sparks
Ottawa (Ontario), K1A 0A4

Monsieur,

Objet: DORS/2002-354, Règlement correctif visant certains règlements
(Agence canadienne d'inspection des aliments)
(2002-1)

J'accuse réception de votre lettre du 21 octobre envoyée à Mme Barbara Jordan en ce qui concerne le texte réglementaire susmentionné. Puisque Mme Jordan occupe maintenant un autre poste à l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA), on m'a demandé de prendre la relève en tant que responsable des textes réglementaires.

En ce qui a trait au compte rendu que vous avez réclamé concernant l'avancement du dossier, il nous importe autant qu'à vous de régler l'écart entre les deux versions de la définition de « procédé de conservation ». Pour accélérer la résolution de ce point, nous avons apporté une modification visant à rendre les deux versions de la définition conformes à un règlement correctif à venir (notre dossier : n° 20207). Les instructions relatives à la rédaction de ce règlement correctif ont déjà été soumises au ministère de la Justice, et nous prévoyons que ces modifications seront publiées en 2012.

Parallèlement, l'ACIA poursuit son travail concernant un règlement correctif qui réglera les autres points relatifs au Règlement sur l'inspection du poisson relevés par le Comité mixte. Ce règlement correctif devrait être transmis en 2012 au ministère de la Justice pour des fins de rédaction.

Veillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Colleen Barnes
Directrice exécutive
Direction des politiques nationales

Appendix Q

**TRANSLATION / TRADUCTION**

March 29, 2010

Mark Dallaire
Director General
Regulatory Policy Directorate
Canadian Nuclear Safety Commission
280 Slater St.
PO Box 1046, Station B
Ottawa, Ontario
K1P 5S9

Dear Mr. Dallaire:

Our File: SOR/2006-191, Regulations Amending the Nuclear Security Regulations

The Joint Committee considered the above amendment at its meeting of December 3, 2009. It noted the Commission's commitment to make amendments correcting the problems identified in points 2, 3, 5-9, and 11 of my letter of October 9, 2008. Could you specify when you expect these amendments will be adopted? The Committee decided that it was unnecessary to pursue points 4 and 12, as it accepts the Commission's responses. Finally, the Committee would like the Commission to review points 1 and 10, taking into account the comments that follow.

1. Section 1, definitions of "préposé au système de protection physique", "sabotage" and "zone vitale" and sections 18.2(b), (c) and (d), French version

The French version of these provisions uses "susceptible" and "vraisemblablement" for the English "likely". In response to the suggestion to make the French version consistent, the Commission first invoked context and wrote that "there is thus no contradiction in the use of different terms in the same Regulations, because they are used in different contexts." When asked to specify how the context of the provisions differed, the Commission then replied that it did not see the point in making the French version consistent "since there is no error involved and no consequences flow from the use of different words in French."

Obviously, it is always preferable in a legal text to use consistent language across provisions. Moreover, the Federal Regulations Manual, published by the Department of Justice, advises drafters to strive for consistency. Here, it would



undoubtedly be possible to use “vraisemblable” and “vraisemblablement” or “probable” and “probablement” rather than “susceptible” and “vraisemblablement”.

10. Section 21(1)

The provision reads as follows:

21. (1) A licensee may revoke an authorization issued under section 17, 18 or 20 if

- (a) there are reasonable grounds to believe that the person who has the authorization poses or could pose a risk to the security of a facility;
- (b) the person is no longer employed by or otherwise under contract to the licensee;
- (c) the duties or functions of the person have been completed, suspended or otherwise terminated; or
- (d) the authorization is no longer required by the person in order for them to perform their duties.

As you can see, this provision provides that a licensee “may”, on the grounds listed, revoke an authorization to enter locations such as a protected area. For example, if there are reasonable grounds to believe that a person who has the authorization poses a risk to the security of a facility, a licensee has the discretionary authority to revoke or not to revoke the authorization granted. I asked whether it is necessary to give licensees this discretionary authority and, if so, whether the Regulations could include criteria to guide them in making their decision.

In its letter of May 29, 2009, the Commission replied that licensees are uniquely positioned to assess the situation and this discretionary authority allows them to take “corrective action other than revocation of the authorization”. The Commission gave the example that a licensee would find it more appropriate “to remove a person from the premises in the event the security of the facility was at risk, rather than revoking that person’s authorization.”

The Committee understands that in an emergency, for example, it is necessary to immediately remove a person from a location in which that person is authorized to be. However, as currently drafted, the Regulations do not give licensees this authority. They simply provide that the licensee “may” revoke the authorization. Consequently, if the licensee has reasonable grounds to believe, for example, that an authorized person poses or could pose a risk to a facility’s security, the licensee is able to revoke or not to revoke that authorization. This authority does not reflect the intention described in the Commission’s response nor, it seems, what happens in reality.

- 3 -



The Committee also seeks your opinion on the possibility of redrafting the Regulations so that the authority granted matches the needs described by the Commission. For example, could the Regulations provide that the licensee revokes the person's authorization in the circumstances listed in section 21(1), while in an emergency, if the facility's security is compromised, the licensee suspends the authorization so that the person can be forced to leave the facility immediately even if authorization has not been revoked? This is only an example, of course. The idea is to clarify the Regulations and eliminate what may be a needless discretionary authority.

In closing, I would like to return to the possibility of the Commission giving the person whose authorization is revoked a hearing, as it used to do when it revoked authorizations itself. As I wrote in my letter of April 14, 2009, it seems that the person whose authorization has been revoked cannot ask to be heard, unlike previously when the Commission revoked authorizations under section 22 of the Regulations (now repealed). The Commission wrote in its letter of April 3, 2009, that it "retains its power of oversight as the nuclear regulator." Does this mean that the Commission will agree to hear any person whose authorization is revoked? Is this procedure governed by the Canadian Nuclear Safety Commission Rules of Procedure? The letter of May 29, 2009, does not address this issue.

I look forward to your comments.

Yours truly,

Jacques Rousseau
Counsel

/mn



TRANSLATION / TRADUCTION

November 10, 2010

Our file: 1575-23

Jacques Rousseau
Counsel
Standing Joint Committee for the Scrutiny of Regulations
c/o The Senate of Canada
Ottawa, Ontario
K1A 0A4

Dear Mr. Rousseau:

Thank you for your letters of August 23, 2010, September 9, 2010, and September 14, 2010, regarding to the following unresolved issues:

Nuclear Security Regulations

Section 1, definitions of “préposé au système de protection physique”, “sabotage” and “zone vitale”, and sections 18.2(b), (c) and (d), French version (use of “susceptible” and “vraisemblablement” to render the English “likely”)

Section 21(1), licensee’s discretionary authority to revoke an authorization and the right to be heard

Nuclear Substances and Radiation Devices Regulations

Section 5(1)(c)(ii), on labelling counterweights with the statement “unauthorized alterations prohibited/modifications interdites sans autorisation”

Section 8, the version of the amendment to this section published in the Canada Gazette contains an error: the French and English versions are different

The Commission would like to assure you that it is currently working to coordinate the agreed-upon changes for the next available regulatory vehicle. The other issues are being reassessed in order to provide the Joint Committee with a satisfactory response.

- 2 -



I would be grateful if you would address your correspondence with the Canadian Nuclear Safety Commission to the undersigned.

Yours sincerely,

Jacques Lavoie
Senior General Counsel
Director, Legal Services

cc: Lucille Collard, Counsel, Legal Services
Mark Dallaire, Director General, Regulatory Policy Directorate
Bev Ecroyd, Director, Regulatory Framework Division
Carmen Ellyson, Coordinator, Acts and Regulations

E-Docs #3631585



TRANSLATION / TRADUCTION

March 17, 2011

Our file: 1575-23-4

Jacques Rousseau
Counsel
Standing Joint Committee for the Scrutiny of Regulations
c/o The Senate of Canada
Ottawa, Ontario
K1A 0A4

Dear Mr. Rousseau:

Subject: SOR/2006-191, Regulations Amending the Nuclear Security Regulations

Following consultations with Canadian Nuclear Safety Commission staff, we are pleased to respond to your letters of October 9, 2008, April 14, 2009, March 29, 2010, August 23, 2010, and January 5, 2011, regarding section 21 of the Nuclear Security Regulations (SOR/2000-209).

After reassessing the delegation of discretionary authority to the licensee stipulated in the amendment to the Regulations, it was concluded that it would be preferable to better define the discretion to revoke an authorization when there are reasonable grounds to believe that an authorized person poses or could pose a risk to the security of the facility. Consequently, the Commission agrees with the comments and suggestions of the Standing Joint Committee for the Scrutiny of Regulations on this issue. The Commission will start the process to amend the Nuclear Security Regulations at the next opportunity. The Commission's regulatory framework steering committee has been informed so that it can plan accordingly.

Yours sincerely,

Jacques Lavoie
Senior General Counsel
Director, Legal Services

cc: Lucille Collard, Counsel, Legal Services
Mark Dallaire, Director General, Regulatory Policy Directorate
Bev Ecroyd, Director, Regulatory Framework Division
Carmen Ellyson, Coordinator, Acts and Regulations
John O'Dacre, Nuclear Security Division

e-docs #3678076



TRANSLATION / TRADUCTION

May 10, 2011

Jacques Lavoie
Senior General Counsel
Regulatory Policy Directorate
Canadian Nuclear Safety Commission
280 Slater St.
PO Box 1046, Station B
Ottawa, Ontario
K1P 5S9

Dear Mr. Lavoie:

Our File: SOR/2006-191, Regulations Amending the Nuclear Security Regulations

Thank you for your letter of March 17, 2011, in response to my letter to the Commission of March 29, 2010. As you can see by rereading my letter, your reply is silent on point 1. Before returning this file to the Joint Committee when the new Parliament opens, I would be grateful if you could provide me with the Commission's opinion on the suggestion made in point 1.

As to point 10, you wrote that the Commission "agrees with the comments and suggestions of the [...] Committee". Consequently, it committed to "better define the discretion to revoke an authorization" to enter locations such as a protected area. On page 3 of my letter, I specified the two issues that the Committee wishes to have addressed through amendments. Could you confirm that the Commission intends to make amendments to the Regulations so that the authority granted matches the needs described by the Commission, and a person whose authorization has been revoked can have the opportunity to be heard by the Commission?

I look forward to your reply.

Yours truly,

Jacques Rousseau
Counsel

/mh



TRANSLATION / TRADUCTION

Received December 19, 2011

Jacques Rousseau
Counsel
Standing Joint Committee for the Scrutiny of Regulations
c/o The Senate of Canada
Ottawa, Ontario
K1A 0A4

Dear Mr. Rousseau:

Subject: SOR/2006-191, Regulations Amending the Nuclear Security Regulations

Thank you for your letter of May 10 in which you raised two issues regarding the Nuclear Security Regulations, explaining that you need more information to satisfy the Standing Joint Committee for the Scrutiny of Regulations in addition to the responses provided by the Canadian Nuclear Safety Commission in a letter dated March 17, 2011.

The first issue concerns the inconsistent use of language in the French version of the Regulations, which uses “susceptible” and “vraisemblablement” to translate “likely” in the English version. The Commission agrees to make the amendment and intends to proceed with a miscellaneous amendments regulation in 2012.

The second issue concerns section 21 of the Regulations. You ask for confirmation “that the Commission intends to make amendments to the Regulations so that the authority granted matches the needs described by the Commission, and a person whose authorization has been revoked can have the opportunity to be heard by the Commission”. As indicated in our letter of March 17, 2011, the Commission agrees with the comments and suggestions of the Standing Joint Committee, and the Commission’s regulatory framework steering committee has been informed of the issue. Rest assured that the Commission will use the legal expertise necessary to ensure that section 21 is drafted in keeping with the legal requirements of the Commission’s mandate and the right to be heard under the Charter. This change in the Regulations will also be made using a miscellaneous amendments regulation that the Commission intends to adopt in 2012. Please note that the Commission has

- 2 -



already informed the Department of Justice's Legal Services Directorate of this intention.

Yours sincerely,

Jacques Lavoie
Senior General Counsel
Director, Legal Services

c.c.: Lucille Collard, Counsel, Legal Services
Mark Dallaire, Director General, Regulatory Policy Directorate
Bev Ecroyd, Director, Regulatory Framework Division
Carmen Ellyson, Coordinator, Acts and Regulations
John O'Dacre, Senior Advisor, Directorate of Security and Safeguards

Annexe Q

STANDING JOINT COMMITTEE
FOR
THE SCRUTINY OF REGULATIONS

c/o THE SENATE, OTTAWA K1A 0A4
TEL: 995-0751
FAX: 943-2109



CANADA

COMITÉ MIXTE PERMANENT
D'EXAMEN DE LA RÉGLEMENTATION

2/6 LE SÉNAT, OTTAWA K1A 0A4
TÉL: 995-0751
TÉLÉCOPIEUR: 943-2109



Le 29 mars 2010

Monsieur Mark Dallaire
Directeur général
Direction de la politique de réglementation
Commission canadienne de sûreté nucléaire
280 rue Slater, C.P. 1046, succursale B
OTTAWA (Ontario) K1P 5S9

Monsieur,

N/Réf.: DORS/2006-191, Règlement modifiant le Règlement sur la sécurité nucléaire

Le Comité mixte a examiné la modification mentionnée ci-dessus à sa réunion du 3 décembre 2009. Il a pris bonne note de l'engagement de la Commission d'apporter des modifications afin de corriger les problèmes signalés aux points 2, 3, 5 à 9 et 11 de ma lettre du 9 octobre 2008. Pourriez-vous indiquer quand vous prévoyez que ces modifications seront adoptées? Pour ce qui est des points 4 et 12, le Comité a décidé qu'il n'y avait pas lieu de poursuivre la correspondance. Il accepte donc les réponses fournies par la Commission. Enfin, il a souhaité que la Commission revoie les points 1 et 10 en tenant compte des remarques ci-dessous.

1. Article 1, définitions de «préposé au système de protection physique», «sabotage» et «zone vitale» et articles 18.2b), c) et d), version française

Dans la version française de ces dispositions, on utilise les mots «susceptible» et «vraisemblablement». En réponse à la suggestion d'uniformiser la version française, la Commission a tout d'abord invoqué le «contexte» et écrit qu'«il n'y a donc pas de contradiction dans l'utilisation de termes différents dans la même réglementation puisqu'ils sont utilisés dans différents contextes». À la demande de préciser en quoi le contexte des dispositions mentionnées diffère, la Commission a répondu qu'elle ne voyait pas l'utilité d'uniformiser la version française «puisque ce n'est pas une erreur et qu'il n'y a aucune incidence».



Il va sans dire qu'il est toujours préférable, dans un texte juridique, de maintenir l'uniformité du langage des dispositions. D'ailleurs, dans le *Manuel de la réglementation fédérale* publié par le ministère de la Justice, on exhorte les rédacteurs à rechercher la constance en la matière. Ici, il serait sans doute possible d'utiliser les mots «vraisemblable» et «vraisemblablement», ou «probable» et «probablement», plutôt que «susceptible» et «vraisemblablement».

10. Article 21(1)

Voici le texte de cette disposition :

21. (1) Le titulaire de permis peut révoquer l'autorisation visée aux articles 17, 18 ou 20 pour l'un ou l'autre des motifs suivants :

- a) il existe des motifs raisonnables de croire que la personne à qui l'autorisation a été délivrée compromet ou pourrait compromettre la sécurité de l'installation;
- b) cette personne n'est plus au service du titulaire de permis, ni autrement liée par contrat avec lui;
- c) elle a accompli ses devoirs ou fonctions, ou ceux-ci ont été suspendus ou autrement exécutés;
- d) elle n'en a plus besoin pour accomplir ses fonctions.

Comme on peut le constater, selon cette disposition, le titulaire de permis «peut», pour les motifs énumérés, révoquer l'autorisation d'entrer, entre autres, dans une zone protégée. Par exemple, s'il existe des motifs raisonnables de croire que la personne à qui l'autorisation a été délivrée compromet la sécurité de l'installation, le titulaire de permis a le pouvoir discrétionnaire de révoquer ou de ne pas révoquer l'autorisation qu'il a accordée. J'ai demandé s'il est nécessaire d'accorder un pouvoir discrétionnaire au titulaire de permis et, dans l'affirmative, s'il est possible d'inscrire dans le Règlement les critères qui le guideront lorsqu'il prendra sa décision.

Dans la lettre du 29 mai 2009, la Commission a répondu que le titulaire est dans une position privilégiée pour évaluer la situation, et que ce pouvoir discrétionnaire lui permet de procéder «par une action corrective autre que la révocation d'autorisation». La Commission donne l'exemple où le titulaire jugerait plus approprié «d'extraire une personne des lieux dans le cas où la sécurité de l'installation est compromise, plutôt que de procéder à une révocation d'autorisation».

Le Comité comprend que, par exemple, en cas d'urgence, il soit nécessaire de sortir une personne du lieu où elle a l'autorisation d'être et qu'il faille procéder immédiatement. Cependant, tel qu'il est présentement rédigé, le Règlement ne donne pas ce pouvoir au titulaire de permis. Il prévoit simplement que celui-ci

- 3 -



« peut » révoquer l'autorisation. Cela permet au titulaire, dans le cas, par exemple, où il existe des motifs raisonnables de croire que la personne à qui l'autorisation a été délivrée compromet ou pourrait compromettre la sécurité de l'installation, de révoquer, ou de ne pas révoquer, cette autorisation. Ce pouvoir ne reflète pas l'intention exprimée dans la réponse de la Commission ni ce qui se passe, semble-t-il, dans les faits.

Aussi le Comité a-t-il souhaité avoir votre avis sur la possibilité de revoir la rédaction du Règlement de façon à faire en sorte que les pouvoirs qui y sont accordés correspondent aux besoins exprimés par la Commission. Le Règlement pourrait-il prévoir, par exemple, d'une part, que dans les cas énumérés à l'article 21(1), le titulaire révoque l'autorisation de la personne et, d'autre part, qu'en cas d'urgence, si la sécurité de l'installation est compromise, il suspend cette autorisation, de sorte que la personne peut être forcée de sortir de l'installation immédiatement même si son autorisation n'a pas été révoquée ? Bien sûr, il ne s'agit que d'un exemple. L'idée est de clarifier le Règlement tout en éliminant ce qui peut constituer un pouvoir discrétionnaire inutile.

En terminant, je reviens sur l'aspect de la révocation d'une autorisation concernant la possibilité, pour la personne dont l'autorisation est révoquée, d'être entendue par la Commission comme c'était le cas lorsque cette dernière révoquait elle-même les autorisations. Comme j'ai écrit dans ma lettre du 14 avril 2009, lorsqu'une autorisation est révoquée, il me semble que la personne visée par cette décision ne peut demander à être entendue comme c'était le cas lorsque que cette autorisation était révoquée par la Commission en vertu de l'ancien article 22 du Règlement (maintenant abrogé). La Commission a écrit, dans la lettre du 3 avril 2009, qu'elle « conserve son pouvoir de surveillance en tant qu'organisme de réglementation ». Cela signifie-t-il que la Commission permettra à toute personne dont l'autorisation est révoquée d'être entendue par la Commission? Cette procédure est-elle régie par les *Règles de procédure de la Commission canadienne de sûreté nucléaire*? Il n'y a rien, à ce sujet, dans la lettre du 29 mai 2009.

J'attends vos commentaires et vous prie de croire à mes sentiments dévoués.



Jacques Rousseau
Conseiller juridique

/mn



Canadian Nuclear Safety Commission
Commission canadienne de sûreté nucléaire



Legal Services/Services juridiques
Canadian Nuclear Safety Commission/
Commission canadienne de sûreté nucléaire
280 Slater Street, P.O. Box 1046
Ottawa, Ontario
K1P 5S9

Your file / votre référence

Our file / Notre référence

Le 10 novembre 2010

1575-23

DORS/2008-119

DORS/2006-191

RECEIVED/REÇU

NOV 23 2010

REGULATIONS
RÉGLEMENTATION

Maitre Jacques Rousseau
Conseiller juridique
Comité mixte permanent d'examen de la réglementation
a/s Le Sénat
Ottawa (Ontario)
K1A 0A4

Maitre Rousseau,

Nous accusons réception de vos lettres du 23 août 2010, 9 septembre 2010 et 14 septembre 2010 référant aux questions non-réglées suivantes :

Règlement sur la sécurité nucléaire

Article 1, définitions de « préposé au système de protection physique », « sabotage » et « zone vitale » et article 18.2b), c) et d), version française (utilisation des mots « susceptible » et « vraisemblablement » pour rendre le mot anglais « likely »); et

Article 21(1) (pouvoir discrétionnaire du titulaire de permis de révoquer une autorisation et droit d'être entendu)

Règlement sur les substances nucléaires et les appareils à rayonnement

Article 5(1)e)(ii), portant sur l'utilisation d'une étiquette sur les contrepoids avec la mention « modifications interdites sans autorisation/ unauthorized alterations prohibited »

Article 8, la modification de cet article contient une erreur dans la version publiée dans la *Gazette du Canada* en ce que les versions française et anglaise donnent un texte différent.

Soyez assuré que la Commission s'occupe présentement à coordonner les changements auxquels elle a acquiescés dans le prochain véhicule réglementaire disponible et que les autres questions font présentement l'objet d'une nouvelle étude afin de fournir au Comité mixte permanent une réponse satisfaisante.

Canada



- 2 -

Je vous serais gré de bien vouloir adresser votre correspondance à la Commission canadienne de sûreté nucléaire au soussigné.

Recevez, maître Rousseau, mes salutations distinguées.

Le directeur des Services juridiques,

Jacques Lavoie
Avocat-général principal

c.c. : Lucille Collard, avocate, Services juridiques
Mark Dallaire, Directeur général, Direction de la politique de réglementation
Bev Ecroyd, Directrice, Division du cadre de réglementation
Carmen Ellyson, Coordonnatrice des lois et règlements

E-Docs #3631585



Canadian Nuclear Safety Commission
Commission canadienne de sûreté nucléaire



Legal Services/Services juridiques
Canadian Nuclear Safety Commission/
Commission canadienne de sûreté nucléaire
280 Slater Street, P.O. Box 1046
Ottawa, Ontario
K1P 5S9

Your file Votre référence

Our file Notre référence

Le 17 mars 2011

RECEIVED/REÇU

1575-23-4

MAR 22 2011

REGULATIONS

RÉGLEMENTATION

Maître Jacques Rousseau
Conseiller juridique
Comité mixte permanent d'examen de la réglementation
a/s Le Sénat
Ottawa (Ontario)
K1A 0A4

Objet : DORS/2006-191, Règlement modifiant le Règlement sur la sécurité nucléaire

Maître Rousseau,

Suite aux consultations menées auprès du personnel de la Commission canadienne de sûreté nucléaire, il nous fait plaisir de répondre à vos lettres du 9 octobre 2008, 14 avril 2009, 29 mars 2010, 23 août 2010, et 5 janvier 2011, en ce qui concerne l'article 21 du *Règlement sur la sécurité nucléaire* (DORS/2000-209).

Une nouvelle évaluation de la délégation d'autorité discrétionnaire qui avait été confiée au titulaire de permis par la modification au Règlement mène à la conclusion qu'il serait préférable de mieux encadrer la discrétion de révoquer une autorisation lorsqu'il existe des motifs raisonnables de croire que la personne à qui l'autorisation a été délivrée compromet ou pourrait compromettre la sécurité de l'installation. La Commission est donc d'accord avec les suggestions et commentaires émis par le Comité mixte permanent d'examen de la réglementation à ce sujet. La Commission entamera donc le processus nécessaire afin d'inclure une modification au Règlement sur la sécurité nucléaire à la prochaine occasion. Le comité directeur du cadre de

.../2

Canada

- 2 -



réglementation de la Commission a été saisie de la question afin qu'elle soit intégrée dans la planification.

Veillez recevoir, maître Rousseau, mes salutations distinguées.

Le directeur des Services juridiques,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Jacques Lavoie', written over the typed name.

Jacques Lavoie
Avocat général principal

c.c. : Lucille Collard, avocate, Services juridiques
Mark Dallaire, Directeur général, Direction de la politique de réglementation
Bev Ecroyd, Directrice, Division du cadre de réglementation
Carmen Ellyson, Coordinatrice des lois et règlements
John O'Dacre, Division de la sécurité nucléaire

STANDING JOINT COMMITTEE
FOR
THE SCRUTINY OF REGULATIONS

c/o THE SENATE, OTTAWA K1A 0A4
TEL: 995-0751
FAX: 943-2109



CANADA

COMITÉ MIXTE PERMANENT
D'EXAMEN DE LA RÉGLEMENTATION

à/s LE SÉNAT, OTTAWA K1A 0A4
TEL: 995-0751
TÉLÉCOPIEUR: 943-2109



Le 10 mai 2011

Monsieur Jacques Lavoie
Avocat-général principal
Direction de la politique de réglementation
Commission canadienne de sûreté nucléaire
280 rue Slater, C.P. 1046, succursale B
OTTAWA (Ontario) K1P 5S9

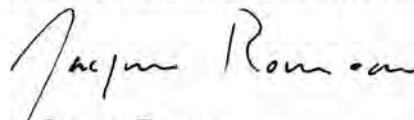
Monsieur,

N/Réf.: DORS/2006-191, Règlement modifiant le Règlement sur la
sécurité nucléaire

J'ai bien reçu votre lettre du 17 mars 2011 envoyée en réponse à celle que j'ai fait parvenir à la Commission le 29 mars 2010. Comme vous pourrez le constater en relisant ma lettre, votre réponse ne dit rien en ce qui concerne le point 1. Avant de transmettre de nouveau ce dossier au Comité mixte lorsque le nouveau Parlement entreprendra ses travaux, je vous serais reconnaissant de me faire connaître le point de vue de la Commission sur la suggestion faite au point 1.

Quant au point 10, vous écrivez que la Commission « est d'accord avec les suggestions et commentaires émis par le Comité ». Par conséquent, elle s'engage à « mieux encadrer la discrétion de révoquer une autorisation », par exemple d'entrer dans une zone protégée. À la page 3 de ma lettre, j'ai précisé les deux aspects à propos desquels le Comité souhaite que des modifications soient apportées. Pourriez-vous confirmer que l'intention de la Commission est d'apporter des changements au Règlement pour faire en sorte que les pouvoirs qui y sont confiés correspondent aux besoins exprimés par la Commission et pour accorder à une personne dont l'autorisation a été révoquée la possibilité d'être entendue par la Commission?

J'attends votre réponse et vous prie de croire à mes sentiments dévoués.


Jacques Rousseau
Conseiller juridique

/mh



Canadian Nuclear Safety Commission
Commission canadienne de sûreté nucléaire



Maître Jacques Rousseau
Conseiller juridique
Comité mixte permanent d'examen de la réglementation
a/s Le Sénat
Ottawa (Ontario)
K1A 0A4

RECEIVED/REÇU
DEC 19 2011
REGULATIONS
RÉGLEMENTATION

Re: DORS/2006-191, Règlement modifiant le Règlement sur la sécurité nucléaire

Maître Rousseau,

La présente lettre est en réponse à la vôtre du 10 mai dernier dans laquelle vous soulevez deux questions relativement au *Règlement sur la sécurité nucléaire* qui nécessitent un supplément d'information afin de satisfaire le Comité mixte permanent d'examen de la réglementation suite aux réponses déjà fournies par la Commission canadienne de sûreté nucléaire dans une correspondance en date du 17 mars 2011.

Votre première question concerne l'utilisation non uniforme dans la version française du Règlement des mots « susceptible » et « vraisemblablement » pour traduire le mot « likely » de la version anglaise. La Commission accepte d'effectuer la modification et a l'intention de procéder avec un règlement correctif au courant de l'année 2012.

Votre deuxième question concerne l'article 21 du Règlement et demande une confirmation « que l'intention de la Commission est d'apporter des changements au Règlement pour faire en sorte que les pouvoirs qui y sont confiés correspondent aux besoins exprimés par la Commission et pour accorder à une personne dont l'autorisation a été révoquée la possibilité d'être entendue par la Commission. » Tel qu'indiqué dans notre lettre du 17 mars 2011 la Commission est d'accord avec les suggestions et commentaires émis par le Comité mixte permanent et ainsi, le comité directeur du cadre de réglementation de la Commission a été saisie de la question. Soyez assuré que la Commission s'appropriera l'expertise nécessaire afin que la rédaction de l'article 21 reflète les exigences légales en ce qui concerne le respect du mandat de la Commission et le droit d'être entendu tel que requis par la Charte. Ce changement au Règlement s'effectuera également par le biais du règlement correctif que la Commission a l'intention d'adopter au courant de l'année 2012. À cet effet, veuillez noter que la CCSN a d'ailleurs déjà indiqué son intention à la Direction des Services législatifs du ministère de la Justice.

Canada



Veillez recevoir, monsieur Rousseau, mes salutations distinguées.

Le directeur des Services juridiques

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'J. Lavoie', written over a horizontal line.

Jacques Lavoie
Avocat général principal

C.c. : Lucille Collard, Avocate, Services juridiques,
Mark Dallaire, Directeur général, Direction de la politique de réglementation,
Bev Ecroyd, Conseillère spéciale, Direction de la politique de réglementation,
Carmen Ellyson, Agente du cadre de réglementation, Direction de la politique de
réglementation,
John O'Dacre, Conseiller principal, Direction de la sécurité et des garanties

Appendix R

**STANDING JOINT COMMITTEE
FOR
THE SCRUTINY OF REGULATIONS**

c/o THE SENATE, OTTAWA K1A 0A4
TEL. 995-0751
FAX. 943-2109

JOINT CHAIRS

SENATOR BOB RUNCIMAN
FRANÇOISE BOIVIN, M.P.

VICE CHAIRS

GARRY BREITKREUZ, M.P.
MASSIMO PACIETTI, M.P.



CANADA

**COMITÉ MIXTE PERMANENT
D'EXAMEN DE LA RÉGLEMENTATION**

c/o LE SÉNAT, OTTAWA K1A 0A4
TEL. 995-0751
TÉLÉCOPIEUR 943 2109

CO-PRÉSIDENTS

SÉNATEUR BOB RUNCIMAN
FRANÇOISE BOIVIN, DÉPUTÉE

VICE-PRÉSIDENTS

GARRY BREITKREUZ, DÉPUTÉ
MASSIMO PACIETTI, DÉPUTÉ



July 14, 2011

Ms. Hélène Quesnel
Director General
Policy Development Directorate
Department of Health
Brooke Claxton Building, 8th Floor
Tunney's Pasture
OTTAWA, Ontario K1A 0K9

Dear Ms. Quesnel:

Our File: SOR/2007-76, Regulations Amending the Food and Drug Regulations
(1158 – Food Additives)

As enacted by the above-mentioned instrument, the French version of item T.3(8) of Table IV to section B.16.100 and of sections B.21.006(s) and B.21.021(e) of the *Food and Drug Regulations* uses “déchiquetés” as the equivalent of “comminuted” in English. In sections B.09.015(c), B.14.005, B.014.032(a) and B.14.032(d)(xii), and in Item S.11 of Table VIII to section B.16.100, however, the same term in English is rendered as “haché”, and in sections B.14.033, B.14.035 and B.14.037(a) as “haché finement”.

Moreover, “déchiquetés” appears in items A.2(1) and E.1(1) of Part I of Table XI to section B.16.100 of the Regulations as the equivalent of “minced”, while in items S.1.1, S.7.1 and S.11 of Table VIII to section B.16.100 “minced” is also rendered as “haché”. In item C.7(3) of Table XII to section B.16.100 this latter term is used as the equivalent of both “minced” and “comminuted”. In item 90 of Schedule M to the Regulations “baratté” appears as the equivalent of “minced”. Finally, throughout sections B.08.040 to B.08.041.8, “by comminuting” is rendered as “du malaxage”.

- 2 -



Your confirmation that amendments will be made to resolve these inconsistencies in terminology would be valued.

Yours sincerely,

A handwritten signature in cursive script, appearing to read "Peter Bernhardt".

Peter Bernhardt
General Counsel

/mh



Health
Canada

Strategic Policy Branch

Ottawa, ON K1A 0K9

Santé
Canada

Direction générale de la politique stratégique

Ottawa, ON K1A 0K9



NOV - 7 2011

Your file 11-114028-684
Our file
Votre référence
Notre référence

Mr. Peter Bernhardt
General Counsel
Standing Joint Committee for
the Scrutiny of Regulations
c/o The Senate
Ottawa, Ontario K1A 0A4

RECEIVED/REÇU
NOV 14 2011
REGULATIONS
RÉGLEMENTATION

Dear Mr. Bernhardt:

Re: SOR/2007-76, Regulations Amending the Food and Drug Regulations (1158 - Food Additives)

This is in response to your letter of July 14, 2011, regarding concerns relating to SOR/2007-76, *Regulations Amending the Food and Drug Regulations (1158 - Food Additives)*.

Health Canada confirms that any inconsistencies in terminology, as you described in your letter, will be amended. The Department is currently working on a regulatory project that will replace the term "déchetés" with the term "haché", in subitems A.2(1) and E.1(1) of Part I to Table XI of section B.16.100 of the *Food and Drug Regulations*. We expect to complete these regulatory amendments in 2012.

Health Canada is unable to provide a time frame for the completion of amendments to resolve the remaining inconsistencies, due to the large number of regulatory amendments to the Food Divisions of the *Food and Drug Regulations* that are currently pending. However, we will attempt to resolve the remaining inconsistencies in other regulatory projects that amend the specific Divisions and Tables where these inconsistencies appear.

.../2

Canada

- 2 -



Thank you for bringing these issues to our attention. Health Canada acknowledges the importance of the Committee's work and we appreciate its patience as we address its concerns.

Yours sincerely,

A handwritten signature in cursive script, appearing to read "H. Quesnel".

Hélène Quesnel
Director General
Legislative and Regulatory Policy Directorate

cc: Rick O'Leary, Food Directorate, Health Products and Food Branch

Annexe R

**TRANSLATION / TRADUCTION**

Le 14 juillet 2011

M^{me} Helene Quesnel, directrice générale
Élaboration des politiques
Ministère de la Santé
Édifice Brooke Claxton, 8^e étage
Pré Tunney

Madame,

N/Réf.: DORS/2007-76, Règlement modifiant le Règlement sur les aliments et
drogues (1158 – Additifs alimentaires)

La version française de l'article T.3(8) du tableau IV de l'article B.16.100 et des alinéas B.21.006 s) et B.21.021 e) du Règlement sur les aliments et drogues utilise le terme « déchiquetés » pour rendre le terme anglais « comminuted ». Cependant, l'alinéa B.09.015 c), l'article B.14.005, l'alinéa B.014.032 a), le sous-alinéa B.14.032 d)(xii) et l'article S.11 du tableau VIII de l'article B.16.100, utilise « hachés » pour rendre le même terme anglais, alors que les articles B.14.033 et B.14.035 ainsi que l'alinéa B.14.037 a) utilisent « hachés finement ».

De plus, le terme « déchiquetés » est utilisé aux paragraphes A.2(1) et E.1(1) de la partie I du tableau XI de l'article B.16.100 du Règlement pour rendre le terme « minced », alors qu'aux articles S.1.1, S.7.1 et S.11 du tableau VIII de l'article B.16.100, le terme « minced » est aussi rendu par « hachés ». À l'article C.7(3) du tableau XII de l'article B.16.100, ce terme est utilisé pour rendre les termes « minced » et « comminuted ». À l'article 90 de l'annexe M au Règlement, le terme « baratte » est employé pour rendre le terme « minced ». Enfin, de l'article B.08.040 à l'article B.08.041.8, l'expression « by comminuting » est rendue par « du malaxage ».

Nous vous saurions gré de nous confirmer que ces incohérences terminologiques seront corrigées.

Veuillez agréer, Madame, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Peter Bernhardt
Conseiller juridique principal

/mh



TRANSLATION / TRADUCTION

Le 7 novembre 2011

M. Peter Bernhardt
Conseiller juridique principal
Comité mixte permanent d'examen de la réglementation
Ottawa (Ontario)
K1A 0A4

Monsieur,

Objet: DORS/2007-76, Règlement modifiant le Règlement sur les aliments et drogues (1158 – Additifs alimentaires)

La présente donne suite à votre lettre du 14 juillet 2011, dans laquelle vous formulez des inquiétudes au sujet du document DORS/2007-76, Règlement modifiant le Règlement sur les aliments et drogues (1158 – Additifs alimentaires).

Santé Canada confirme que toutes les incohérences terminologiques, comme vous les décrivez dans votre lettre, seront corrigées. Le Ministère travaille actuellement sur un projet réglementaire en vertu duquel le terme « déchiquetés » sera remplacé par le terme « hachés », aux sous-articles A.2(1) et E.1(1) de la partie I du tableau XI de l'article B.16.100 du Règlement sur les aliments et drogues. Nous nous attendons à ce que ces modifications réglementaires soient terminées en 2012.

Santé Canada n'est pas en mesure d'indiquer le moment exact auquel les modifications seront achevées en vue de corriger les autres incohérences, en raison du nombre important de modifications réglementaires qu'il reste à apporter aux sections sur les aliments du Règlement sur les aliments et drogues. Toutefois, nous tenterons de corriger les autres incohérences dans d'autres projets réglementaires modifiant les sections et les tableaux où ces incohérences sont présentes.

Je vous remercie d'avoir porté ces questions à notre attention. Santé Canada reconnaît l'importance du travail du Comité et nous lui sommes reconnaissants de sa patience quant à la résolution de ces questions.

Veillez accepter, Monsieur, mes salutations distinguées.

Hélène Quesnel
Directrice générale
Direction des politiques législatives et réglementaires

c.c. : Rick O'Leary, Direction des aliments
Direction générale des produits de santé et des aliments

Appendix S

**TRANSLATION / TRADUCTION**

SOR/2011-54

REGULATIONS AMENDING THE IMMIGRATION AND REFUGEE
PROTECTION REGULATIONS

Immigration and Refugee Protection Act

P.C. 2011-261

December 8, 2011

Further to drafting errors in the *Immigration and Refugee Protection Regulations* identified by the Committee, the proposed amending regulations make two corrections requested with regard to SOR/2008-253 and SOR/2008-254 (submitted to the Committee on April 29, 2010).

EBP/mh

Annexe S



DORS/2011-54

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR L'IMMIGRATION ET
LA PROTECTION DES RÉFUGIÉS

Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés

C.P. 2011-261

Le 8 décembre 2011

Suite aux commentaires du Comité concernant des erreurs de rédaction dans le *Règlement sur l'immigration et la protection des réfugiés*, ce règlement modificatif apporte deux des corrections demandées dans les dossiers DORS/2008-253 et DORS/2008-254 (soumis au Comité le 29 avril 2010).

EBP/mh

Appendix T

**TRANSLATION / TRADUCTION**

SOR/2011-126

REGULATIONS AMENDING THE IMMIGRATION AND REFUGEE
PROTECTION REGULATIONS

Immigration and Refugee Protection Act

P.C. 2011-621

December 8, 2011

Further to drafting errors in the *Immigration and Refugee Protection Regulations* identified by the Committee, the proposed amending regulations make four corrections requested with regard to SOR/2002-227 (submitted to the Committee on May 15, 2008), and standardize the terminology used in the Regulations.

EBP/mh

Annexe T



DORS/2011-126

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR L'IMMIGRATION ET
LA PROTECTION DES RÉFUGIÉS

Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés

C.P. 2011-621

Le 8 décembre 2011

Suite aux commentaires du Comité concernant des erreurs de rédaction dans le *Règlement sur l'immigration et la protection des réfugiés*, ce règlement modificatif apporte quatre corrections demandées dans le dossier DORS/2002-227 (soumis au comité le 15 mai 2008), en plus d'uniformiser la terminologie du Règlement.

EBP/mh

Appendix U



SOR/2011-208

REGULATIONS AMENDING CERTAIN REGULATIONS MADE UNDER
THE CUSTOMS ACT

Customs Act

P.C. 2011-1113

December 14, 2011

1. As noted in the accompanying Regulatory Impact Analysis Statement (RIAS), this instrument revokes section 7(4) of the *Accounting for Imported Goods and Payment of Duties Regulations*, which the Standing Joint Committee considered to be *ultra vires* (see SOR/95-419, before the Committee on May 3, 2001, February 6, 2003 and June 16, 2005).
2. This instrument also amends section 10.6 of the *Accounting for Imported Goods and Payment of Duties Regulations* to set out factors the Minister must consider in exercising discretion granted under that provision, as requested in connection with SOR/2006-152 (before the Committee on February 14, 2008 and March 26, 2009).
3. Finally, this instrument amends numerous provisions to address six drafting errors and issues of French-English equivalency raised in connection with SOR/2005-383 (before the Committee on December 13, 2007, June 12, 2008 and October 9, 2009) and SOR/2006-152.

SA/mh

Annexe U

**TRANSLATION / TRADUCTION**

DORS/2011-208

RÈGLEMENT CORRECTIF VISANT CERTAINS RÈGLEMENTS PRIS EN VERTU DE LA LOI SUR LES DOUANES

Loi sur les douanes

C.P. 2011-1113

Le 14 décembre 2011

1. Comme on l'indique dans le Résumé de l'étude d'impact de la réglementation (REIR) joint à la présente, cet instrument abroge le paragraphe 7(4) du *Règlement sur la déclaration en détail des marchandises importées et le paiement des droits*, que le Comité mixte permanent juge *ultra vires* (voir DORS/95-419, soumis au Comité le 3 mai 2001, le 6 février 2003 et le 16 juin 2005).
2. Cet instrument modifie aussi l'article 10.6 du *Règlement sur la déclaration en détail des marchandises importées et le paiement des droits* de manière à établir les facteurs dont le ministre doit tenir compte dans l'exercice du pouvoir discrétionnaire que lui confère cette disposition, comme on l'a demandé relativement au DORS/2006-152 (soumis au Comité le 14 février 2008 et le 26 mars 2009).
3. Enfin, cet instrument modifie de nombreuses dispositions de manière à corriger six erreurs de rédaction et problèmes d'équivalence entre les versions anglaise et française, soulevés relativement au DORS/2005-383 (soumis au Comité le 13 décembre 2007, le 12 juin 2008 et le 9 octobre 2009) et au DORS/2006-152.

SA/mh

Appendix V

**TRANSLATION / TRADUCTION**

SOR/2011-328

**ORDER AMENDING THE EASTERN TOWNSHIPS WOOD PRODUCERS'
LEVIES (INTERPROVINCIAL AND EXPORT TRADE) ORDER**Agricultural Products Marketing Act

January 11, 2012

This amendment was made in response to comments from the Joint Committee. While section 3(a) of the Order was supposed to set the amounts of the wood producers' levies, it instead referred to regulations that merely required a buyer to deduct the levy from the amount paid to a producer (see SOR/2009-269, considered by the Committee on December 1, 2011). With the adoption of SOR/2011-328, section 3(a) now refers to the *Règlement sur les contributions des producteurs de bois de l'Estrie*, as suggested by the Committee.

JR/mh

Annexe V



DORS/2011-328

ORDONNANCE MODIFIANT L'ORDONNANCE SUR LES
CONTRIBUTIONS EXIGIBLES DES PRODUCTEURS DE BOIS DE L'ESTRIE
(MARCHÉ INTERPROVINCIAL ET COMMERCE D'EXPORTATION)

Loi sur la commercialisation des produits agricoles

Le 11 janvier 2012

Cette modification fait suite aux commentaires du Comité mixte. Alors que l'article 3a) de l'Ordonnance était censé fixer la contribution à payer par les producteurs de bois, cette disposition contenait un renvoi à un règlement qui ne faisait que créer l'obligation, pour un acheteur, de retenir la contribution sur le prix payé au producteur (voir le DORS/2009-269, examiné par le Comité le 1^{er} décembre 2011). Depuis l'adoption du DORS/2011-328, l'article 3a) renvoie, comme l'a suggéré le Comité, au *Règlement sur les contributions des producteurs de bois de l'Estrie*.

JR/mh